

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 15 FÉVRIER 1923.

BUDGET DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL POUR L'EXERCICE 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION SPÉCIALE (2), PAR M. HEYMAN.

MESSIEURS,

Le rapport que nous avons l'honneur de vous faire pour 1923, au nom de la Commission spéciale, est le complément de notre rapport de l'année dernière. La méthode suivie est la suivante : nous avons repris les questions que nous avons traitées dans notre rapport précédent et nous avons recherché quel est en ce moment l'état de ces questions.

Notre rapport est donc une œuvre d'adaptation : Où en étions-nous en 1922? Où en sommes-nous en 1923? Telles sont les deux questions que nous avons envisagées en rédigeant ce rapport.

Ce faisant, nous avons voulu donner à nos collègues l'occasion de comparer le rapport de cette année à celui de l'année précédente et de se faire par cette comparaison une idée exacte de l'état actuel des questions traitées.

La première partie se rattache donc aux questions générales qui sont du ressort du Département de l'Industrie et du Travail : assurances sociales, lutte contre le chômage et placement, enseignement professionnel, application de la loi des huit heures en Belgique et à l'étranger, législation internationale, etc.

(1) Budget, n° 4-IX.

(2) Composition de la Commission spéciale :

- a) Les membres de la Commission permanente du Commerce, de l'Industrie, du Travail et des Assurances de la prévoyance sociales : MM. Pirmez, président, Brauquart, De Bruycker, Debryne (R.), de Liedekerke, Delvigne, Ecketers, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pecher, Troolet, Van Caeneghem, Van Schuylenbergh et Wauters.
- b) Six membres nommés par les sections : MM. Lamborelle, Vergels, de Wouters d'Oplinter, Debryne (René), Van Isacker et Heyman.

La seconde partie se rattache plus spécialement à la partie administrative, c'est-à-dire aux différents articles du budget.

Comme l'année dernière, nous avons adressé au Gouvernement, au nom de la Commission spéciale, une série de questions; nous les publions avec la réponse que nous avons reçu dans la seconde partie de notre rapport.

MUTUALITÉ

APERCU GÉNÉRAL

L'aperçu que j'ai eu l'honneur de vous tracer l'année dernière, dans mon rapport sur le budget pour l'exercice 1922, au sujet de la situation de nos mutualités, vous a donné une idée du relèvement de ces associations depuis l'armistice et de leur orientation nouvelle relativement à une organisation plus scientifique basée sur la loi des grands nombres.

Le tableau ci-après, en complétant définitivement au 31 décembre 1921, les résultats que je n'ai pu vous donner qu'approximativement dans mon rapport antérieur, parce qu'à cette époque un certain nombre d'associations étaient encore appelées à bénéficier de la reconnaissance légale à cette même fin d'année, ne vous présente, toutefois, pour la même raison que des chiffres incomplets sur l'exercice 1922.

Sociétés et Fédérations mutualistes, qui ont été reconnues pendant les années 1921 et 1922.

Provinces	Fédérations		Sociétés	
	1921	1922	1921	1922
Anvers	5	1	25	17
Brabant	4	1	29	16
Flandre Occidentale.	—	4	10	12
Flandre Orientale	1	1	24	8
Hainaut.	—	1	14	23
Liège	1	2	16	25
Limbourg	—	—	15	15
Limbourg	—	—	—	—
Namur	—	—	7	8
TOTAUX.	9	10	140	124

D'autre part, bon nombre d'associations ont modifié leurs statuts, afin de les adapter aux nécessités nouvelles notamment, en augmentant les taux des cotisations et des indemnités. Ces modifications statutaires ont donné lieu, en 1922, à un mouvement d'homologations indiqué au tableau qui suit :

*Sociétés et associations mutualistes reconnues dont les statuts
ont été homologués pendant les années 1921 et 1922 (1).*

Provinces.	Fédérations.		Sociétés.	
	1921.	1922.	1921.	1922.
Anvers	6	6	100	103
Brabant	5	9	63	50
Flandre Occidentale	»	1	22	23
— Orientale	4	4	82	43
Hainaut	4	8	55	40
Liège	2	2	59	49
Limbourg	»	»	10	9
Luxembourg	1	»	6	9
Namur	»	1	11	5
Totaux	22	31	391	333

Enfin, il reste à signaler le besoin impérieux qu'ont éprouvé les sociétés de se reconstituer sur des bases plus solides et plus rationnelles. A cette fin, ces associations ont prononcé leur dissolution en vue de se fusionner et de former des organismes plus importants répondant mieux aux nécessités de l'assurance-maladie.

Tel est le but de centralisation qu'ont poursuivi la plupart des associations mentionnées comme dissoutes, en 1922, au tableau ci-dessus.

*Sociétés et Fédérations mutualistes reconnues dont l'avis de dissolution
a été publié en annexe au Moniteur belge pendant l'année 1922.*

PROVINCES	En vue de la cessation définitive des opérations		En vue de fusionner avec d'autres groupements mutualistes		Sociétés qui n'ont pas motivé leur dissolution	TOTAUX
	Sociétés	Fédérations	Sociétés	Fédérations	Sociétés	
Anvers	5	»	21	1	1	31
Brabant	3	»	25	»	»	28
Flandre Occidentale	6	»	10	»	»	16
Flandre Orientale	10	»	11	»	1	22
Hainaut	14	»	7	1	4	26
Liège	12	2	26	»	4	44
Limbourg	4	»	»	»	»	4
Luxembourg	0	»	»	»	»	»
Namur	2	»	1	»	1	4
Le Royaume	56	2	104	2	11	175

(1) Les données pour 1922 ne sont pas définitives ; plusieurs demandes sont encore à instruction d'usage.

On peut, dès à présent, augurer favorablement de l'avenir en constatant, par les données ci-dessus, que nos œuvres mutualistes tendent à se développer dans des conditions de nature à faire face aux exigences sans cesse croissantes en matière d'assurances sociales.

Les résultats sont particulièrement encourageants en ce qui concerne le service médico-pharmaceutique et les caisses d'invalidité. La constatation en est frappante par la lecture du tableau ci-dessous, qui donne le nombre de participants au service médico-pharmaceutique, à la date du 31 décembre 1921, dans les sociétés reconnues ayant organisé ce service conformément aux prescriptions de la circulaire du 20 février 1920.

Provinces.	Chefs de famille.	Epouses.	Enfants.	Ascendants.	Célibataires.	Totaux.
Anvers	74,127	68,603	112,012	5,431	28,555	288,728
Brabant	68,492	64,057	72,297	4,014	25,741	234,601
Flandre Occidentale . .	22,936	20,260	41,899	2,195	11,897	99,187
Flandre Orientale . .	66,616	58,805	98,014	6,692	37,028	267,155
Hainaut	102,200	93,416	115,948	12,051	35,106	358,421
Liège	77,499	68,576	82,356	10,105	54,994	293,530
Limbourg	10,536	9,069	27,615	1,936	2,890	52,046
Luxembourg	856	687	1,347	164	319	3,373
Namur	25,155	22,029	32,380	4,573	9,629	93,766
Totaux.	448,417	405,202	583,868	47,161	206,159	1,690,807

En ce qui concerne les caisses d'invalidité, l'essor remarquable constaté l'année dernière s'est maintenu. Ces caisses sont subsidiées en vertu des dispositions de la loi du 5 mai 1912, à raison de 60 centimes par franc, des cotisations versées par les membres effectifs, pendant l'année précédant l'exercice budgétaire sur lequel des subventions sont imputées.

Alors que le montant des primes allouées pour les versements effectués en 1912 était de fr. 331,548.14, nous devons prévoir que pour les versements des affiliés, en 1922, il est nécessaire de porter au budget de 1923 un crédit de 2,000,000; le crédit dépensé en 1922, pour versements effectués en 1921, s'élevant approximativement à 1,650,000 francs.

PENSIONS DE VIEILLESSE.

Le Gouvernement a déposé le 28 novembre 1922, un projet de loi ayant pour objet, non seulement de régler définitivement la question des pensions de vieillesse, mais prévoyant également la constitution d'une rente au profit des veuves et l'octroi d'une allocation aux orphelins âgés de moins de 16 ans. C'est en principe une loi d'assurance obligatoire, mais cependant ceux qui

ne réuniront pas les conditions exigées pour être assujettis pourront obtenir des avantages équivalents à ceux consentis à ces derniers pourvu qu'ils effectuent volontairement les versements prescrits. Le projet prévoit également l'octroi d'une allocation gratuite aux vieillards sans ressources et qui n'auront pas fait les versements nécessaires pour pouvoir bénéficier des avantages accordés par la loi aux assujettis et aux assurés libres.

Ce projet de loi ne pourra, selon toute probabilité, être mis en vigueur qu'en 1923 au plus tôt. En vue de ne pas priver de la pension de vieillesse ceux qui atteindront leur soixante-cinquième année pendant la période comprise entre le 1^{er} janvier 1923 et l'époque de la mise en application de la nouvelle législation, le Gouvernement a demandé aux Chambres de proroger la loi du 20 août 1920. La loi du 3 janvier 1923 permet ainsi aux intéressés nés avant le 1^{er} octobre 1860 de demander et de bénéficier de la pension.

La Commission chargée de faire rapport sur le projet de loi portant prorogation de la loi du 20 août 1920 (projet n° 19) avait exprimé le vœu d'obtenir du Ministre de l'Industrie et du Travail quelques renseignements sur les résultats de l'application de la loi du 20 août 1920 pendant l'année 1921. Nous avons reçu quelques tableaux statistiques très intéressants qui ont été insérés à la suite du rapport n° 41. Nous aurions voulu pouvoir donner les mêmes renseignements pour l'année 1922, mais ceux-ci ne pourront être publiés qu'à la fin de ce trimestre.

Nous nous contenterons de signaler que dans la séance de la Chambre des Représentants du 16 janvier 1923, le Ministre de l'Industrie et du Travail a déclaré qu'il entrerait dans ses intentions de modifier les règles établies par l'arrêté royal du 10 novembre 1920 pour l'introduction et l'instruction des demandes de pension de façon à diminuer dans la mesure du possible, la période assez longue qui s'écoule entre le moment où le requérant introduit sa demande et celui où il est mis en possession de son titre de pension ; il est indispensable également de prendre de nouvelles dispositions pour que les renseignements donnés par les requérants soient plus complets et plus exacts. La Chambre a marqué en principe son accord sur les modifications annoncées.

HABITATIONS A BON MARCHÉ.

En vue d'améliorer la situation du logement, un arrêté royal en date du 14 août 1922 a institué une prime à fonds perdus, destinée à encourager la construction d'habitations à bon marché par les personnes de la classe « **PEU AISÉE** ».

Je rappelle ses dispositions principales :

Nombre de primes. — Le chiffre en a été fixé à 10,000.

Montant de la prime. — La prime diffère suivant que la maison construite rentre dans l'une ou l'autre des catégories fixées par l'arrêté royal précité.

En y comprenant les majorations autorisées pour les enfants à charge, la prime peut varier de 2,000 à 3,600 francs.

En aucun cas, toutefois, le montant de la prime ne pourra dépasser le 1/4 du coût de la construction de la maison.

Constructions, valeur maximum, conditions imposées. — Le bénéfice de la prime est subordonné à la condition que le coût de la construction, d'après les catégories fixées, n'excède pas, y compris les majorations prévues pour les familles nombreuses, une somme qui peut varier de 18,000 à 30,000 francs.

En y ajoutant la valeur du terrain, qui ne peut dépasser le $\frac{1}{3}$ de celle de la construction, la valeur des immeubles bâtis et non bâtis, pourra varier de 21,600 à 56,000 francs.

Certaines conditions sont imposées pour les constructions. Celles-ci devront satisfaire aux règles de l'hygiène. Elles devront comporter un nombre de chambres à coucher suffisant pour séparer les enfants par sexe, dès l'adolescence.

Maximum des revenus. — Pour être admis à bénéficier de la faveur en question le demandeur ne pourra disposer pour lui, sa femme et ses enfants à charge, de revenus qui, après déduction de $\frac{1}{10}$ pour charges professionnelles et du $\frac{1}{6}$ pour charges d'entretien des bâtiments, pourront varier de 5,775 à 18,000 en y comprenant les majorations autorisées pour les familles nombreuses.

Toutefois la prime ne sera pas allouée aux personnes dont le montant des ressources comprend des revenus de biens mobiliers ou immobiliers pour une somme dépassant le $\frac{1}{6}$ des revenus maxima autorisés.

Divers. — La prime pourra être accordée aux célibataires qui construiraient avec l'intention bien établie de contracter mariage. Elle pourra également être attribuée aux personnes domiciliées dans les communes adoptées moyennant les précautions à prendre pour empêcher le cumul des faveurs gouvernementales.

Classification des communes. — Pour la fixation des maxima prévus, le Département a pris pour base le classement des communes établi par le Ministre des Finances en vue de la perception de l'impôt sur les revenus.

C'est ainsi que toutes les localités dans lesquelles les conditions économiques de l'existence sont sensiblement identiques ont été rangées dans une même catégorie.

EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ ROYAL DU 14 AOÛT 1922.

Nombre de personnes qui ont sollicité la prime instituée par le Gouvernement pour faciliter la construction d'habitations à bon marché, par des particuliers.

1. A la date du 23 janvier 1923, 3,941 personnes avaient sollicité la prime en vue de la construction d'une habitation à bon marché.

De ces 3,941 demandes 83 ont été annulées pour différents motifs (demandeurs ne réunissant pas les conditions requises, demandes retirées, double emploi.

Répartition des demandes.

Nous donnons ci-dessous la répartition des 3,858 demandes d'après le lieu de la résidence des demandeurs.

Brabant :		
Agglomération bruxelloise	514	
Autres communes	571	
	—	1,085
Anvers :		
Agglomération anversoise	102	
Autres communes	571	
	—	673
Flandre occidentale		490
Flandre orientale :		
Agglomération gantoise	72	
Autres communes	373	
	—	450
Limbourg		418
Liège :		
Agglomération liégeoise	115	
Autres communes	250	
	—	365
Namur		148
Hainaut		129
Luxembourg		80
Eupen-Malmédy		20
		—
		3,858

Répartition d'après les professions exercées.

Le dépouillement des 1,660 formulaires renvoyés par les intéressés à la date du 23 janvier 1923, a donné :

	Ouvriers :	
Ouvriers de l'État, provinces, communes	268	
Industries des mines	60	
— des carrières	17	
— des métaux	124	
— céramiques	25	
— verrières	8	
— alimentaires	43	
— des textiles et du vêtement	94	
— de la construction	207	
— du bois et de l'ameublement	94	
— spéciales (cuirs, tabac, typographie, etc.)	53	
— des transports (par chaussée et par eau)	30	
Ouvriers agricoles	58	
— fabriques, usines	71	
	—	4,152
	Employés :	
Agents de l'État, provinces, communes	193	
Autres services publics, commis-postes et facteurs	47	
Industries des transports	12	
Commerce et industries	87	
	—	339
	Divers :	
Petits commerçants	39	
— cultivateurs	113	
— artisans	8	
Divers	9	
	—	169

Arrêté royal du 14 octobre 1922.

En vue de rendre à nouveau disponible, par la réalisation des immeubles, le capital considérable avancé jusqu'à ce jour aux Sociétés de construction et permettre ainsi l'édification de maisons nouvelles, le Gouvernement a autorisé la vente des maisons appropriées au logement d'une seule famille, construites à l'intervention des sociétés agréées par la Société Nationale des Habitations et Logements à bon marché.

Toutefois, afin de garantir dans une certaine mesure les personnes de la classe peu aisée, à acquérir une de ces maisons, contre une baisse possible de la valeur des immeubles, un arrêté royal en date du 14 octobre 1922 a institué une prime à fonds perdus à attribuer pour les 7,500 premières maisons qui seront vendues aux conditions fixées par le susdit arrêté.

Les mesures d'exécution sont actuellement arrêtées et des ordres seront donnés incessamment aux sociétés en vue de la vente d'une partie, tout au moins, des maisons construites à ce jour.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHÉ.

RELEVÉ des logements mis en adjudication au cours de l'exercice 1922

Brabant.	2.767 logements.
Anvers	1 416 —
Flandre Occidentale	826 —
Flandre Orientale.	847 —
Hainaut	895 —
Liège.	1.021 —
Limbourg	534 —
Luxembourg	7 —
Namur	25 —
Total.	8.337 logements.

RELEVÉ DES ADJUDICATIONS.

Province d'Anvers.

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient (1)	
			total Fr.	par maison Fr.
Baeveels.	De Nieuwe Wijk van : Raveels.	20	397,318 »	19,866 »
Rumpst.	De goedkoop. woning. van het arrondissement Antwerp.	31	503,555 »	16,244 »
Turnhout.	Soc. d'habit. à bon marché.	163	2,845,468 »	17,451 »
Esschen.	De Goedkoop. woningen van het arr. Antwerpen.	18	»	17,226 »
Id.	Id.	24	352,280 »	14,720 »
Beirendrecht.	De goedk. woningen van het arrondissement. Antwerpen.	10	161,000 »	16,100 »
Terhaegen.	Plaats. Maats. voor goedk. woningen, Terhaegen.	52	840,950 »	16,172 »
Calmpthout.	De Goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	40	»	14,600 » et 17,200 »
Goor.	De Goed. woningen van het kanton Heyst-op-den-Berg.	4	68,790 »	17,197 »
Wieckevorst.	Id.	3 (fermettes)	63,318 »	21,106 »
Boom.	Gewest. Maats. tot het bouwen van goedk. woningen, Boom.	4 (avec bains douches)	95,544 »	23,388 »
Eeckeren.	De Goed. woningen van het arrond. Antwerpen.	30	477,379.50	15,913 »

(1) C'est le prix de l'adjudication. Le terrain et les autres frais (taxes, etc.) ne sont pas compris.

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient	
			total Fr.	par maison Fr.
Iteghem.	Soc. des hab. à bon m. du cant. de Heyst-op-den-Berg	4	76,060.64	19,012.66
Purte.	Soc. des hab. à bon m. de Heyst-op-den-Berg.	34	566,428 »	16,659 »
Malines.	Soc. des hab. à bon marché de Malines.	52	972,340 »	18,932 »
	De Mechelsch. goedk. won.	»	1,454,390 »	19,135 »
Hoboken.	De goedk. woningen van Hoboken.	59 (92 log.)	1,684,175 »	(1) 18,306 »
Lierre	Liersche Maat. voor goedk. woningen.	87	1,797,186 »	20,657 »
Anvers.	Antw. Maats. voor goedk. huisvesting.	13 (122 log.)	2,481,000 »	20,336 »
Wommelghem.	De goedk. woning. van het arrond. Antwerpen.	18	337,745 »	18,763 »
Wyneghem.	De goedk. woning. van het arrond. Antwerpen.	38	750,000 »	19,737 »
Moll.	Mollsche Bouwmaat. voor goedk. woningen.	54	960,508 »	17,780 »
Id.	Coop. Immobilière de Moll à Bruxelles.	44	1,029,000 »	23,420 »
Arendonck.	Arendonscksche Maat. voor goedkoope woningen.	8	147,595 »	18,449 »
Berlaer.	« Berlaersche Welvaert ».	40	434,269 »	10,856 »
Wilryck.	Antw. Maat. van goedk. woningen, Anvers,	279	6,598.252 »	23,650 »
Contich.	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	21	339,000 »	16,141 »
Stabroeck.	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	6	100,000 »	16,666 »
Saint-Léonard (Anvers).	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	16	249,200 »	15,575 »
Westmalle.	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	26	404,950 »	15,575 »

Province de Brabant.

Watermael - Boitsf.	H. et L. à bon marché de Watermael-Boitsf.	5	126,700 »	25,340
id.	id.	2 (12 logements)	195,582 »	16,382 (log.)
id.	« Le Logis », Ixelles.	97	2,393,702 »	23,986
id.	H. et L. à bon marché de Watermael-Boitsf.	1	146,500 »	24,416 (log.)
id.	Société « Floréal », à Boitsf.	6 logements	3,031,141 »	22,287
id.	« Le Logis », Ixelles.	136	4,257,923 »	24,056
Laeken.	« Le Foyer Laekenois ».	29	1,987,161.96	68,523 (1)
id.	id.	44 logements	1,166,000 »	28,460

(1) Il s'agit vraisemblablement, ici, de maisons à logements multiples.

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient	
			total Fr.	par maison Fr.
Anderlecht.	« Le Foyer Anderlechtois ».	31	596,000 »	19,226
id.	id.	103	3,172,588 »	21,311
id.	id.	81	66,289 »	(avec cit.)
id.	id.	34	1,809,223 »	21,997
			752,714 »	22,115
Koekelbergh.	« Le Foyer Koekelbergeois ».	6	114,329 (11 L.)	10,392 (L.)
		(43 logements)	134,441 (16 L.)	8,400 (L.)
id.	id.	8 logements	135,029 (16 L.)	8,439 (L.)
id.	« Le Foyer Victoria » (Koekelberg).	2	92,173.66	11,521.70 (L.)
id.	id.	24 logements	541,667 »	22,569 (L.)
		6	1,140,460 »	24,175 (L.)
		(48 logements) avec 2 bains et bains-douches		
id.	« La Cité Moderne » à Berchem-Ste-Agathe.	5 (12 logements)	290,908 »	24,242 (L.)
Schaerbeek.	« Le Foyer Schaerbeekois ».	3 à étages multipl. (9 logements)	170,240 »	18,915 (L.)
Molenbeek-St-Jean.	S. A. des H. à bon marché (Molenbeek).	32 logements	762,358 »	23,832
id.	id.	23 —	546,413 »	23,717
id.	id.	64 —	1,468,168 »	22,940
id.	id.	38 —	859,750 »	22,999
id.	id.	57 (122 logements)	2,845,264 »	23,321
Machelen-lez-Vilvorde.	S. Coop. des Habitations à bon marché, Machelen.	73 logements	1,349,540 »	18,500
Etterbeek.	« Le Foyer Etterbeekois »	2 blocs à logem. multiples (16 logements)	225,000	14,063 (L.)
id.	id.	2 blocs à logem. multiples (24 logements)	600,000	25,000 (L.)
id.	id.	2 blocs à logem. multiples (16 logements)	334,000	20,870 (L.)
id.	id.	46	1,140,580	24,775 (L.)
id.	id.	4 (24 logements)	552,482	23,000 (L.)
Moorterbeek-Anderlecht.	« Les Foyers collectifs » (Bruxelles)	348 (350 logements)	6,952,800	19,800 (L.)
Tirlemont.	Soc. An. des habit. à bon marché, Tirlemont	21	361,626	17,220
id.	id.	28	481,858	17,208
id.	id.	5	100,110	20,025
id.	id.	18	343,191	19,067
id.	id.	22	431,953	19,634
Bruxelles (ou agglomération).	Soc. An. des habit. à bon marché de l'agglomération bruxelloise.	1 bloc à 28 app. et 1 magasin avec app.	768,950	26,515 (L.)
id.	« Le Foyer Bruxellois »	102 app. plus 19 maisons	2,852,142	21,000 (L.)
Auderghem.	Soc. des habit. à bon marché Auderghem.	28	590,120 »	21,755 »

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient.	
			total Fr.	par maison Fr.
Vilvorde.	Le Foyer Vilvordien.	105 128 logements.	819,819 » 1 ^{er} lot 50 logements 430,628 » 2 ^e lot 22 logements 1,084,675 » 3 ^e lot 56 logements	16,389 » 19,564 » 19,363 »
Bousval.	Société coop. « l'Habitation moderne », Bousval.	10	168,352 »	16,835 »
Hal.	Soc. rég. de Hal, Lennick-Saint-Quentin et Uccle.	41 et 41 porcheries	381,672 »	21,504 »
Lembecq.	Soc. rég. de Hal, Lennick-Saint-Quentin et Uccle.	14 et 11 porcheries	302,653 »	23,281 »
Rysbroeck.	Id.	23 et 23 porcheries	517,658 »	22,506 »
Zuen.	Id.	16 et 16 porcheries	357,932 »	22,730 »
Buyssinghen.	Id.	26 et 26 porcheries	550,650 »	21,178 »
Estroppe - Leeuw-Saint-Pierre.	Id.	21 et 21 porcheries	455,250 »	21,630 »
Ganshoren.	« Les villas de Ganshoren »	4 32 logements	770,000 »	24,062 »
Dieghem.	Société « Dieghem-Extensions » Dieghem.	28	366,800 » 189,490 » 556,290 »	13,450 » 6,550 » 20,000 »
Huyssinghen.	Société des habitations à bon marché, Huyssinghen.	28	298,400 » 209,033 » 507,433 »	10,656 » 7,643 » 18,301 »
Aerschot.	Société des habitations à bon marché, Aerschot.	69	302,707 14 m. 161,176 9 — 103,917 5 — 138,206 7 — 173,573 8 — 216,678 12 — 57,731 3 — 215,514 11 —	21,261 » 17,908 » 20,663 » 19,743 » 21,898 » 18,056 » 19,245 » 19,592 »
Woluwe St-Pierre.	Soc. des habit. à bon marché de Woluwe-Saint-Pierre.	2 (6 log.)	61,200 » (gros œuvre)	10,200 »
Louvain.	Société des habitations à bon marché, Louvain.	63	1,244,796 »	20,472 »
Quenast.	Soc. rég. des habitations à bon marché de Nivelles.	32	640,000 »	20,000 »
Diest.	Diest-extension.	22	371,066 »	17,049 »
id.	id.	24	456,311 »	19,013 »
id.	id.	46	371,066 » 456,311 »	17,049 » 19,013 »
Heverlé.	« Le Bon Logis », à Louvain.	98	2,262,602 »	23,087 »
St-Josse-t.-Noode.	Soc. des hab. à bon marché de Saint-Josse-ten-Noode.	3 (40 log.)	649,473 »	16,237 » (1.)

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient	
			total Fr.	par maison Fr.

Province de la Flandre Occidentale

Rumbeke.	« Eigen Heerd », Rumbeke.	12	292,654 »	24,388 »
id.	id.	5	92,247 »	18,500 »
id.	id.	4	62,394 »	15,598 »
Roulers.	Société Coop. « De Mandel ».	6	102,971 37	17,165 »
id.	id.	35	584,631 »	16,704 »
id.	id.	25	388,411 »	15,536 »
id.	id.	34	460,668 »	13,549 »
id.	id.	21	332,273 »	15,833 »
id.	id.	14	—	20,414 »
		(reconstructions)		
id.	id.	6	111,140 »	18,523 »
id.	id.	27	429,162 »	15,895 »
id.	id.	13	216,787 »	16,676 »
id.	id.	18	242,793 »	13,488 »
Mouscron.	Soc. Coopér. des Logements à bon marché (Mouscron).	68	1,151,107 12	16,092 80
id.	id.	94	1,689,778 »	17,976 »
id.	id.	54	1,038,575 »	18,589 »
Ghistelles.	« De Goedkoope Woningen », Ghistelles.	16	283,291 »	17,705 70
id.	« Eigen haard is goud waard », Ghistelles.	19	339,725 »	17,880 »
Oostduinkerke.	« De goedkoope woning in verwoest West-Vlaanderen.	38	715,546 »	18,830 »
id.	id.	38	711,478 »	18,723 »
Wervicq.	« La Lys », à Wervicq.	4	68,200 »	17,050 »
id.	id.	13	237,330 »	18,250 »
id.	id.	22	333,220 »	15,238 »
id.	« Le Foyer du Mutilé ».	1	—	17,050 »
Bisseghem.	« Allen voor een, een voor allen », Bisseghem.	17	291,948 »	17,173 »
id.	id.	4	67,535 »	16,893 »
Galleghem.	« Huis en Heerd », Galleghem.	25	369,491 »	14,778 »
Menin.	« Ons Dorp », Menin.	46	1,077,409 »	23,421 »
Meulebeke.	« De Deeve », Meulebeke.	40	175,596 »	17,559 »
Bruges.	« Brugsche goedkoope wonin- gen ».	18	308,597 »	17,143 »
id.	id.	20	310,481 »	15,524 »
id.	id.	29	488,926 »	16,859 »
id.	id.	28	506,412 »	18,086 »
Rumbeke.	« Eigen Heerd », Rumbeke.	18	295,700 »	16,433 »
id.	id.	1	—	19,687 »
Blankenberghe.	« Het Lindenhof », Blanken- berghe.	8	142,269 »	17,783 »
id.	id.	7	125,669 »	17,952 »
id.	id.	8	145,753 »	18,219 »

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient	
			total Fr.	par maison Fr.

Province de la Flandre orientale

Gand.	Le Foyer Gantois.	93	1,216,094 »	13,076 »
id.	Société Gantoise des Maisons ouvrières.	143	1,875,000 »	13,112 »
id.	Le Foyer du Mutilé.	4	»	18,140 »
Zwijndrecht.	Soc. des Habitations à bon marché de Zwijndrecht.	26	454,859 »	17,494 »
Selzaete.	Soc. Coop. des Habitat. à bon marché, de Selzaete.	69	1,121,038 »	16,247 »
id.	id.	8	119,493 »	14,937 »
Gentbrugge.	Le Foyer Gantois, Gand.	107	1,512,293 »	14,133 »
id.	Le Foyer du Mutilé, id.	4	»	18,230 »
Alost.	Soc. Coop. des Habit. à bon marché, à Alost.	31	lot A. 259,423 »	16,419 »
id.	id,	38	lot B. 252,570 » 643,809 »	19,942 »
Baesrode.	Geluk in ons huis, Baesrode.	10	144,213 »	14,421 »
Wetteren.	Eigendak, Wetteren.	20	6 p ^r 87,069 » 6 — 103,476 » 7 — 99,382 »	14,500 » 14,751 » 14,261 »
Beveren-Waes.	Société des habitations à bon marché à Beveren-Waes.	26	485,000 »	18,653 »
Cruybeke.	Société des habitations à bon marché à Beveren-Waes.	83	1,501,000 »	18,091 »
Haesdonck.	Société des habitations à bon marché, Beveren-Waes.	30	560,000 »	18,666 »
Basel.	Goedkoope woningen van Basel.	16	(9,157,833 » (7,132,003 »	17,539 » 18,857 »
Saint-Amand.	Zonnige woningen, à Saint- Amand.	6	89,132 »	16,520 »
id.	id.	8	116,071 »	16,007 »
Waerschoot.	Voorziening in Nood, Waer- schot.	15	215,536 »	14,369 »
Ledeberg.	Société des Habitations à bon marché, Ledeborg.	50	742,450 »	14,849 »
Waereghem.	Helpt elkander, Waereghem.	40	686,391 »	17,169 »
Ninove,	Ninove Welzijn.	20	380,000 »	19,000 »

Province de Hainaut.

Couillet.	« La Cité Jardin », Couillet.	46		17,138 »
Lessines.	Le plus grand Lessines.	27	593,924 » elect. 6,742 »	21,997 » 235 »
			600,666 »	22,232 »

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient	
			total Fr.	par maison Fr.
La Louvière.	Le Foyer Louvériois.	10	206,013 »	20,601 »
Braine-le-Comte.	Les habitat. à bon marché, Braine-le-Comte.	30	626,158 »	20,865 »
Marchienne-au-Pont.	Les habitations Marchiennes.	33	625,432 »	18,952 »
id.	id.	30	601,058 »	20,038 »
id.	id.	21	423,918 »	20,201 »
id.	id.	63	1,289,207 »	20,463 »
Souvret.	Le Foyer populaire, Souvret.	39	752,782 »	19,302 »
id.	id.	49	957,653 »	19,542 »
Farciennes.	Soc. d'hab. à bon marché « La Cité », Farciennes.	24	498,000 »	20,768 »
Ecaussines d'Engh.	Soc. Coop. des hab. de la région de Soignies.	9	200,215 »	22,249 »
id.	id.	18	360,349 »	20,019 »
Courcelles.	« Le Confort », Courcelles.	12	227,000 »	18,916 »
Elouges.	« Le Foyer Elougeois ».	20	408,279 »	20,413 »
Gilly.	« Le Foyer Gillicien ».	32	708,795 »	22,149 »
Lodelinsart.	« La Lodelinsartoise ».	49	(gros œuvre) 716,249 »	14,617 »
id.	id.	4	57,990 »	14,497 »
Châtelineau.	« Le Foyer Moderne », Châ- telineau.	78	1,586,317 »	20,337 »
id.	id.	44	892,378 »	20,281 »
Péruwelz.	« Le Foyer Péruwelzien ».	8	149,448 »	18,686 »
id.	id.	6	118,701 »	17,450 »
id.	id.	5	99,248 »	19,850 »
Trazegnies.	« A chacun son logis », Tra- zegnies.	60	1,249,800 »	20,830 »
id.	Soc. des hab. à bon marché, Trazegnies.	4	82,532 »	20,833 »
Wasmuel.	Soc. des hab. à bon marché, Wasmuel.	23	446,249 »	19,400 »
Antoing.	Le Foyer Antoinien.	37	720,000 »	19,459 »
Soignies.	Habitat. à bon marché de la région de Soignies.	11	255,231 »	21,202 »

Province de Liège

Verviers	La Régionale Verviétoise.	44	765,005.64	17,386 »
Bressoux.	Les maisons ouvrières du canton de Grivegnies et comm. env. Liège.	8 (48 log.)	722,086.25	15,043 » (par log.)
Liège.	La Maison Liégeoise.	28	511,880 »	18,281 »
id.	id.	16	276,507.48	17,294 »

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient	
			total Fr.	par maison Fr.
Liège.	La Maison Liégeoise.	15	280,964 » (non compris trav. de plombe- rie, zinguerie.)	18,730 »
Id.	id.	25 (215 log.)	3,775,843 »	17,557 » (par log.)
Id.	id.	10 (48 log.)	829,193 »	17,275 » (par log.)
Id.	id.	4 (21 log.)	376,304 »	24,152 » (par log.)
Id.	id.	1 (10 log.)	241,973 »	24,197 » (par log.)
Id.	id.	2 (16 log.)	390,217 »	24,388 » (par log.)
Id.	Le Foyer du Mutilé.	2	38,331 »	19,459 »
Pepinster.	Société anon. « La Hoegne », Pepinster.	62 (73 log.)	1,300,141 »	20,970 » (par mais.) 17,810 » (par log.)
St.Nicolas-lez-Liège	Soc. des hab. à bon marché de Saint-Nicolas-lez-Liège.	49	4,142,910 »	23,324 »
Ensival.	La Régionale Verviétoise.	20	494,454 »	24,723 »
Ans.	Soc. des habit. à bon marché de Saint-Nicolas-lez-Liège.	34	713,305 »	22,779 »
Huy.	Société coop. des hab. à bon marché de Huy.	30	540,217 »	18,700 »
Ougrée.	Le Home Ougréen.	79 (2 m. 12 log.)	1,446,048 » 183,645 »	18,304 » 15,363 »
Vottem.	Soc. des hab. à bon marché de Herstal et env.	12	285,206 »	23,740 »
Montegnée.	Soc. des hab. à bon marché de Saint-Nicolas-lez-Liège.	28	615,099 »	21,863 »
Seraing.	La Maison Sérésienne.	26	723,121 »	27,812 »
Id.	id.	30	845,012 »	28,167 »
Id.	id.	35	993,000 »	28,375 »
Jupille.	Soc. Région. de Grivegnée.	32	624,769 »	21,600 »
Petit-Rechain.	La Régionale Verviétoise.	18	325,226 »	18,068 »
Awans.	Soc. des habit. à bon mar- ché d'Awans et environs.	6	143,834 »	23,972 »
Tilleur.	Soc. des habit. à bon mar- ché de St-Nicolas-lez-Liège.	16	319,623 »	19,976 »
Wans.	Soc. Région. des habit. à bon marché de Huy.	20	415,582 »	20,778 »
Mons-lez-Liège.	Le Foyer Régional, Flé- malle Grande.	8	147,915 »	18,464 »
Horion-Hozémont.	Le Foyer Régional, Flé- malle-Grande.	24	453,633 »	18,963 »
Andrimont.	Le Foyer du Mutilé.	6	120,200 »	20,033 »

Localités.	Sociétés.	Nombre de maisons.	Prix de revient	
			total Fr.	par maison Fr.

Province de Limbourg.

Hasselt.	Société des habitations à bon marché, Hasselt.	35	516,880 »	14,820 »
Winterslag.	Soc. des habit., à bon marché de Genck-Winterslag.	150	»	17,883 »
Genck.	Nieuw Dak, Genck.	100	1,618,887 »	16,188 »
Id.	Les Liégeois, à Genck.	30	594,000 »	19,133 »
Saint-Trond.	Nieuw Sint-Truiden.	216	3,789,632 »	17,541 »
Tongres.	Tongershuis.	3	37,000 »	10,333 »

Province de Luxembourg.

Libramont.	Le Foyer Libramontois.	7	164,868 »	23,552 »
------------	------------------------	---	-----------	----------

Province de Namur.

Andenne.	Les Logis d'après-guerre, Andenne.	26	427,027 »	16,423 »
----------	------------------------------------	----	-----------	----------

FONDS DE CRISE

Assurance contre le chômage involontaire. — Remarques sur le chômage involontaire en 1922.

Le nombre de travailleurs assurés, couverts par les statistiques mensuelles du chômage, a passé de 687,660 (moyenne de 1921) à 704,641 (moyenne de 1922).

La proportion des assurés s'étant trouvés *simultanément* en état de chômage involontaire est descendue de 21,2 p. c. (en 1921) à 6,8 p. c. (en 1922).

La proportion des *journées perdues* pour cause de chômage est descendue, de 67,3 (par cent assurés et par semaine) en 1921 ;
de 24,9 " " en 1922.

Si l'on représente par 100 le nombre de journées de travail qu'auraient pu fournir les assurés en travaillant toute l'année sans aucun chômage involontaire, les journées perdues représentent 41,3 en 1921 et seulement 4,2 en 1922.

Les caisses ont indemnisé, *sur leurs propres ressources*, 14,7 p. c. du chômage total de leurs assurés (en 1921) et 19,5 p. c. en 1922. Au mois de décembre 1922, cette proportion atteignait même 49,5 p. c.

L'examen des statistiques détaillées montre d'ailleurs que, non seulement l'année 1922 dans son ensemble a vu se produire un chômage beaucoup moins considérable que l'année précédente, mais en outre, que l'amélioration s'est accentuée de mois en mois en sorte que les moyennes ci-dessus établies pour l'année entière traduisent une situation beaucoup moins favorable à tous égards que celle où l'on était arrivé à la fin de l'année 1922.

Tandis que la crise décroissant, le chômage revenait progressivement vers des taux à peu près normaux, le Département s'appliquait de son côté à éliminer de l'organisation de l'assurance contre le chômage involontaire tout ce qui n'était destiné qu'à faire face à des situations anormales.

On peut déjà rattacher à cet ordre d'idées (1) l'arrêté royal du 8 juin 1922, proposé par le Ministre de l'Industrie et du Travail avec l'approbation expresse du Conseil des Ministres, et réduisant le taux des allocations du Fonds National de Crise à 4 francs par jour pour les chômeurs chefs de famille et 3 francs pour les célibataires, veufs ou divorcés sans enfants (plus 1 franc pour l'épouse ménagère et 1 franc par enfant de moins de 14 ans et par enfant de 14 et 16 ans fréquentant un établissement d'instruction ou une école professionnelle ou se trouvant par suite d'incapacité physique dans l'impossibilité de travailler).

Plus symptomatique encore de la même tendance à adapter progressivement l'assurance-chômage aux conditions normales de l'industrie, en sub-

(1) L'arrêté était motivé, en effet, par la considération que le taux antérieur des allocations avait été fixé lorsque l'index-number était plus élevé et que son niveau actuel accusait une diminution sensible du coût de la vie.

ordonnant les interventions exceptionnelles du Gouvernement à la constatation d'un « état de crise » dans une industrie déterminée, est l'arrêté royal du 4 décembre 1922 :

ANNEXE A.

*Allocations journalières payables par le Fonds National de Crise
aux chômeurs assurés (4 décembre 1922).*

Vu notre arrêté du 30 décembre 1920 instituant le Fonds National de Crise, modifié par ceux des 7 et 31 mars 1921, 6 septembre 1921 et 8 juin 1922 ;

Vu l'avis exprimé par le Conseil d'administration du Fonds National de Crise en sa séance du 28 septembre 1922 :

ARTICLE PREMIER. — A partir du 1^{er} janvier 1923, le nombre des allocations journalières par le Fonds National de Crise aux chômeurs assurés qui se trouvent en état de besoin et qui ont épuisé leurs droits aux indemnités de la Caisse de chômage est limité à trente (30) par année civile.

Sur requête motivée par la persistance de l'état de crise dans une industrie déterminée et par l'impossibilité d'occuper ailleurs, dans des conditions acceptables, les chômeurs qui en relèvent, le Ministre, sur avis exprimé par le Conseil d'administration du Fonds National de Crise, est autorisé à proroger le bénéfice des allocations au-delà du trentième jour.

La décision comportant prorogation indiquera la durée pour laquelle elle est accordée.

La disposition nouvelle a déjà reçu son application dans un certain nombre de cas.

ANNEXE B.

2^o Demandes de prorogation :

Exposé des demandes de prorogation basées sur le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 4 décembre 1922, accompagné des avis émis par le Conseil d'Administration et des décisions prises par M. le Ministre, à leur sujet :

Désignation et adresse de la Caisse de chômage.	Motifs invoqués par la Caisse intéressée.	Avis du C. A.	Décision ministérielle.
1 ^o Fonds de chômage de Liège. En faveur de certaines catégories d'ouvriers armuriers âgés de plus de 40 ans.	Industrie de luxe. Manque de commandes.	Prorogé pour un mois.	Prorogé pour un dernier mois. Il faut que les chômeurs se placent dans une autre industrie. Il y a près de deux ans qu'ils émargent au F. N. C.
2 ^o En faveur des ouvriers non réoccupés de l'usine Valentin Coq, à Hollogne-aux-Pierres.	Demande le maintien de l'intervention du F. C. N. prétextant que les chômeurs, dont il s'agit, sont âgés de plus de 40 ans et victimes des suites d'un conflit.	Pas de prorogation, mais autorisation de payer les 30 jours à charge du F. N. C., prévus par l'arrêté royal du 4 décembre dernier.	Non.

Désignation et adresse de la Caisse de chômage.	Motifs invoqués par la Caisse intéressée.	Avis du C. A.	Décision ministérielle.
3 ^e Centrale ouvrière des cuirs et peaux, Bruxelles. En faveur des ouvriers chômeurs de la région d'Enpen-Malmédy.	Les ouvriers tanneurs sont réduits au chômage par suite de la non réouverture des usines. Sur 11 usines en activité en 1914, 7 ont repris le travail. 120 chômeurs n'ont pu encore trouver du travail.	Prorogation d'un mois.	Un mois
4 ^e Centrale Société textile, Vrijdagmarkt, Gand. En faveur des ouvriers chômeurs de la région de Grammont.	Par suite du manque de matières premières, la crise persistera encore pendant un certain temps dans la région. Tous les chômeurs ont épuisé leurs droits à la caisse.	Prorogation jusqu'en fin février, avec cette réserve que la prorogation se limitera aux chômeurs partiels, dont le chômage dépasse 2 jours par semaine. Quant aux chômeurs complets, la prorogation est limitée aux femmes mariées et aux hommes.	Approuvé.
5 ^e Id. En faveur des ouvriers chômeurs de la région de Turnhout.	Les ouvriers sont forcés au chômage par suite de la fermeture de l'usine Veughs, conséquence d'un conflit.	Il n'y a pas lieu à prorogation.	Non
6 ^e Id. En faveur des ouvriers chômeurs de la région de Weiteren.	Par suite de l'incendie de l'usine Beernaerts, une grande partie d'ouvriers du textile sont devenus chômeurs.	Prorogation pour un mois, dans les limites indiquées au n° 4 et pour les ouvriers de chez Beernaerts seulement.	Approuvé p ^r Beernaerts seulement.
7 ^e Centrale générale du bois ameublement et industries diverses. 8, rue Joseph-Stevens, Bruxelles. En faveur des ouvriers peintres de la région d'Anvers.	Déclare qu'il y a crise : sur 1,003 membres, il y a 243 chômeurs. En conséquence, demande de prorogation.	Prorogation du 15/2 au 15/2 pour les peintres de cette Centrale.	Approuvé jusqu'au 15/2 comme dernière limite.
8 ^e Id. En faveur des ouvriers peintres de la région de Turnhout.	Déclare qu'il y a crise et demande la prorogation.	Pas de prorogation.	Pas de prorogation.
9 ^e Id. En faveur des ouvriers peintres de la région de Nivelles.	Idem.	Prorogation p ^r un mois, pour les ouvriers occupés aux ateliers de construction du matériel roulant.	Oui, exclusivement jusqu'au 15 février pour les peintres du matériel roulant.
10 ^e Id. En faveur des ouvriers peintres de la région de St-Nicolas.	Idem.	Pas de prorogation.	Pas de prorogation.
11 ^e Id. En faveur des ouvriers peintres de la région de Louvain.	Idem.	Idem.	Idem.
12 ^e Belgische Zeemansbond, 30, Brouwersvliet, Antwerpen. En faveur de tous ses membres chômeurs.	Crise persistante par suite du désarmement de 80 navires.	Idem.	Idem.

FONCTIONNEMENT DE L'ASSURANCE CONTRE LE CHOMAGE INVOLONTAIRE. — INSTRUCTIONS COMPLÉMENTAIRES AUX ORGANES D'EXÉCUTION.

Circulaire aux Fonds de chômage et aux Caisses centrales de chômage.

N° 2800/167.

Bruxelles, le 20 janvier 1923.

Stimulé par les encouragements des pouvoirs publics, l'esprit de prévoyance des travailleurs belges s'est dirigé vers le développement de l'assurance mutuelle contre le chômage involontaire.

Sous un régime de liberté s'élaborent expérimentalement un peu partout les formules paraissant les plus susceptibles de satisfaire à des nécessités qui diffèrent profondément parfois les unes des autres, par suite de circonstances d'ordre professionnel ou local.

Cette méthode présente donc des avantages indéniables; mais elle impose aussi à mon Administration la tâche difficile de combiner, avec la grande souplesse des organes de l'assurance une organisation du *contrôle* qui soit assez souple elle-même pour ne pas entraver l'action régulière des premiers, et cependant toujours efficace et capable de dépister toute tentative d'abus.

Un contrôle est rarement accueilli avec faveur. Il faut reconnaître cependant que cette méfiance ne se rencontre guère de la part de ceux qui souhaitent sincèrement le succès de l'assurance-chômage et sa consolidation définitive dans nos mœurs. Ceux-là savent, en effet, que chaque manœuvre illicite constitue une menace qui met en péril la vitalité de l'institution. Celle-ci ne survivrait pas au discrédit dont la frapperait un régime suspect de complaisance pour des agissements abusifs.

Les instructions réunies ci-après et qui complètent en quelques points celles qui ont été publiées précédemment par mon Administration sont le résultat des dernières observations faites par elle à l'occasion de difficultés qui ne résolvent pas toujours de façon concordante les nombreux organismes appelés à concourir au fonctionnement de l'assurance. Elles tiennent compte dans la plus large mesure de l'organisation qu'ont adoptée les intéressés directs, c'est-à-dire les assurés eux-mêmes, de manière que l'indispensable contrôle demeure efficace, tout en évitant les formalités tracassières.

Relations des fonds de chômage avec les sections de centrales et des caisses autonomes.

La circulaire du 1^{er} décembre 1921 a rappelé les règles essentielles qui doivent guider les Fonds dans l'exercice de la mission qui leur est dévolue.

Ces règles sont toujours en vigueur. Elle n'ont pas été suffisamment observées.

Trop souvent, la mission de contrôle impartie aux Fonds vis-à-vis des caisses autonomes et des sections de centrales agréées par eux, n'est pas conduite avec la vigilance attendue des Comités de ces organismes et de leurs secrétaires. Trop souvent mon service d'Inspection constate l'omission de certains devoirs qu'ils semblent considérer comme des formalités sans importance et qui sont en réalité

la condition nécessaire du contrôle irréprochable dont doit être accompagné l'emploi des deniers publics. Les critiques qui sont articulées à ce propos dans certains milieux, quoique exagérées, ne sont pas toujours dénuées de fondement.

Des circonstances exceptionnellement difficiles ont pu retarder dans une certaine mesure l'exécution complète des dispositions réglementaires qui, à défaut de loi, régissent le système actuel. Si cette situation se prolongeait, elle ne pourrait désormais être imputée qu'à la négligence des administrateurs responsables. — Des mesures seront prises pour sauvegarder les intérêts de l'État, s'il n'obtient pas les garanties qu'il est en droit d'exiger.

Déjà se manifestent quelques symptômes des conséquences regrettables qu'une coupable indifférence sous ce rapport ne manque pas d'entraîner pour l'avenir de l'assurance-chômage.

Des administrations communales ont notifié dans ces derniers temps leur désaffiliation du Fonds de chômage de leur région, voire le retrait de leur participation du Fonds National de Crise.

Plus d'une fois l'insuffisance du contrôle exercé sur le chômage par les mandataires des communes participantes a été le motif déterminant de cette décision.

Il est, d'autre part, des communes qui font courir aux Fonds de chômage, et avec eux aux caisses d'assurance agréées, un danger plus grave.

Une Centrale régionale signalait récemment qu'il lui était encore dû, à elle seule, par cinq Fonds, plus de cent cinquante mille francs de subsides, promis pour l'année 1921 et non encore versés. Un certain nombre de communes, en effet, se contentent de faire savoir au Fonds auquel elles sont affiliées, que celui-ci peut répartir pour leur compte entre les caisses de chômage un crédit de X francs, à distribuer en compléments d'indemnités au profit des chômeurs. Le Fonds opère cette répartition : les caisses informées de la situation empruntent l'argent nécessaire pour verser aux chômeurs l'indemnité majorée.

Mais, en attendant que la commune ait versé *effectivement* au Fonds les sommes qu'elle lui doit, c'est le Fonds lui-même, simple intermédiaire, qui est considéré par les caisses comme leur débiteur et l'arriéré augmente à tel point qu'une part importante de leur actif est représentée par des créances de l'espèce.

Ces opérations de crédit multipliées qui, par l'accord des intéressés, transforment les organes de l'assurance en banquiers des communes, échappent à l'action du Département ; elles n'en constituent pas moins un risque sérieux pour la solvabilité des caisses de chômage dont l'actif se trouve ainsi partiellement immobilisé.

Il conviendrait que les Fonds attirent sur ce point la très sérieuse attention des pouvoirs communaux dont ils sont les mandataires, de même qu'ils ne peuvent laisser ignorer aux caisses affiliées que les subventions leur réparties en pareil cas représentent de simples crédits, réalisables à une échéance incertaine.

*
v .

Outre la répartition des subsides communaux, les Fonds de chômage remplissent la mission d'organes du pouvoir central, préposés à la surveillance locale des sections et des caisses *autonomes* établies dans leur ressort.

Les relations qui s'établissent *directement* entre le Département et les Centrales, se nouent en ce qui concerne les sections de Centrales et les caisses autonomes, par l'intermédiaire du Fonds de chômage, compétent en premier ressort.

Il semblerait que quelques secrétaires de Fonds tendent à se considérer comme collaborateurs occasionnels des inspecteurs du service du chômage, lors des visites de ceux-ci dans le ressort, plutôt que comme des délégués permanents chargés personnellement des opérations de contrôle à effectuer sur place d'une manière assidue.

Il est indispensable et urgent que chacun se pénétre des responsabilités qui lui incombent en cas d'inobservation des règles prescrites en vue du fonctionnement normal de l'assurance. Pour prévenir tout abus, une comptabilité irréprochable n'est pas moins essentielle que la vérification régulière de la réalité et du caractère involontaire du chômage.

D'autre part, il arrive parfois que l'interprétation erronée des instructions induise à des exigences excessives, voire à des conflits. Il suffit de se reporter aux principes de l'organisation en vigueur pour en déduire sans peine la solution juste.

On sait, par exemple, qu'une Centrale possède des sections affiliées à un certain nombre de Fonds différents; si chacun des secrétaires de ceux-ci pouvait exiger la remise des registres de la Centrale, ces livres seraient exposés à des pérégrinations fréquentes, dont l'inconvénient saute aux yeux. En réalité, la comptabilité des Centrales est vérifiée au siège de celles-ci par les inspecteurs du Service du chômage. Les Fonds peuvent seulement réclamer la communication des livres des sections affiliées à leur organisme. — Lorsque des rapprochements sont jugés nécessaires avec la comptabilité de la Centrale, ils doivent se faire au local de celle-ci et seulement sur avis conforme de l'Inspection.

Il résulte également de ce qui a été dit plus haut au sujet des Centrales que leurs statuts ne doivent pas être soumis aux Fonds *pour approbation* — ce qui risquerait d'amener des décisions discordantes — mais seulement *pour notification*, afin que chaque Fonds soit à même de veiller à leur exacte application par les sections de son ressort.

Par contre, les statuts *spéciaux* des sections et ceux des caisses autonomes, doivent toujours être soumis à l'approbation de mon Département, avec l'avis, *favorable* ou *défavorable*, du Fonds de chômage.

Le Fonds tient, en effet, des pouvoirs communaux qui l'ont constitué, délégation de répartir leurs subsides entre les organes locaux de l'assurance-chômage. Mais son avis ne peut être émis qu'à *titre consultatif* en ce qui concerne l'admissibilité de ces organes aux subventions de l'Etat. Il ne peut donc refuser de transmettre au Département avec son avis motivé, les statuts des caisses, même de celles qu'il n'admet pas lui-même aux subsides communaux. Cette transmission doit avoir lieu *dans les trois mois*, qui suivent le dépôt des statuts au secrétariat du Fonds.

Les Fonds sont invités, d'autre part, à s'abstenir de proposer, pour les agréments de caisses ou de sections, force rétroactive à une date antérieure à l'introduction de la demande. Il y a lieu de garantir, en effet, l'observation des règles relatives à la durée du stage.

Les dispositions ci-dessus énoncées pour l'approbation des statuts des caisses

autonomes ou des sections *nouvelles*, sont naturellement applicables aussi aux *modifications éventuelles de statuts* des caisses ou sections déjà agréées, ainsi qu'aux cas de fusions.

*
*
*

Mais où se rencontre la plus grosse difficulté de concilier, à la fois, les prérogatives communales, les droits du pouvoir central et la vitalité des caisses qui cherchent à s'adapter à des situations de fait très variables, c'est quand il s'agit de déterminer de façon à prévenir tout conflit d'attributions la compétence *territoriale* des Fonds de chômage.

Du point de vue *communal*, un Fonds ne peut étendre son activité qu'aux assurés domiciliés dans une commune qui lui est affiliée. Les subsides communaux sont, en effet, réservés aux *chômeurs habitant leur territoire*.

Mais les subventions *gouvernementales* — sur cotisations — profitent aux *assurés*, même s'ils habitent *une commune qui n'est affiliée à aucun Fonds*.

Enfin, les allocations du Fonds National de Crise ne sont pas subordonnées à la condition que la commune de *domicile* du *chômeur* participe à un Fonds de chômage, mais seulement qu'elle s'engage à participer à concurrence de 10 p. c. dans l'indemnité versée par le Fonds de Crise.

Viennent encore compliquer la situation les pratiques suivies par les caisses de chômage, dont les membres ne sont pas toujours inscrits dans une organisation *établie dans le ressort du Fonds*.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que le *siège* d'une caisse ou section est un élément sans grande importance au point de vue de la compétence du Fonds. — On ne peut exiger des caisses qu'elles créent des sections distinctes pour les membres qu'elles peuvent recruter sur le territoire de chaque Fonds. Mais comme chaque assuré doit être inscrit à *un* Fonds par le groupement auquel il appartient, la difficulté se résout assez facilement par le fait qu'un groupement peut obtenir son affiliation à plusieurs Fonds, du chef des membres habitant le ressort de chacun d'eux. La comptabilité du groupement lui-même est contrôlée par *le* Fonds, dans le ressort duquel il a son *siège*. La seule condition qu'il y ait donc lieu d'imposer pour l'affiliation, c'est qu'une caisse autonome ou section n'établisse pas son *siège* sur le territoire d'une commune qui ne serait elle-même affiliée à *aucun* Fonds.

Quant à l'assuré qui personnellement habite une telle commune, il sait qu'il ne bénéficiera pas des mêmes avantages que les membres inscrits au même Fonds que lui, mais domiciliés dans une commune chargeant ce Fonds de répartir entre leurs habitants chômeurs des indemnités particulières. Mais, comme membre de sa caisse, il sera néanmoins inscrit à un Fonds — *le plus proche* — auquel celle-ci est affiliée.

Il faudrait admettre aussi, logiquement, qu'une caisse ou section ne peut pas être agréée par un Fonds, dans le ressort duquel aucun de ses membres ne serait domicilié. Si cependant la caisse avait son *siège* dans le ressort de ce Fonds là ? Le cas paraît à la première vue invraisemblable, car on se demande pourquoi une caisse irait s'établir loin de ses membres. L'hypothèse n'est cependant pas inadmissible, à raison d'une pratique assez fréquemment observée et suivant laquelle les membres sont groupés, non pas d'après le lieu de leur résidence, mais d'après celui de leur travail. Il pourrait donc arriver qu'un établissement industriel,

situé sur une commune affiliée au Fonds A..., recrutât son personnel sur le territoire de Fonds voisins : B, C, D,... et que la caisse elle-même eût son siège près de l'établissement, c'est-à-dire dans le ressort du Fonds A..., *au lieu du travail*.

Toutes ces complications ne manquent pas de donner lieu à des difficultés pratiques, embarrassantes souvent pour ceux qui ont à coopérer au fonctionnement de l'assurance. Comme il a été dit plus haut, le Département s'efforce de régler ces cas de manière à assurer l'ordre indispensable, tout en respectant le plus possible les vœux des intéressés et en créant le minimum de gêne à leur organisation spontanée.

Il recherche cependant la simplification du système et accueillera avec faveur toutes les suggestions qu'on voudra lui adresser à ce sujet.

* *

Il est à considérer, à propos de cet arrêté, que l'assurance-chômage fonctionne encore actuellement sous le régime de l'assurance libre, subsidiée par l'État qui encourage ainsi la prévoyance individuelle des intéressés ; mais celle-ci n'a pas résolu le problème de la réassurance, solidarisant les diverses industries pour le cas où une d'elles traverse des circonstances exceptionnellement difficiles. Cette charge de la réassurance est donc supportée encore exclusivement par l'État, et c'est le Fonds National de Crise qui lui sert d'organe. Il est à prévoir que la matière sera réglée de façon moins simpliste quand l'assurance-chômage aura reçu un statut légal.

C'est surtout par voie de mesures administratives de détail que se poursuit l'action régulatrice du Département en vue du perfectionnement de la gestion, de la technique et du contrôle de l'assurance-chômage. Le développement des organes locaux avait été tellement rapide, au cours de la crise, qu'il ne pouvait guère ne pas se ressentir de la hâte que l'on avait dû mettre à faire face à des nécessités urgentes. Il s'agit maintenant de soumettre à une revision attentive et minutieuse les multiples rouages d'une organisation complexe, besogne ardue et délicate à la vérité, rendue plus délicate encore par l'indépendance relative des divers organes qui sont appelés à y collaborer : caisses de chômage, administrées, suivant une grande diversité de régimes, par des syndicats professionnels ; fonds de chômage, gérés par des délégués des communes associées, mais exerçant dans leurs ressorts respectifs, une mission de contrôle et de surveillance qu'ils tiennent de l'État et au bon accomplissement de laquelle celui-ci est tenu de veiller scrupuleusement ; bourses officielles du travail, administrées par des commissions paritaires de surveillance et collaborant au contrôle des chômeurs, qui tous doivent y être inscrits et répondre à l'offre de travail qu'ils en reçoivent éventuellement, dans des conditions correspondant à leurs capacités. Des observations indispensables sont faites aux intéressés par le Département, dont les inspecteurs étudient sur place, dans tout le pays, d'un bout de la semaine à l'autre, chaque détail d'organisation, redressant l'inexpérience d'administrateurs parfois incomplètement préparés à la tâche qui leur incombe. De cette expérience de chaque jour se dégagent des enseignements précieux qui permettront de mettre au point avec le minimum d'aléa le régime prochain d'assurance généralisée.

La circulaire ministérielle du 20 janvier 1923 aux Fonds de Chômage et aux Caisses centrales de chômage traduit clairement l'esprit dans lequel cette œuvre est poursuivie, en même temps qu'elle relève, sans faire preuve d'un optimisme de commande, les défauts constatés dans l'application.

Parmi les défauts d'application signalés par la Circulaire, une mérite de retenir plus particulièrement l'attention : elle concerne l'insuffisance du concours apporté à la stricte observation des règlements par certains Fonds de chômage.

Les Fonds de chômage sont une institution d'origine foncièrement belge (le premier fut créé à Gand) et ils avaient au début un caractère communal ou intercommunal. Ils ne servaient, en effet, à cette époque qu'à veiller à la répartition des subsides des pouvoirs communaux entre les caisses syndicales d'assurance contre le chômage.

* * *

Depuis l'armistice et particulièrement depuis la crise, les choses ont singulièrement changé de face. Le Gouvernement a poussé de toutes ses forces à la constitution de Fonds intercommunaux dans toutes les régions quelque peu industrielles du pays, faisant de cette création la condition de l'octroi de subsides aux caisses de chômage, puisque le Fonds est l'organe local de contrôle des caisses. La plupart des communes visées ont répondu à cet appel, mais bon nombre d'entre elles se contentent, après avoir constitué un Comité, de composition d'ailleurs très variable, de subvenir à la moitié des frais d'administration du dit Fonds, l'autre moitié incombant à l'État. Et alors qu'arrive-t-il ? Ces comités locaux ne surveillent plus l'emploi des deniers mis à leur disposition par les communes qui les ont délégués à cet office, mais à peu près *exclusivement* l'emploi des deniers distribués dans leur ressort *par l'État* : 50 p. c. des cotisations perçues par les caisses d'assurance-chômage ; 90 p. c. des allocations distribuées par le Fonds National de Crise, 10 p. c. seulement de ces dernières étant mises à charge de la commune de domicile du chômeur. Il en résulte que, faiblement intéressés au bon emploi de ces subsides gouvernementaux, certains comités intercommunaux n'apportent pas à l'exercice de leur mission toute la diligence souhaitable. C'est ce qui justifie les plaintes et les griefs articulés par le Ministre dans sa circulaire précitée.

Après s'être réunies, au début de la crise, dans des groupements improvisés au hasard des circonstances, des communes se sont trouvées peu satisfaites de leurs co-associées et ont saisi la première occasion pour sortir du Fonds, sans se soucier des difficultés qu'elles créaient par là à l'État, au Fonds National de Crise et aux caisses de chômage elles-mêmes. Le principe de l'autonomie communale leur laisse d'ailleurs libre carrière à cet égard. C'est encore une des difficultés auxquelles donne lieu le régime actuel et il n'y pourra être porté remède de manière vraiment efficace que par la loi attendue sur l'assurance-chômage.

PLACEMENT

Activité des Bourses officielles du Travail pendant l'année 1922.

Mois	Demandes	Offres	Placements
Janvier	18,183	9,277	6,562
Février	15,843	9,056	6,309
Mars	17,619	12,429	8,016
Avril	17,095	12,266	8,354
Mai	20,459	14,301	9,100
Juin	16,341	11,843	7,277
Juillet	14,831	10,404	6,518
Août	14,173	11,082	7,186
Septembre	14,016	11,779	7,700
Octobre	15,336	11,399	7,842
Novembre	13,745	11,266	7,448
Décembre	14,646	11,773	7,759
	192,287	136,875	89,771

NOTE. — Pour les trois premiers trimestres de 1922 (les résultats ne sont pas acquis encore pour l'année entière) le coût moyen par placement était, pour l'ensemble des Bourses officielles de fr. 8.40. Mais ce chiffre n'est obtenu qu'en comprenant dans le coût du placement *toutes* les dépenses des bourses.

Une statistique complète des opérations effectuées par les Bourses *Libres* agréées n'a pu être dressée jusqu'ici. Le Département s'emploie à combler cette lacune avec le concours de la Fédération Nationale libre des Bourses du Travail et de son secrétaire M. Van Avermaet.

Une statistique récente publiée par cette fédération pour le premier semestre de 1922 donne pour douze établissements : 7,571 demandes d'emploi, 6,091 offres d'emploi, 2,892 placements.

Une bonne organisation du placement, fournissant, aux travailleurs inoccupés l'occasion de remployer leur capacité de production avec le maximum de célérité possible, constitue en période normale un des meilleurs moyens de lutte contre le chômage involontaire. C'est là un principe qui n'est plus contesté aujourd'hui et c'est celui qui inspire les efforts du Département pour faire pénétrer dans les mœurs, tant parmi les employeurs que parmi les salariés, le recours aux offices de placement gratuit dans tous les cas d'offre ou de demande d'emploi. L'indemnité allouée au chômeur par un organe d'assurance répond à une nécessité primordiale, car, en attendant de pouvoir recommencer à travailler, il faut bien vivre et faire vivre sa famille. Mais, au point de vue social, on a fait œuvre bien plus utile en fournissant sans délai au chômeur un emploi approprié à ses capacités, qu'en lui permettant d'attendre qu'un hasard heureux lui fasse, après force démarches vaines, rencontrer tardivement une nouvelle occasion de travail.

De plus, pour le bon fonctionnement même de l'assurance-chômage, dont l'utilité n'est plus guère mise en question, un système de placement outillé pour mettre rapidement en rapport les offres d'emploi et les demandes qui leur correspondent, constitue un des moyens de contrôle les plus efficaces pour permettre d'apprécier le caractère involontaire du chômage, et par conséquent de prévenir l'abus, l'exploitation de l'assurance.

Si évidentes que soient ces vérités, l'expérience oblige à constater que l'indifférence de nombreux intéressés est souvent encore le principal obstacle au développement des services que les institutions de placement gratuit pourraient rendre à toutes les classes de la population. Une active propagande aidant, un progrès considérable a certes été réalisé dans cette voie en ces dernières années. Ce n'en est pas moins un unanime regret, chez tous ceux qui s'intéressent à l'œuvre des bourses du travail, que l'apathie opposée à leurs efforts par un certain nombre d'employeurs. Le fait mérite d'être signalé, au moment où fréquemment on articule contre le Fonds National de Crise le reproche de soutenir des travailleurs dont le chômage ne serait pas toujours involontaire. Or, c'est une obligation complètement réalisée aujourd'hui que tout chômeur bénéficiaire des allocations du Fonds soit inscrit à une Bourse du Travail. Les critiques auraient donc beau jeu à rendre impossible l'exploitation qu'ils dénoncent, en s'efforçant de faire affluer dans les Bourses les offres d'emploi prétendument dédaignées par des « chômeurs professionnels ». Mais, par un rapprochement qui ne manque pas de piquant, c'est dans leurs rangs précisément qu'on rencontre le plus d'attachement aux anciennes méthodes d'embauchage, lesquelles rendent particulièrement malaisé le contrôle du chômage par le placement.

Cette observation s'est vérifiée récemment encore, en décembre dernier, à l'occasion de l'intéressante réforme réalisée par la Bourse du Travail d'Anvers en ce qui concerne les travailleurs du port. Dans bon nombre de professions de l'espèce, l'ouvrier n'a pas de patron fixe : il est engagé pour un temps très court et pour une besogne déterminée; normalement, la main-d'œuvre disponible excède l'offre de travail en sorte que le caractère involontaire du chômage est particulièrement difficile à vérifier, d'autant plus que les lieux d'embauchage traditionnels — au coin d'une rue, à tel endroit déterminé des quais — sont disséminés sur une immense étendue et que telle spécialité de main-d'œuvre ne trouve pas d'emploi en un lieu, alors qu'on la cherche inutilement en un autre. Pour mettre un terme à une situation aussi préjudiciable aux donneurs qu'aux preneurs de travail, la Bourse installa un service de placement spécial au port même, dans un local où s'effectuait en même temps le contrôle des chômeurs. Aucun de ceux-ci n'était admis désormais à faire constater son chômage, aussi longtemps qu'une offre d'emploi de la part d'un employeur restait ouverte. L'expérience donna le succès espéré et des mesures sont prises dès à présent, par le Département de concert avec l'Administration Communale d'Anvers pour édifier les locaux nécessaires à la généralisation du système et à la suppression de l'ancienne et lamentable méthode des lieux d'embauchage en plein air. Cependant, cette fois encore, le réel progrès ainsi réalisé dans l'organisation du marché du travail s'est heurté à une réelle inertie de la part de certains

employeurs ou de leurs agents, dérangés dans leurs habitudes invétérées et rebelles à toute innovation, quelque profitable qu'elle apparût au point de vue général.

Une autre mesure importante dans le sens de l'organisation du marché du travail est actuellement en préparation au Département. Nous voulons parler de la participation de la main-d'œuvre étrangère à nos entreprises industrielles, agricoles et commerciales. C'est un fait incontesté que, de même que notre agriculture nationale, certains de nos industries, les charbonnages, par exemple, ne parviennent pas à trouver dans le pays tous les ouvriers qui leur sont nécessaires. Dès l'année dernière, des essais ont été faits en vue de recruter à l'étranger les éléments capables de combler le déficit constaté. L'expérience n'a pas tardé toutefois à montrer que la question présentait plus d'un côté délicat et qu'en dehors des immigrants souhaités, il s'en infiltre aussi dans le pays une quantité non négligeable d'autres, moins désirables. Pour la première fois, est donc apparue la nécessité pour le Gouvernement d'avoir une politique de l'immigration, sous peine de voir des organismes étrangers importants, poursuivre systématiquement sur notre territoire, en faveur de leurs nationaux, des buts très différents de ceux qui guident nos propres employeurs à la recherche de main-d'œuvre étrangère. L'étude des moyens à mettre en œuvre se poursuit de concert entre les divers Départements ministériels intéressés; une part importante de leur réalisation reviendra naturellement au Ministère de l'Industrie et du Travail.

On souhaiterait de voir une entente analogue s'effectuer de même entre ce Département et celui des C. P. T. T. M. à l'effet d'instituer enfin en Belgique un régime qui fonctionne depuis si longtemps dans de nombreux pays étrangers à la satisfaction générale. Il s'agit de la franchise postale à accorder aux bourses du travail officielles et agréées par l'État, de manière à rendre possibles entre elles et les intéressés des communications que les tarifs actuels interdisent virtuellement. Du moment que l'on considère, avec justice, le placement gratuit comme un service public, on conçoit difficilement que des précédents surannés continuent à constituer un obstacle insurmontable à une mesure aussi nécessaire.

BOURSES LIBRES DU TRAVAIL.

L'État a continué à encourager les Bourses Libres paritaires dans la mesure où elles collaborent à l'œuvre du placement gratuit.

Quinze établissements agréés par le Département de l'Industrie et du Travail ont obtenu, pour leur activité en 1921, des subsides s'élevant au total de fr. 48,412.50.

A partir de 1922, le tarif des subventions accordées par le Département aux Bourses Libres du Travail a été relevé dans une mesure importante : de fr. 2.50 par placement contrôlé, il a été porté à fr. 7.50 pour les Bourses de première catégorie et à 5 francs pour les Bourses de la seconde.

Sont considérées comme institutions de première catégorie, celles qui consacrent au placement un local spécialement aménagé, extérieurement désigné à l'attention du public par un écriteau bien visible, desservi aussi par un personnel spécial.

L'INSPECTION DU TRAVAIL.

L'Inspection du travail en Belgique comprend sept districts, notamment ceux du Brabant, d'Anvers, de la Flandre Occidentale, de la Flandre Orientale, du Hainaut, de Namur et de Liège. L'inspection des mines est régie par un statut spécial, comme d'ailleurs toute la législation des mines : réglementation du travail, mineurs, pensions, etc.

Le service de l'Inspection du travail comporte des inspecteurs techniques (des ingénieurs), des contrôleurs (ce sont les délégués auprès de l'Inspection du travail de jadis) et des inspecteurs de l'hygiène (des médecins).

Pour toute la Belgique il n'y a que six inspecteurs de l'hygiène qui font du service actif, ce qui est bien trop peu.

Les inspecteurs techniques sont au nombre de 25. Il existe un même nombre de contrôleurs, dont 4 pour le Brabant, 3 pour Anvers, 5 pour la Flandre Orientale, 3 pour la Flandre Occidentale, 4 pour le Hainaut, 1 pour le district de Namur et 5 pour celui de Liège. En plus il y a sept contrôleurs féminins.

Le mot lui-même indique la fonction des inspecteurs d'hygiène, qui consiste essentiellement à s'assurer de l'observance des prescriptions de l'hygiène dans les ateliers.

L'organisation technique ainsi que les mesures de sécurité sont de la compétence des inspecteurs techniques. « La police des industries classées » constitue leur principale fonction. Cette disposition fut maintenue dans la loi du 29 janvier 1863. Chaque installation qui utilisera des machines, de la force motrice, d'où il peut résulter un danger ou des incommodités pour les bâtiments environnants et leurs habitants, doit faire l'objet d'une sérieuse enquête sur laquelle l'inspecteur fera rapport. Ceci ne concerne pas seulement les installations nouvelles, mais aussi celles qui font exécuter des travaux de changement, installent de nouvelles machines ou déplacent les existantes, etc. Ce travail qui est de toute importance demande beaucoup de temps. Ainsi pour l'année 1922 on a dû procéder, rien qu'en West-Flandre, à 234 enquêtes qui ont donné lieu à autant de rapports.

La tâche secondaire des inspecteurs techniques consiste à faire observer les lois existantes ; ils sont assistés par les contrôleurs.

Un contrôleur par province est désigné pour dresser la liste des prix des aliments de première nécessité en vue de la fixation de l'index-number. Ce travail absorbe la moitié de leur temps. Au lieu d'augmenter le nombre des contrôleurs, notamment afin de faire respecter l'application de la loi des huit heures, leur nombre, au contraire, a été diminué.

Je désire présenter ensuite quelques considérations concernant l'inspection de la sécurité et de l'hygiène dans les ateliers. Cette inspection est réglée par l'Arrêté royal du 30 mars 1905 en exécution de la loi du 2 juillet 1899. On n'a pas mis moins de six ans à rédiger cet arrêté royal que depuis lors ne fut jamais soumis à révision.

Cet Arrêté royal est un tissu de dispositions restrictives. Ainsi, il est vrai

qu'il stipule, par exemple, que chaque ouvrier disposera d'un cube d'espace de 10 mètres cubes; que les locaux auront une hauteur de 2^m.50 au moins; que les dispositifs doivent permettre le renouvellement d'air à raison de 30 mètres cubes au moins par heure et par travailleur; que les locaux doivent être convenablement éclairés; que des mesures soient prises contre le surchauffage de l'atmosphère; que les cabinets et urinoirs doivent être convenablement entretenus, et que le nombre des cabinets d'aisance sera de un au moins par 25 personnes. Seulement presque chaque disposition est suivie de ce correctif: dans la mesure du possible, si les circonstances le permettent, etc.

Ces restrictions rendent la constatation des contraventions à la loi très difficile.

La loi néerlandaise sur la sécurité du 20 septembre 1895, (Veiligheidswet), revue et complétée le 21 octobre 1916 est à ce point vue bien plus efficace. Et l'inspection du travail elle-même y est également plus sérieuse qu'en Belgique.

Les industries insalubres, au nombre de 62, font l'objet d'une réglementation spéciale et très sévère. Cette loi sur la sécurité (Veiligheidswet) ne compte pas moins de 272 articles.

Ce serait avec plaisir que nous épinglerions quelques dispositions qui montreraient le côté sérieux et scientifique de ces prescriptions; mais cela nous mènerait trop loin.

Toujours est-il, qu'à notre avis, les inspecteurs du Travail sont autrement bien armés en Hollande que chez nous, et que la sécurité et l'hygiène des ouvriers y sont protégées d'une façon beaucoup plus efficace.

Pour en convaincre mes honorables collègues, je voudrais les convier à consulter le *Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden* (Moniteur Hollandais) et notamment le n° 504 qui contient « het Besluit van den 2ⁿ Juli 1915 houdende de bekendmaking van den tekst der Veiligheidswet » ainsi que le n° 418 contenant « het Besluit van den 2ⁿ Augustus 1916, tot intrekking van het Koninklijk besluit van 27 Juni 1913, (*Staatsblad*, n° 317) gewijzigd bij Koninklijk besluit van 20 April 1914 (*Staatsblad*, n° 185) en tot vaststelling van een algemeenen maatregel van bestuur, als bedoeld bij de artikelen 6 en 7 der Veiligheidswet ».

Comme conclusion nous exprimons le vœu que la législation belge puisse bientôt être portée au même niveau.

Les Inspecteurs du travail.

Dans le rapport de la Section Centrale de l'an dernier, nous avons signalé que les traitements actuels des inspecteurs du travail ne sont pas en rapport ni avec le savoir et l'intégrité professionnels qu'on exige d'eux ni avec l'importance sociale des fonctions qu'ils remplissent. Nous ajoutons que nous ne formulons pas cette année-là de proposition formelle au sujet de l'augmentation, si justifiée cependant, de leur traitement et nous faisons prévoir combien le recrutement de ces fonctionnaires deviendrait difficile à l'avenir.

Au cours de l'exercice écoulé, l'Inspection a perdu plusieurs de ses meilleurs éléments qui ont accepté des situations plus rémunératrices dans l'industrie privée.

Il est urgent de mettre les traitements des inspecteurs du travail sur le même pied que ceux des ingénieurs des mines qui font le même service, mais dans un domaine beaucoup moins étendu.

Loin de nous la pensée de critiquer le chiffre des traitements accordés aux ingénieurs des mines, de même qu'aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux ingénieurs des chemins de fer. Mais est-il souverainement injuste que les inspecteurs du travail qui doivent joindre à leurs connaissances techniques des qualités personnelles de tact et d'entregent et qui depuis plus d'un quart de siècle répondent, dans l'application des lois sociales, à tout ce que les législateurs attendaient d'eux, ne soient pas traités comme les fonctionnaires des administrations précitées alors qu'ils sont tous porteurs, comme ces derniers d'un diplôme d'ingénieur délivré par une Université belge et ayant nécessité de 4 à 5 années d'études.

Aussi la Commission a-t-elle exprimé le vif désir de voir déposer par M. le Ministre un amendement de crédit à son budget pour lui permettre de réaliser le vœu exprimé ci-dessus, c'est-à-dire la mise sur le même pied des inspecteurs du travail et des ingénieurs des mines.

L'intervention des inspecteurs du travail soit comme conciliateurs dans les conflits du travail, soit comme arbitres est sollicitée de plus en plus et nous tenons à rendre un particulier hommage à ces fonctionnaires qui se consacrent sans restrictions ni peines au maintien de la paix sociale.

Il ne faut, pas, d'autre part, que l'on oublie les services signalés, rendus à l'inspection du travail par les contrôleurs du travail. Leur mission est souvent très difficile, très absorbante et toujours très délicate.

Leurs traitements, aussi bien que ceux des inspecteurs, ne sont plus en rapport avec le coût de la vie.

En effet, les contrôleurs de 3^e classe ont un traitement variant entre 6,200 francs et 7,000 francs. Les contrôleurs de 2^e classe, entre 7,500 et 9,500 francs. Les contrôleurs de 1^{re} classe, entre 10,000 et 11,500 francs. Ne pourrait-on rien faire pour ces modestes fonctionnaires?

Les Commissions paritaires du travail.

Origine. — Les difficultés industrielles qui surgirent après la guerre mirent en opposition les deux grands facteurs économiques : le capital et le travail.

En vue d'éviter ou d'aplanir les conflits collectifs, le Gouvernement envisagea la constitution de commissions où seraient représentés, par groupe d'industries, tous les intérêts en cause.

Afin de donner à ces organismes une autorité plus grande, ils furent institués par arrêtés royaux ou ministériels et placés sous la présidence d'un délégué du Gouvernement.

But. — Les questions les plus urgentes à débattre étaient celles visant les

salaires et l'organisation du travail. En effet, les perturbations profondes apportées par la guerre avaient amené un surenchérissement considérable du coût de la vie et la situation matérielle de la plupart de nos usines était peu brillante par suite des dévastations commises par l'envahisseur.

C'est le but qui fut tout d'abord assigné aux Commissions paritaires qui, cependant, furent par la suite consultées sur les dérogations à accorder au régime imposé par la loi du 14 juin 1921 concernant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures.

Institution. — En règle générale, l'institution des Commissions paritaires dépend de l'initiative des parties intéressées. C'est à la demande de l'un ou l'autre organisme, soit patronal, soit ouvrier, que l'Administration intervient. Elle recherche, dans la mesure des moyens dont elle dispose, quels sont les associations ou syndicats groupant les patrons et les ouvriers d'une même industrie en vue de recueillir leur assentiment. Celui-ci obtenu et après contrôle du nombre des affiliés des divers syndicats, il est procédé à une répartition proportionnelle des mandats de manière à tenir compte à la fois des intérêts des diverses régions du pays et de la valeur numérique de chaque groupement.

Les Commissions paritaires sont nationales ou régionales suivant que les industries représentées sont réparties dans tout le pays ou groupées dans une région déterminée.

Composition. — Le nombre de sièges à attribuer à chaque organisme étant fixé, il est fait appel aux candidats qui sont choisis par le Ministre sur une liste double fournie par chaque groupement devant être représenté au sein de la Commission paritaire.

Tout membre effectif est doublé d'un suppléant.

L'arrêté de constitution nomme également le délégué du Gouvernement chargé, avec voix délibérative, de présider la Commission et le secrétaire. Il détermine aussi les attributions du nouvel organisme.

Séances. — A part la séance d'installation, les réunions sont généralement fixées d'accord avec les délégations ouvrières et patronales et lorsqu'un point important doit être soumis aux délibérations.

Les séances continuent jusqu'à épuisement de l'ordre du jour.

Commissions existantes. — Les Commissions paritaires fonctionnant actuellement dépendent de l'Administration des mines ou de l'Inspection du travail (1^{re} section).

Elles se répartissent comme suit :

Année 1922

Parmi les nombreux conflits du travail qui ont été signalés à la première section de l'Inspection du travail, au cours de cette année, cent et trois ont donné lieu à une intervention directe des agents de l'Inspection.

Ces conflits se classent en trente-quatre conflits latents et soixante-huit grèves et un lock-out.

Dans trente-neuf cas, il n'y a pas eu de solution ou bien celle-ci n'a modifié en rien les dispositions prises ou proposées par les patrons ou encore ne nous est pas connue.

Quarante-quatre conflits furent résolus par la conciliation des parties. Vingt autres furent arbitrés. Huit de ces arbitrages furent favorables aux ouvriers, trois consacrèrent la thèse patronale, neuf d'entre eux rendirent une sentence mitigée.

*Liste des Commissions paritaires officiellement instituées
par Arrêtés ministériels.*

Désignation.	Date de l'arrêté.	Nombre de délégués patrons.	Nombre de délégués ouvriers.	Nombre de séances
Comité National de la construc- tion-mécanique	25 juin 1919	9	9	49
Comité régional de la gobeletterie.	1 ^{er} septembre 1919	3	3	11
Comité régional textile des deux Flandres (4 sections)	15 octobre 1919	18	18	108
Comité National pour le travail au port d'Anvers	12 novembre 1919	8	8	89
Comité National pour les services du gaz et de l'électricité :	29 novembre 1919			
a) gaz		7	7	11
b) électricité		7	7	16
Comité National de la glacerie . .	30 janvier 1920	3	3	20
Comité National du bois et de l'ameublement	7 février 1920	8	8	20
Comité National du bâtiment (grosse construction)	7 février 1920	6	6	26
Comité National de l'industrie des transports :	10 mars 1920			
a) vicinaux		5	5	15
b) tramways		5	5	14
c) automobiles	13 décembre 1921			
services publics		5	5	5
services privés		4	4	
Comité régional de la brosserie (Flandre Occidentale)	3 décembre 1920	4	4	5
Comité régional de la saboterie pour le pays de Waes	27 septembre 1921	5	5	15
Comité National pour l'industrie du pain :	8 février 1922			
première section		3	3	10
deuxième section		3	3	
Comité National de l'industrie des hôtels, restaurants et débits de boissons :	9 février 1922			
première section		4	4	6
deuxième section		4	4	
Comité National du teillage et du rouissage du lin dans le Cour- traisis.		4	4	13

ANNÉE 1922.

[N° 155.]

(36)

Classes.	Industries.	Conflits latents.	Grèves.	Lock out.	Intervention de l'Inspection du Travail.									
					Résultats			Arbitrage						
					Nuls ou inconnus.	Concil.	Arbitr.	Favorables aux		mitigés.	en degré d'appel.	favorables aux		mitigés.
								ouvriers.	patrons.			ouvriers.	patrons.	
III	des métaux	3	17	—	9	10	1	—	—	1	—	—	—	—
IV	céramiques	3	1	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
V	verrières	2	4	—	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—
VI	chimiques	6	6	—	3	4	5	3	—	2	—	—	—	—
VII	alimentaires	1	5	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
VIII	textiles	7	17	—	5	10	9	4	—	3	—	—	—	—
IX	vêtement	—	3	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—
X	de la construction	3	2	—	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—
XI	du bois	4	5	1	4	5	1	1	—	—	—	—	—	—
XII	du cuir	1	3	—	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—
XIII	du tabac	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XIV	du papier	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
XV	du livre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVI	d'art	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVII	des transports	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVIII	spéciales et diverses	3	2	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—
		34	68	1	39	44	20	8	3	9	—	—	—	—

Décisions. — Les commissions paritaires constituent, en réalité, des commissions d'études et des organismes de conciliation. Ce ne sont des conseils d'arbitrage. Toutefois, à diverses reprises, il a été fait appel à ces organismes pour désigner, dans leur sein, une délégation chargée de rendre une véritable science arbitrale dans certains conflits.

Les décisions sont prises à l'unanimité.

Jusqu'ici aucune sanction légale ne peut atteindre ceux qui n'observent pas ces décisions, mais les délégués au sein des commissions paritaires prennent en quelque sorte l'engagement d'honneur de déposer de tout leur pouvoir sur leurs mandants pour obtenir qu'ils se soumettent aux résolutions adoptées. A cette fin nous avons déposé sur le bureau de la Chambre, en date du 11 juillet 1922, notre proposition de loi sur les commissions professionnelles paritaires dont nous espérons au plutôt un vote favorable du Parlement.

Résultats. — Les résultats auxquels ont abouti les commissions paritaires sont de réelle importance.

En mettant en présence les deux grands facteurs de la production, elles ont permis de dissiper bien des préventions et des malentendus.

Elles ont prévenu ou aplani de nombreux conflits en établissant des conventions et des barèmes de salaires formant de véritables chartres du travail.

De plus, elles ont conclu des accords relatifs à la durée et aux conditions du travail, valables jusqu'au moment où les arrêtés prévus par la loi du 14 juin 1921 sur la journée de huit heures viendront régler définitivement la question des dérogations envisagées par cette loi.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

L'amélioration, la généralisation de l'enseignement industriel, professionnel et technique devient pour notre pays un problème d'une importance telle, qu'il ne faut jamais se lasser d'y attirer l'attention du législateur et de toute la nation.

Je ne saurais mieux le prouver que ne l'a fait M. Paul Pastur, député permanent du Hainaut, dans un remarquable article paru dans *Le Peuple* du 13 février 1925. Nous ne pouvons résister de mettre sous les yeux de nos honorables collègues les extraits suivants de cet article :

La question de l'enseignement technique est des plus importante : elle est de premier plan dans l'étude de notre restauration économique, elle est peut-être la première que les pouvoirs publics devraient envisager. La Belgique, en effet, jusqu'en ces dernières années, a toujours été considérée par les nations industrielles du monde entier comme le pays qui possédait les meilleurs ouvriers : c'était la vraie cause de sa prospérité industrielle.

Evidemment, les qualités fondamentales de notre main-d'œuvre n'ont pas diminué, mais il y a une crise que certains dénomment « crise d'apprentissage » bien à tort, du reste, car elle est tout simplement une crise de main-d'œuvre qualifiée.

Si nous ne parvenons plus à recruter les ouvriers spécialistes en nombre suffisant, c'est que notre pays n'a pas su faire à temps l'effort nécessaire pour la préparation de la main-d'œuvre qualifiée.

Après l'armistice, nous avons vu nos industriels se préoccuper d'installer de l'outillage plus

moderne, et de suite, les associations patronales et les syndicats ouvriers ont constaté dans des ordres du jour nombreux, la nécessité de la formation d'un matériel humain perfectionné. C'est celui-ci qui fait défaut et l'on ne saurait le créer de toutes pièces ; si bien que certaines industries hésitent à acheter de l'outillage ou des machines-outils ultra perfectionnées, donc à très grand rendement, mais de conduite très délicate, de peur de ne pas trouver dans leur main-d'œuvre les ouvriers capables, non pas pour les servir, mais de les conduire, de les dominer.

Voilà pourquoi nos prix de revient sont trop élevés sur le marché de l'exportation et qu'on ne dise pas que ces prix sont dus à l'élévation des salaires. Il faut y voir autre chose : l'ouvrier belge dans l'ensemble voit tomber sa valeur relativement à celle des ouvriers des pays étrangers.

Il y a là un danger très grave pour la Belgique, pays qui doit exporter sa fabrication s'il veut se nourrir et qui doit donc conserver jalousement sa main-d'œuvre en avant de celle des autres pays. Aujourd'hui, les méthodes, les procédés de fabrication et le matériel exigent de l'ouvrier des connaissances autres que celles qu'il pouvait acquérir empiriquement à l'atelier. La science de l'ouvrier doit s'étendre davantage et mieux se fixer. C'est encore son bras qui commandera l'outil, mais c'est surtout son cerveau qui travaillera et pour cela, il n'y a qu'une formation possible, celle par l'école technique.

Les exemples nous viennent de partout, c'est l'Allemagne qui depuis trente ans forme tous ses cadres industriels par l'école, c'est la Suisse dont certains cantons connaissent l'enseignement technique obligatoire, c'est l'Angleterre, c'est la France d'après-guerre qui reconnaissent l'importance pour elle d'avoir une main-d'œuvre de choix, consent des sacrifices énormes à l'organisation de nombreuses écoles professionnelles.

Chez nous, c'est le Hainaut auquel l'industrie belge s'adresse quand elle veut de bons ouvriers et qui est devenue ainsi la véritable pépinière de la main-d'œuvre d'élite.

Or, on semble se retrancher aujourd'hui, derrière ce fameux principe de la *compression des dépenses*, que l'on ferait mieux de transformer en principe de *sélection des dépenses*.

L'établissement d'un enseignement technique généralisé et obligatoire est devenu une question de vie ou de mort pour la Belgique industrielle ; c'est là que la crise actuelle peut trouver le remède, le plus efficace. Evidemment cet enseignement coûtera très cher. Nos dirigeants doivent-ils reculer ? Nous ne le pensons pas.

Dans un récent discours, j'ai entendu comparer leur attitude à celle qu'aurait le conseil d'administration d'une société anonyme qui hésiterait à moderniser son outillage parce qu'il ne fait pas de bénéfices, alors qu'il ne fait pas de bénéfices, parce qu'il ne renouvelle pas son outillage.

De nombreux exemples sont là pour nous montrer que les usines gérées ainsi se sont ruinées. Nos dirigeants vont-ils laisser ruiner la société anonyme belge, alors que dans l'état actuel de l'industrie et de la main-d'œuvre, l'argent consacré à l'enseignement technique ne serait pas une dépense, mais bien un placement à un intérêt incommensurable.

L'expérience nous montre le danger qu'il peut y avoir à détourner occasionnellement des ouvriers qualifiés des industries primaires. Celles-ci seules peuvent donner au pays des matières premières et du combustible à bon marché permettant d'usiner à bon marché, et même de réduire le coût de la vie. Nous n'allons pas, n'est-ce pas, importer de la fonte ou de l'acier pour en faire de la petite mécanique ; nous devons conserver en Belgique de bons mineurs, de bons verriers, de bons ouvriers de la sidérurgie, de bons ouvriers des textiles, c'est-à-dire des ouvriers qualifiés pour nos industries de base.

Nous devons donc travailler non pas à transformer nos industries existantes, mais bien à les outiller en main-d'œuvre réellement qualifiée. Nous devons aussi travailler à créer rapidement (cela peut se faire en moins de dix ans) un cadre intermédiaire de valeur qui, jusqu'à présent, n'a reçu qu'une formation empirique, dont la culture est vraiment trop limitée, et qui doit être familiarisé avec les grands principes d'organisation, qui doit posséder une technique suffisante pour lui permettrait de conduire rationnellement et non pas par habitude, les fabrications les plus compliquées, et qui surtout viendra alléger le travail de l'ingénieur dans la conduite des

entreprises. L'ingénieur belge trouvera alors le temps de se perfectionner dans sa science, d'étudier, comme le font ses collègues des pays étrangers ; des nouvelles méthodes belges, des procédés belges, des outillages perfectionnés belges lorsque nous devons les acheter aujourd'hui à l'étranger. La science des ingénieurs belges vaut au moins celle des ingénieurs des pays voisins, malheureusement nos industries les occupent souvent à des emplois pour lesquels cette science n'est pas nécessaire et elles les amènent fatalement à ne plus entretenir leur science vraie.

Créons des techniciens, de bons chefs d'atelier, de bons contremaîtres ; l'ingénieur belge travaillera, rendra à l'outillage, aux procédés belges la place qu'ils ont occupée autrefois.

C'est donc tout le cadre industriel depuis l'ouvrier jusqu'au chef d'atelier qui est à former et à former d'urgence si l'on veut sauver notre pays de la ruine vers laquelle il court.

Que le pays fasse les sacrifices nécessaires, que demain, une loi sur l'enseignement technique, qui est toute prête et qu'on attend qu'une chose, que le Ministre veuille bien en déposer le projet sur le bureau de la Chambre, mette à la disposition de l'artisanat, de l'agriculture, des industries, une main-d'œuvre et des cadres mieux formés qui seuls sont capables de nous relever.

Toute autre considération relative à la situation de notre industrie n'est que secondaire ou subjective.

Il est donc indispensable que le législateur s'occupe de ce grave problème. Déjà dans mon rapport précédent je signalais que deux choses s'imposent avant toutes autres : un statut légal pour les professeurs des écoles professionnelles ; des cours normales pour la formation des professeurs de l'enseignement professionnel et technique.

Le projet de loi déposé par notre honorable collègue M. Van Caeeneghem, mérite pour ces deux questions et pour bien d'autres, toute l'attention de la Chambre.

Circulaire à MM. les Gouverneurs de province.

Bruxelles, le 6 juillet 1928.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR.

La part d'intervention de l'État dans les dépenses annuelles des écoles industrielles, professionnelles, commerciales et ménagères correspond au tiers ou aux deux cinquièmes de ces dépenses, suivant que ces institutions ont uniquement des cours théoriques, ou qu'elles ont simultanément des cours théoriques et des cours pratiques. Le subsidé est calculé d'après les prévisions d'un budget arrêté par le Comité administratif et approuvé par les divers pouvoirs qui patronnent l'institution.

Lorsque les dépenses effectuées ont été inférieures aux prévisions budgétaires, l'État a accordé un subsidé trop élevé et il diminue celui d'un exercice postérieur d'une somme correspondant à cet excédent.

C'est pour permettre de calculer cette différence que mon Département exige actuellement que toutes les recettes prévues au budget soient portées au compte correspondant et qu'il inscrive d'office celles qui auraient été omises.

Il arrive souvent que ces recettes inscrites d'office ne sont pas effectuées en réalité et que la situation établie par les comptes est fictive.

Pour éviter ces irrégularités, tout en sauvegardant les intérêts du Trésor, j'ai décidé d'arrêter dorénavant les comptes dont il s'agit en laissant subsister les recettes réelles effectuées, et de diminuer le prochain subside de l'État de la somme dont il a été trop élevé pour l'exercice précédent (ou, suivant les cas, pour l'avant-dernier exercice).

Pour fixer les idées, supposons que le subside de l'État ait été calculé à raison des deux cinquièmes d'un total de dépenses de 1,000 francs; il serait donc de $1,000 \times \frac{2}{5} = 400$ francs. Si les dépenses réelles de cet exercice n'avaient atteint qu'un total de 800 francs le subside régulier de l'État n'aurait dû être que de $800 \times \frac{2}{5} = 320$ francs, soit 80 francs de moins que le subside liquidé.

Dès lors, cette somme de 80 francs sera considérée comme une avance faite pour un prochain exercice et sera déduite du subside alloué pour cet exercice.

Cette manière de procéder présentera l'avantage de ne rien modifier aux chiffres réels du compte et celui-ci reflètera exactement la situation financière de l'école.

Les déficits éventuels continueront, comme par le passé, à être à la charge exclusive de l'institution, sans que l'État ait à y intervenir, puisqu'il reste établi que les dépenses prévues et admises au budget ne peuvent pas être dépassées.

Je vous prie, Monsieur le Gouverneur, de vouloir bien faire insérer la présente circulaire au Mémorial administratif de votre province et de la porter directement à la connaissance des intéressés.

Vous trouverez, sous ce pli, une liste complète de toutes les institutions d'enseignement technique de votre province subsidiées sur les fonds de mon Département.

Le Ministre,

BARON SURMONT DE VOLSBERGHE.

Bruxelles, le 30 octobre 1906,

A M. le Gouverneur de la Province,

MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

Mon Département n'intervient pas actuellement dans les dépenses relatives à l'acquisition du mobilier scolaire (rideaux, stores, chaises, appareils d'éclairage et de chauffage, etc.), nécessaire aux écoles techniques.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai décidé d'accorder, à l'avenir, l'intervention de l'État dans ces dépenses au même titre que dans les frais d'outillage. Les subsides de mon Département seront fixés à la moitié des dépenses admises en suite de l'approbation préalable d'un devis détaillé, et ne seront mis en liquidation qu'après production des factures acquittées en double expédition.

J'aime à espérer que cette décision contribuera au développement de l'enseignement technique et stimulera tout le zèle de ceux qui consacrent leurs efforts à l'érection et à l'administration des écoles industrielles et professionnelles.

Veuillez, je vous prie, Monsieur le Gouverneur, porter cette mesure à la connaissance des organisateurs et des membres des Commissions administratives des écoles techniques de votre province.

Le Ministre,

FRANCOTTE.

Nouvelles institutions

ANNÉE SCOLAIRE 1918-1919.

Bruxelles, rue du Boulet, 20-22.	Institut technique du Travail (Institution libre).
Enghien.	Ecole industrielle libre (ne fonctionne plus)
Gand, rue de la Forge, 74.	Ecole industrielle libre d'électricité.
Gheel, Cameynestraat, 57.	Ecole industrielle et professionnelle libre.
Sleydinge.	Ecole de dessin professionnel.
Herve.	Ecole professionnelle de cordonnerie.
Bruxelles, rue Joseph Stevens, 20.	Ecole professionnelle de menuiserie.
Liège, rue Saint-Laurent, 51.	Ecole professionnelle de mécanique.
Courtrai, rue de la Vigne, 68.	Ecole professionnelle de métier St-Joseph.
Eecloo, Kaaistraat.	Ecole professionnelle de métier.
La Louvière, rue Charles Nicaise.	Ecole des Arts et Métiers.
Ixelles, place Fernand Cocq, 165.	Cours professionnels de coupe pour tailleurs.
Gand, rue aux Fleurs, 40.	Ecole professionnelle pour reliure.
Gand, place Saint-Michel, 7.	Cours de commerce et de langues.
Anderlecht, rue Emile Carpentier, 45.	Ecole professionnelle communale pour jeunes filles.
Bruxelles, petite rue du Longchamps, 7.	Ecole professionnelle pour lingères.
Gand, petite avenue de la Cour, 11.	Cours professionnels de dessin et technique de la dentelle.
Liège, rue Mont-Saint-Martin, 17.	Ecole professionnelle libre pour filles.
Hoboken, avenue Louise, 43.	Cours professionnels et atelier d'apprentissage libres pour tailleuses.
Etterbeek, rue Nothomb, 50a	Cours professionnels pour tailleuses et lingères.
Ixelles, chaussée de Boendael, 277.	Cours professionnels libres pour tailleuses et lingères.
Saint-Job, Uccle, chaussée de Waterloo, 1109.	Id.
Nivelles, place Saint-Paul, 3.	Atelier d'apprentissage libre pour ouvrières tailleuses et giletières.
Audegem.	Cours professionnels de coupe et de couture.
Gentbrugge, rue Van Houte, 52.	Ecole professionnelle dentellière et commerciale Sainte-Elisabeth.
Liège, rue de l'Université, 57.	Cours professionnels libres pour tailleuses et lingères.
Ixelles, chaussée de Vleurgat, 15.	Cours professionnels libres pour tailleuses et lingères annexés à l'école professionnelle libre pour jeunes filles.
Grammont, rue du Chat, 28.	Atelier d'apprentissage libre de la dentelle.
Zeel.	Id.
Saint-Denis Westrem.	Id.
Waereghem.	Classe ménagère libre pour ouvrières de fabriques.
Seraing, rue Grégoire Chapuis.	Ecole ménagère communale.

ANNÉE SCOLAIRE 1919-1920.

Monceau-sur-Sambre.	École industrielle communale.
Ostende.	Id.
Rocheft.	École industrielle libre.
Waeschoot.	Id.

Beerlaer, Dorp, 38.	École libre de dessin professionnel.
Brée.	Id.
Deurne lez-Anvers, rue Saint-Roch, 105.	Id.
Buggenhout.	Id.
Neerpelt.	Id.
Puers.	École libre de dessin professionnel Saint-Jean Berchmans.
Zwijndrecht.	École libre de dessin professionnel.
Antoing, rue du Bourg.	École industrielle avec section commerciale (communale).
Mechelen sur-Meuse.	École communale de dessin professionnel.
Theux.	Cours communal de dessin professionnel et de comptabilité.
Vielsalm.	Cours libre de dessin industriel.
Bois d'Haine.	Cours libre de commerce et de langues.
Namur, Place Lilon, 27.	Cours de commerce et de langues.
Tournai, rue du Curé du Château, 11.	Id.
Namur, rue Godefroid, 55.	École professionnelle de coiffure.
Heyst-sur-Mer.	École professionnelle communale de métiers.
Charleroi.	Université du Travail.
Zwijnaerde (Gand).	École professionnelle de métiers St-Joseph, Klein Gewat, 11.
Saint Josse-len-Noode, rue des Plantes, 94.	École nationale des chemins de fer.
Tournai, boulevard du Hainaut, 88.	Atelier de bonneterie du Tournaisis.
Namur.	École professionnelle de typographie.
Anvers, rue de l'Église, 167.	Atelier d'apprentissage libre pour lingères, tailleuses et modistes.
Boom, rue du Jardin Vert, 8.	Cours professionnels libres pour tailleuses.
Bruxelles, rue de la Caserne, 7.	Cours professionnels pour tailleuses.
Renaix.	Cours professionnels et atelier d'apprentissage pour tailleuses et lingères.
Gand, Petite avenue de la Cour.	Cours professionnel de dessin et technique de la dentelle.
Liège, rue Delfosse, 25.	Cours de dessin industriel annexé à l'école professionnelle pour filles.
Vielsalm, place du Marché, 51.	Cours professionnels pour tailleuses.
Namur, place Lilon, 27.	Cours professionnels et ateliers d'apprentissage pour tailleuses et lingères.
Anvers, rue Hoboken, 9.	Atelier d'apprentissage pour lingères et tailleuses.
Anvers, rue d'Egmont, 14.	Atelier d'apprentissage pour lingères, tailleuses et repasseuses.
Heyst-op-den-Berg.	Atelier d'apprentissage pour tailleuses lingères avec section ménagère.
Hérenthals, Boverij, 24.	Atelier d'apprentissage pour dentellières avec section ménagère.
Beerlaer.	Atelier d'apprentissage libre de la dentelle.
Genval.	Atelier d'apprentissage libre pour tailleuses, lingères et brodeuses.
Nivelles, rue Fr. Lebon, 24.	Atelier d'apprentissage pour tailleuses.
Furnes.	Atelier d'apprentissage pour la dentelle.
Roulers, « Onze Haard ».	Atelier d'apprentissage pour brodeuses, tailleuses et casquettières.

Syssele, rue du Cloître, 152.
 Poperinghe, Boesscheepstraat, 58.
 Ghistelle, Sint-Jansgasthuisstraat, 14.
 Zerkeghem, Dorp, 74.
 Gontrode.
 Hamme Sainte-Anne, rue du Village, 63.

Nederzwalm, Neerstraat, 81.
 Charleroi, rue Huart Chapelle, 25.
 Mons, rue Terre du Prince, 15.

Mons, rue des Arquebusiers, 5.
 Saint-Ghislain, rue d'Ach, 53.

Eysden.

Liège, rue de Vertbois, 27.
 Dinant, rue Saint-Michel.
 Ingelmunster.
 Saint-Nicolas-Waes.

Wetteren, rue du Sable.
 Le Roeulx.
 Morlanwelz.
 Huy.

Atelier d'apprentissage libre de la dentelle.
 Id.
 Id.
 Id.
 Id.
 Atelier d'apprentissage pour le tricotage à la machine.
 Atelier d'apprentissage libre de la dentelle.
 Atelier d'apprentissage pour tailleuses.
 Ateliers d'apprentissage pour tailleuses, lingères et brodeuses.
 Atelier d'apprentissage pour tailleuses.
 Atelier d'apprentissage pour lingères et tailleuses annexé à l'école professionnelle ménagère libre.
 Atelier d'apprentissage pour lingères et tailleuses.
 Atelier d'apprentissage pour lingères.
 Atelier d'apprentissage libre pour tailleuses.
 Classe ménagère libre.
 Classe ménagère libre des Sœurs de la Présentation.
 Classe ménagère Saint-Joseph.
 Classe ménagère libre.
 Ecole ménagère communale.
 Id.

ANNÉE SCOLAIRE 1920-1921.

Saint-Ghislain.
 Auvclais.
 Duffel.
 Haine-Saint-Pierre.

Lierre, rue de l'Eglise, 5.
 Moerbeke.
 Thy-le-Château.
 Trazegnies.
 Anseghem.
 Anvers, rue Ommeganck, 49.

Ertvelde.
 Hoogstraten.
 Knesselaere.
 Maesyeck.
 Oudenburg.
 Swevezele.
 Wilrijk.
 Mussion.
 Zeelhem.
 Bruxelles, rue du Bosquet, 53.
 Gand, rue Savaen.
 Enghien.
 Ciney, rue du Bobonnier, 10.

Ecole des arts et métiers (provinciale).
 Ecole industrielle communale.
 Ecole industrielle libre.
 Ecole spéciale pour employés des chemins de fer.
 Ecole industrielle libre.
 Ecole industrielle communale.
 Cours industriel libre du dimanche.
 Ecole industrielle libre.
 Ecole libre de dessin professionnel.
 Ecole de dessin professionnel pour le Travail du Bois.
 Ecole de dessin professionnel.
 Id.
 Id.
 Id.
 Id.
 Ecole communale de dessin professionnel.
 Ecole de dessin professionnel.
 Cours de dessin professionnel.
 Chambre syndicale des experts-comptables.
 Cours de commerce et de langues.
 Id.
 Id.

Deynze, rue du Quai Sœurs Maricoles.
 Ledeborg, Drieschstraat, 47.
 Ninove, Kasteelstraat.
 Lokeren, rue de la Caserne.
 Overpelt.
 Wavre.
 Anvers (gare centrale).

Bruxelles.
 Contich.
 Knocke.
 Deynze, Tolpoortstraat.
 Gand, rue aux Fleurs, 40.
 Ledeborg, rue Eggermont, 16.
 Thielt.
 Audenaerde, rue Haute, 8.
 Termonde, rue de l'Eglise, 67.
 Quatrecht.
 Blanmont.
 Forest

Genappe.

Gand, Poel, 3.

Zeie.
 Wanfercée-Baulet.

Couvin.
 Contich.

Desscel.
 Esschem.

Jodoigne.

Hal.
 Tubize, rue de Mons, 70 et 72.

Hamont.

Overpelt.
 Marche-les-Dames.

Thy-le-Château.
 Gembloux.
 Berlaer, Pastorijstraat.
 Ypres.
 Ypres.
 Alost, rue Léopold, 39.
 Basel.
 Destingue.
 Tamise.
 Waerschoot.

Cours de commerce et de langues.
 Cours de commerce et de langues.
 Id.
 Ecole professionnelle du fer et du bois.
 Id.
 Ecole professionnelle de mécanique.
 Ecole nationale des employés du chemin de fer.
 Ecole professionnelle.
 Ecole professionnelle intercommunale.
 Ecole professionnelle de métiers.
 Id.
 Ecole professionnelle de relieurs.
 Ecole d'arts textiles.
 Ecole professionnelle de métiers.
 Ecole professionnelle libre pour filles.
 Id.
 Id.
 Cours professionnels libres pour tailleuses.
 Cours professionnels du soir pour tailleuses et lingères.
 Cours professionnels libres pour tailleuses et lingères.
 Cours professionnels du soir pour filles de fabriques.
 Cours professionnels libres pour filles.
 Cours professionnels libres pour tailleuses et lingères.
 Cours professionnels pour filles.
 Atelier d'apprentissage pour tailleuses avec section ménagères.
 Atelier d'apprentissage de la dentelle.
 Ateliers d'apprentissage pour lingères, brodeuses et tailleuses.
 Atelier d'apprentissage annexé à l'école professionnelle libre.
 Atelier d'apprentissage libre pour tailleuses.
 Atelier d'apprentissage libre pour tailleuses et lingères.
 Atelier d'apprentissage libre pour lingères, brodeuses et tailleuses.
 Id.
 Atelier d'apprentissage libre pour tailleuses et lingères.
 Id.
 Id.
 Classe ménagère libre.
 Classe ménagère communale.
 Classe ménagère libre des Sœurs de Marie.
 Classe ménagère libre.
 Id.
 Id.
 Id.
 Id.

Overboulaere.

Ninove.

Sinay.

Wandre, rue Dossay, 11.

Tongres.

Bouillon.

Saint-Hubert.

Classe ménagère libre.

Classe ménagère libre des Sœurs du Sacré-Cœur.

Classe ménagère libre.

Ecole ménagère libre.

Classe ménagère libre.

Classe ménagère libre du soir pour ouvrières de fabriques.

Classe ménagère communale.

ANNÉE SCOLAIRE 1921-1922.

Lierre, rue de l'Eglise, 3.

Santhoven.

Wavre, Petite place de l'Eglise, 5.

Loth.

Lembeek.

Louvain, rue de la Monnaie, 52.

Oostduinkerke.

Gand.

Alost, Institut Saint-Camille.

Cruybeke.

Baardegem.

Rupelmonde.

Tamise.

Ninove.

Grivegnée.

Anthisme.

Mechelen-sur-Meuse.

Zolder.

Brée.

Couvin.

Dinant.

Bruxelles, rue de la Régence, 31.

Eecloo.

Châtelet, rue Neuve, 26.

Oostmalle.

Deynze.

Léau.

Louvain.

Oostmalle.

Alost, Courte rue du Sel.

Deynze.

Lokeren.

Neuschâteau.

Willebroeck.

Aerschot.

Cours de commerce et de langues (annexé à l'école industrielle).

Ecole de dessin professionnel.

Cours de commerce et de langues.

Ecole de dessin professionnel.

Cours de dessin industriel.

Cercle d'études typographiques.

Ecole de dessin professionnel.

Ecole du froid (annexée à l'Institut supérieur des Fermentations).

Cours de commerce et de langues.

Ecole industrielle libre.

Ecole de dessin professionnel.

Ecole industrielle communale.

Ecole de dessin professionnel.

Cours professionnel pour tailleurs.

Ecole industrielle communale.

Ecole de dessin professionnel et de coupe la pierre.

Ecole de dessin professionnel.

Id.

Ecole industrielle et professionnelle.

Ecole industrielle communale.

Ecole professionnelle de dinanderies.

Ecole professionnelle libre pour filles.

Id.

Id.

Ecole ménagère libre.

Id.

Ecole ménagère professionnelle.

Ecole professionnelle libre des Sœurs Chanoinesses de Saint Augustin.

Cours professionnels libres pour coupeuses et tailleuses.

Cours de coupe annexes à l'école Frœbel.

Cours du soir de dentelle.

Cours professionnels pour tailleuses.

Id.

Atelier d'apprentissage pour lingères et tailleuses avec section ménagère.

Atelier d'apprentissage libre pour lingères et tailleuses.

Alseberg.	Atelier d'apprentissage libre pour lingères et tailleuses.
Saint-Josse-ten-Noode, rue du Mérinos, 1.	Atelier d'apprentissage pour tailleuses et lingères avec section ménagère.
Ardoye.	Atelier d'apprentissage pour lingères, brodeuses et dentellières.
Bruges, rue des Bouchers, 96.	Atelier d'apprentissage pour lingères et tailleuses.
Poperinghe.	Atelier d'apprentissage de la dentelle des Sœurs Bénédictines.
Lokeren.	Atelier d'apprentissage libre Sainte Anne.
Steendorp.	Atelier d'apprentissage de la dentelle.
Tournai.	Atelier d'apprentissage pour jeunes filles.
Cinry, rue du Bonbonnier, 8.	Atelier d'apprentissage pour lingères et tailleuses.
Halle Boyenhoven.	Ecole ménagère libre.
Ardoye.	Classe ménagère libre.
Waereghem.	Classe ménagère libre annexée à l'atelier d'apprentissage.
Beirvelde.	Classe ménagère libre.
Lokeren.	Classe ménagère libre Sainte Anne.
Saint-Nicolas, rue du Jardin, 47.	Classe ménagère libre.
Houdeng-Gœgnies.	Classe ménagère communale.
Quaregnon.	Classe ménagère libre.
Soignies.	Classe ménagère communale.
Tournai.	Id.
Dinant.	Classe ménagère libre.

LOI DES 8 HEURES.

Comme on le sait, la loi instituant la journée de 8 heures et la semaine de 48 heures est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 1921. La réforme qu'elle instaurait était déjà réalisée dans la grande industrie par des accords collectifs, mais pour nombre d'entreprises, elle constituait une innovation sérieuse qui devait nécessairement provoquer des modifications essentielles des conditions de travail. Il était, en conséquence, de la plus grande importance que la loi fut appliquée au début en heurtant le moins possible les intérêts en cause; ce fut la raison déterminant de la circulaire du 29 septembre 1921 par laquelle M. le Ministre du Travail reconnut la nécessité d'une période transitoire en recommandant aux inspecteurs de tenir compte des situations de fait et des nécessités des industries et de ne dresser procès-verbal qu'en cas de mauvais vouloir dûment constaté. Ces considérations expliquent le petit nombre relatif des infractions relevées par l'inspection du travail; en effet, pendant les 12 mois de novembre 1921 au 30 novembre 1922, 208 procès-verbaux seulement ont été dressés pour infractions à la dite loi.

Les Collèges qui doivent être consultés en vertu de l'article 14 pour l'élaboration des arrêtés d'exécution furent saisis, sans tarder, des dossiers

relatifs aux dérogations demandées et je me plais ici à rendre hommage en particulier au Conseil supérieur du Travail pour le grand soin et la haute conscience avec lesquels il collabore puissamment à l'exécution rationnelle et judicieuse de la loi. Successivement ont paru des arrêtés royaux déterminant les personnes investies d'un poste de confiance et établissant des régimes dérogatoires de travail pour diverses industries saisonnières : bâtiment, carrières, vêtement, alimentation. La restauration des régions dévastées justifiait l'octroi de conditions de travail spéciales, tel fut l'objet de l'arrêté royal du 2 septembre dernier. Le 4 janvier a paru un autre arrêté fixant le régime pour une série d'industries dans lesquelles le temps nécessaire à l'exécution du travail ne peut être déterminé d'une manière précise ou dans lesquelles les matières mises en œuvre sont susceptibles d'altération très rapide.

Enfin, le 20 janvier dernier, un arrêté a déterminé quelles étaient, dans l'Administration des chemins de fer, les personnes qui, à raison de leurs fonctions, devaient être considérées comme investies d'un poste de confiance et comme telles échapper à l'application de la loi.

Le Conseil Supérieur du Travail a entamé, depuis octobre dernier, l'examen de l'application de la loi aux entreprises commerciales et je crois savoir que les premiers arrêtés d'exécution paraîtront incessamment.

D'autre part, il est intéressant de signaler que depuis l'année 1922 la pratique de la semaine anglaise a été consacrée par arrêtés royaux dans plus de 900 entreprises et que l'autorisation de prolonger pendant un certain laps de temps la journée de travail a été accordée dans 316 cas conformément à l'article 7 pour faire face à des surcroîts extraordinaires de commandes. Ce nombre relativement restreint de dérogations temporaires tend à démontrer que la loi du 14 juin ne s'adapte pas avec trop de difficultés aux nécessités de l'industrie. La journée de huit heures semble donc n'avoir pas provoqué de trop grandes difficultés. Est-ce à dire qu'aucun des reproches élevés contre notre législation ne soit fondé et que celle-ci soit intangible? Telle n'est pas notre pensée; comme toute œuvre humaine, la loi est perfectible. On pourrait certes souhaiter plus de souplesse pour certaines dispositions, en supprimant les formalités reconnues inutiles par l'expérience, notamment celles qui sont prévues pour l'établissement de la semaine anglaise. Mais, d'autre part, il est bien entendu que les améliorations doivent laisser intacte la journée de 8 heures établi par la loi.

Dans un autre ordre d'idées, il n'est pas sans intérêt de signaler que la jurisprudence vient d'être fixée par arrêts de la Cour de Cassation sur deux points d'application très controversés.

La Cour Suprême cassant des arrêts de la Cour de Bruxelles a décidé :

1° Que les travaux de chargement et de déchargement dans les ports n'étaient plus ininterrompibles par leur nature et que, dès lors, la disposition de l'article 4 autorisant le dépassement des limites légales ne leur étaient pas applicables;

2° Que dans les boulangeries le travail, même lorsqu'il est organisé par équipes ne peut s'exercer entre 9 heures du soir et 4 heures du matin.

Une autre question, toute d'actualité qui passionne les milieux syndicaux est celle de la ratification des conventions adoptées à Washington et principalement de celle des huit heures. En effet, le projet de loi portant ratification de 6 conventions, qui avait fait l'objet en 1921 de l'examen de la Section centrale est devenu caduc par suite de la dissolution des Chambres et n'a pas encore été déposé à nouveau devant le Parlement. Convient-il de le représenter dans son intégralité? Nous ne le pensons pas. Voici d'ailleurs en quels termes nous nous exprimions en 1921, au nom de la Section centrale, pour justifier cette manière de voir.

« Nous estimons d'autre part qu'il est de notre devoir d'éclairer sincèrement la classe ouvrière, sur les conséquences que pourraient avoir la signature par la Belgique de la Convention de Washington sur les huit heures, sans que nous ayons la certitude que les autres pays ne signent. »

Nous devons dire à nos ouvriers :

« Notre loi nationale de huit heures entrera en vigueur le 1^{er} octobre prochain. »

« Pour ce qui concerne la Convention de Washington, nous constatons que les grands pays producteurs qui sont nos concurrents sur les marchés internationaux, n'ont pas encore signé cette Convention, et il n'apparaît qu'ils soient disposés à le faire immédiatement. »

« En signant seul, ou presque seul, il pourrait en résulter que nous soyons placés dans une situation manifeste d'infériorité vis-à-vis de nos concurrents sur les marchés internationaux. Or, vous n'ignorez pas, mes amis, que la Belgique est surtout et entre tous, un pays d'exportation. Nous mettre dans la situation d'infériorité dont je parle ci-dessus, serait nous exposer à être supplantés sur les marchés internationaux. En dernière analyse ce serait en grande partie la ruine de nos industriels entraînant inévitablement notre propre ruine ». »

« La conséquence dernière serait l'exode forcé pour une partie de notre classe ouvrière. »

« Votre Section centrale ainsi que votre rapporteur ont conscience de la responsabilité qu'ils assument en cette matière. »

« Ils ne comptent pas s'y soustraire. »

« Nous ne proposons pas à la Chambre d'émettre un vote hostile à la convention des huit heures. »

« Nous lui demandons, au contraire, de marquer nettement son désir de pouvoir signer au plus tôt cette convention. »

« Mais nous demandons à la Chambre de suspendre sa propre décision jusqu'au moment où nous connaîtrons les décisions prises par les grandes nations productrices et concurrentes qui nous entourent et notamment la France, l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie. »

D'autre part, je disais dans mon rapport du budget pour l'exercice 1922 ce qui suit :

A la Troisième Conférence Internationale du Travail, qui vient d'avoir lieu à

Genève en 1921, il a été constaté que plus d'un pays était dans la même situation que la Belgique. Mgr Nolens, délégué gouvernemental des Pays-Bas, a alors posé la question suivante à l'occasion de la discussion du rapport du directeur du Bureau International du Travail :

« Ne serait-il pas désirable, que les Membres qui se sont décidés à ratifier une convention sachent à ce moment quels sont les autres Membres qui sont également décidés à ratifier cette même convention? Quelles mesures pourraient être prises pour en obtenir la certitude?

» Je prendrai un exemple tout récent; celui de la Belgique, qui a distingué exactement entre les deux actes; en effet, d'une part, elle a eu le souci, dans sa loi sur les heures du travail, de se conformer aux dispositions de la Convention de Washington, et, d'autre part, elle a réservé jusqu'à présent, en raison de la situation internationale générale, l'acte de ratification.

» Il y a donc là deux actes qui, à mon sens, doivent être accomplis avec toute la souplesse que comportent les différentes Constitutions nationales ».

A quoi M. Albert Thomas, Directeur du Bureau International du Travail, a répondu :

« Est-il possible de remédier à cette situation? Mgr Nolens a fait appel à toute l'intelligence de l'élite internationale. A défaut d'intelligence, nous avons au moins des traditions. Je me permettrai de reprendre les paroles de M. Hudson, conseiller juridique, qui se trouvent consignées à la page 176 du compte rendu de la Conférence Internationale de Washington. Je crois que ce rapport, un peu oublié, nous fournit une procédure pratique, qui nous permettrait de sortir de la difficulté. Je lis, en effet :

« Dans quelques cas, les membres de l'Organisation du Travail peuvent ne pas désirer ratifier le projet de convention sans les autres membres de l'Organisation. Naturellement, tout membre de l'Organisation du Travail peut attendre, pour communiquer sa ratification au Secrétaire général de la Société des Nations, d'être certain que quelques autres membres désirent ratifier; ou bien, il est possible qu'un membre fasse dépendre sa ratification des autres membres de l'Organisation du Travail; et, dans ce cas, on comprend très bien que cette ratification conditionnelle ne deviendra définitive et ne sera enregistrée par le Secrétaire général, que lorsque les conditions en auront été remplies. »

Il résulte donc de la déclaration de M. Thomas, que les pays qui sont dans la situation de la Belgique, ont la faculté de ratifier *conditionnellement* les conventions en ce sens que la ratification ne deviendrait effective qu'au moment où les grands pays industriels voisins auraient donné leur adhésion à la convention.

Ceci constitue, comme je le disais plus haut, un fait nouveau, dont l'importance n'échappera pas certes à notre Gouvernement. Dès que l'Europe sera sortie de la période trouble dans laquelle elle se débat en ce moment, il y aura lieu d'appeler l'attention du Parlement sur cette convention conditionnelle avec l'espoir d'aboutir.

Nous maintenons le point de vue exprimé dans notre rapport de l'année précédente,

Mais depuis lors, les événements ont hélas! confirmé nos prévisions :

aucun de nos grands concurrents n'a depuis lors donné son adhésion formelle à cette convention et il semble qu'ils soient tous plus éloignés que jamais de l'idée de ratification et l'on pourra se convaincre, par l'analyse des législations étrangères à laquelle nous allons procéder, que notamment en Hollande et en Suisse, les récentes modifications légales introduites s'écartent de plus en plus de la Convention de Washington. Dans ces conditions, les motifs impérieux qui commandaient en 1921 à la Belgique de garder l'expectative quant à la ratification pure et simple s'imposent à fortiori à l'heure actuelle.

*
* *

Il nous a paru intéressant de terminer ces considérations sur notre législation limitant la durée du travail par un résumé *purement documentaire* des lois relatives au même objet actuellement en vigueur chez certains de nos voisins.

SUISSE.

En ce qui concerne la Suisse, le Conseil fédéral, dans un message adressé à l'Assemblée fédérale, en date du 9 mai 1922, insistait sur cette considération qu'à raison de l'aggravation intense qu'a subie la crise économique, « les conditions sont aujourd'hui devenues telles qu'on ne saurait songer à supprimer le tempérament apporté à la règle des quarante-huit heures par l'article 41 de la loi du 27 juin 1919 (prolongation du travail jusqu'à cinquante-deux heures quand des raisons impérieuses justifient la chose), mais que la nécessité s'impose, au contraire, de procurer à nos industries une plus grande liberté de mouvement. Il s'agit, en effet, de les mettre en état de diminuer leurs frais de production ; c'est nécessaire, surtout pour fortifier leur position vis-à-vis de la concurrence étrangère. Celle-ci, on le sait, se trouve avantagée par différentes circonstances, parmi lesquelles il faut citer en première ligne les conditions du change, mais aussi par le fait que certains pays ne connaissent pas du tout ou ne connaissent que partiellement la limite des quarante-huit heures et que, dans d'autres, les prescriptions sur la durée du travail sont plus souples que chez nous, c'est-à-dire souffrent de plus nombreuses et plus larges dérogations. Ces circonstances, qui rendent l'industrie étrangère capable de travailler et de livrer à meilleur compte que la nôtre, entravent d'un côté l'écoulement de nos produits d'exportation et de l'autre permettent, même à nos concurrents, de supplanter la production nationale sur le marché intérieur. C'est à quoi il importe avant tout de remédier. Mais l'abaissement des frais de production est un desideratum à la réalisation duquel il faut tendre aussi dans l'intérêt du consommateur et du travailleur du pays, autrement dit pour réduire le prix de l'existence et pour procurer du travail aux bras inoccupés en faisant revivre les affaires.

Le Conseil fédéral proposait, en conséquence, de remanier la loi du 27 juin 1919 dans le but de mettre l'industrie suisse à même de s'adapter aux circonstances du temps présent. Se rangeant à l'avis du Conseil fédéral, l'Assemblée nationale adopta un texte devenu la loi du 12 juillet 1922 et portant ce qui suit :

« Art. 41. — En temps de crise économique grave présentant un caractère général, la durée du travail dans le service normal de jour peut pour chaque ouvrier être prolongée jusqu'à cinquante-quatre heures par semaine. La journée de travail ne doit toutefois pas dépasser dix heures. Cette disposition ne sort ses effets que sur une décision du Conseil fédéral constatant l'existence de la crise et après consultation préalable des organisations centrales des patrons et des ouvriers. La décision du Conseil fédéral doit faire l'objet d'un rapport à l'Assemblée fédérale.

» En l'absence de pareille crise, et quand et pour aussi longtemps que des motifs graves le justifient par ailleurs, le Conseil fédéral peut permettre pour des branches d'industrie ou pour

des établissements déterminés, une prolongation de la durée hebdomadaire du travail pouvant de même aller jusqu'à cinquante-quatre heures.

» Art. 2. — La durée de l'application de la présente loi est limitée à trois ans. Le Conseil fédéral fixe la date de son entrée en vigueur.

» Si les dispositions de la présente loi ne sont pas remplacées dans les trois ans par une loi nouvelle, l'article 41 de la loi sur les fabriques du 18 juin 1914/27 juin 1919 entrera de nouveau en vigueur. »

Cette loi est entrée en vigueur le

(1).

FRANCE.

Le champ d'application de la loi française du 23 avril 1919 a la même portée que celui de l'ancienne loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire (Code du Travail, livre II, art. 50), dont il est la reproduction. Il s'ensuit que le personnel de toutes les catégories d'entreprises industrielles et commerciales est soumis à la loi des huit heures. Une seule exception subsiste : *les ateliers et commerces de famille*, c'est-à-dire les établissements où sont employés exclusivement les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur. Si le patron emploie un seul étranger ou un collatéral concurremment avec ses descendants ou pupilles, l'atelier cesse d'être un atelier de famille. De plus, les enfants ou pupilles doivent travailler chez le père; s'ils sont occupés, par exemple, à côté de leur père, dans un atelier dont le père n'a pas la direction, l'exception tombe.

* * *

En France, les défenseurs les plus ardents de la loi du 23 avril 1919 tirent précisément argument de la grande souplesse du régime que cette loi a introduit. On sait que le texte de l'article 6 de la loi française est conçu comme suit :

Dans les établissements industriels et commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance, la durée du *travail effectif* des ouvriers ou employés de l'un ou de l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder, soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine. »

M. Justin Godart, député, qui a pris une part prépondérante aux travaux parlementaires relatifs à la loi des huit heures montre, dans la proposition de résolution déposée par lui à la Chambre des députés le 17 février 1922, que l'essentiel de cet article est l'expression *durée du travail effectif*.

» Dans la plus grande partie de l'opinion publique, dit M. Godart, on croit, que la loi veut que la présence sur les lieux du travail soit strictement de huit heures. Et couramment on dépeint les ouvriers qui, tirant leur montre ou regardant l'horloge, constatent qu'ils ont été présents huit heures et s'en vont laissant inachevée une besogne qui ne peut être interrompue sans dommage.

» La loi, et dans sa lettre et dans son esprit, n'a jamais confondu travail et présence. Elle parle d'une durée de travail effectif : et si pour donner ces huit heures de labeur formel, il faut rester à l'atelier ou sur le chantier neuf, dix, onze heures et plus, la loi, non seulement l'autorise, mais l'indique implicitement.

» Ouvriers, patrons, Conseil d'État l'ont bien ainsi compris, ainsi que le Ministre du Travail qui, dans une circulaire du 27 mai 1919, insiste sur le principe :

» La durée du travail fixée par la loi, dit-il, est la durée du travail effectif, c'est-à-dire, que dans la limite qu'elle fixe ne sont pas compris les repos ».

(1) L'entrée en vigueur de la loi n'a pas encore été signalée jusqu'à présent.

M. Godart montre ensuite comment cela a été traduit dans la pratique à l'aide de quelques exemples extraits des règlements en vigueur :

I. — « Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée du présence prévue ci-après, correspond à la durée maximum de travail effectif fixé au premier paragraphe du présent article (c'est-à-dire la durée normale) :

- » 51 heures par semaine à Paris ;
- » 54 heures par semaine dans les villes comptant plus de 25,000 habitants.
- » 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 25,000 habitants ». (26 août 1920. — Magasins et salons de coiffure et ateliers de confection de postiches).

* * *

II. « Art. 3. — Les heures de présence seront réparties de telle façon :

» 1° Que toutes les catégories du personnel jouissent d'un repos annuel de vingt-quatre jours accordé en une ou plusieurs fois ;

» 2° Que la durée totale normale de présence pendant les autres jours atteigne en moyenne :

- » Neuf heures par jour pendant les mois de novembre, décembre et janvier ;
- » Dix heures pendant les mois de février, mars, avril, août, septembre, octobre ;
- » Onze heures pendant les mois de mai, juin et juillet, le temps de présence étant celui pendant lequel l'employé rendu à son poste de travail est à la disposition de l'employeur. » (28 novembre 1910. — Personnel de la batellerie fluviale.)

III. « La récupération des heures de travail, perdues par suite des mortes saisons dans l'industrie de la construction et de la réparation des machines agricoles, pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail jusqu'à concurrence de 100 heures par an après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. » (9 août 1920. — Industries de la métallurgie et du travail des métaux.)

IV. « En cas d'interruption collective de travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. » (30 août 1920. — Industrie de la préparation des cuirs et peaux.)

V. « Lorsque des ouvriers sont embauchés à la semaine ou au mois, les heures perdues par suite de défaut du travail au cours de la semaine ou du mois pourront être récupérées soit au cours de la même semaine ou du même mois, soit au cours de la semaine suivante ou du mois suivant. » (19 avril 1921. — Entreprises de manutention maritime dans les ports.)

* * *

D'autre part, l'article 7 de la loi française formule deux règles d'une importance capitale.

« Art. 7. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les détails et conditions d'application de l'article précédent.

Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas, les organisations patronales et ouvrières intéressées devront être consultées ; elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois. Ils sont révisés dans les mêmes formes.

Ces règlements devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières nationales ou régionales intéressées.

Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière ».

C'est une innovation remarquable déclare M. Godart :

« Chaque industrie a la liberté de faire son règlement. Et même, dans une industrie, on peut établir, suivant les régions, des règlements différents. Est-il possible de donner plus de souplesse à l'application d'un principe ?

» Puis, ces règlements, au lieu d'être conçus et imposés par des bureaux ou des commissions

siégeant à Paris, émanent des intéressés eux-mêmes, et il y a là une collaboration qui peut être féconde en résultats pour la paix sociale, les occasions de rapprochement sur le terrain professionnel entre ouvriers et patrons ne pouvant être assez multipliées ».

* * *

De plus, l'article 8 de la loi du 23 avril 1919 ouvre toutes les possibilités d'adaptation aux besoins innombrables des industries. Il est conçu comme suit :

« Art. 8. — Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :

1° La répartition des heures de travail, dans la semaine de quarante-huit heures afin de permettre le repos de l'après-midi de samedi ou toute autre modalité équivalente ;

2° La répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine ;

3° Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle considérée sera ramenée en une ou plusieurs étapes aux limitations fixées à l'article 6 ;

4° Les dérogations permanentes qu'il y a lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent ;

5° Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaire, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents ;

6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations ;

7° La région à laquelle ils sont applicables.

Voici quelques exemples des répartitions prévues par cet article :

a) *Hebdomadaire* :

Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures du travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi. C'est une clause de style dans la plupart des règlements.

b) *Dans moins d'une semaine* :

« Dans les moulins hydrauliques sujets à des chômages résultant de basses eaux ou d'inondations, les quarante-huit heures de travail effectif de la semaine pourront être réparties sur cinq jours avec maximum journalier de dix heures ». (31 décembre 1920. — Industries de la meunerie).

c) *Sur deux semaines* :

« Pour le personnel des réseaux et canalisations, la répartition des heures de travail pourra se faire sur une période de deux semaines consécutives soit un total de quatre-vingt-seize heures en douze jours ouvrables, avec faculté de porter à neuf heures la durée du travail effectif journalier. Le nombre des journées de neuf heures de travail ainsi effectuées par chaque agent de cette catégorie de personnel, ne pourra excéder cent chaque année ». (30 août 1920. — Entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région parisienne).

d) *Sur trois semaines* :

« Pour les techniciens, la répartition des heures de travail pourra se faire sur une période de trois semaines consécutives, soit un total de cent quarante-quatre heures en dix-huit jours ouvrables avec un maximum journalier de dix heures ». (31 décembre 1920. — Industrie de la meunerie).

* * *

Le § 4 de l'article 8 prévoit des *dérogations permanentes* pour les travaux préparatoires ou complémentaires ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent.

Le § 5 prévoit des *dérogations temporaires* dont le jeu donne à la loi un caractère de souplesse sur lequel il y a lieu d'attirer tout particulièrement l'attention. Nous donnerons quelques exemples de ces dérogations en les contribuant entre les différents cas spécifiés par la loi :

a) *Surcroît extraordinaire de travail :*

« Maximum annuel : 52 heures à raison de deux heures par jour au maximum ;

» 150 heures réparties entre 150 jours au maximum. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser 10 heures (12 décembre 1919. — Industries textiles).

» Maximum 100 heures par an. En outre, le Ministre du Travail pourra, lorsque le Ministre dans les attributions de qui rentrent ces travaux attestera qu'ils sont exécutés dans l'intérêt national, autoriser 50 heures de plus. Ce chiffre pourra être porté à 100 heures pendant les années 1920, 1921 et 1922. (9 août 1920. — Industries de la métallurgie et du travail des métaux).

» 100 heures par an avec maximum de 2 heures par jour. (30 août 1920. — Entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la région parisienne). »

b) *Nécessités d'ordre national.*

« Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministère du Travail et le Ministère qui ordonne les travaux. » (30 août 1919. — Industries de la préparation des cuirs et peaux. Clauses de style dans tous les règlements).

c) *Accidents survenus ou imminents :*

« Un jour à récupérer dans la quinzaine à dater de la reprise du travail.

» Une semaine, à récupérer dans la quinzaine à dater de la reprise du travail.

» Plus d'une semaine, consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. » (Clause de style. — Industries du livre, etc.)

* *

Il faut enfin tenir compte de ce que la loi française autorise une *Réglementation par région*.

Voici quelques exemples de l'application du paragraphe 7 de l'article 8 qui règle cette matière.

Règlement d'administration publique du 4 juillet 1920 pour les industries de la fabrication des chaussures en gros du *département de la Seine*.

Dans le règlement des industries textiles, on prévoit la récupération des heures de travail perdues par suite des mortes saisons pour les *cantons de Roubaix, Tourcoing et Lannoy* et pour l'industrie cotonnière des *Vosges*.

Règlement d'administration publique du 2 août 1920 pour les hôtels, restaurants, cafés et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place de la *région parisienne*.

Règlement du 30 août 1920 pour les entreprises de production et de distribution d'énergie électrique de la *région parisienne*.

PAYS-BAS.

Aux Pays-Bas, la loi du 1^{er} novembre 1919 avait fixé la durée du travail dans les fabriques à 8 heures par jour et à 45 heures par semaine avec interdiction de travailler le samedi dès une heure de l'après-midi. Mais déjà un arrêté royal du 27 septembre 1920, rendu en exécution de l'article 27 de la loi, avait différé pour une durée d'un à deux ans, suivant les industries, l'application de cette disposition, de sorte que durant le délai accordé, on put continuer à appliquer la semaine de 48 à 55 heures. D'autre part, il est facile de voir, par la simple consultation des arrêtés d'exécution, que le législateur avait rendu aussi souple que possible le nouveau régime de la durée du travail. C'est ainsi, notamment, que les arrêtés du 25 septembre 1920 (n° 747), du 27 septembre 1920 (n° 757 et 758) avait autorisé de nombreuses dérogations à la journée de huit heures, en ce qui concerne des catégories déterminées de travailleurs, des industries déterminées, certains travaux, certaines régions, certaines périodes de l'année.

En suite des protestations du monde patronal, un projet de revision de la loi du 1^{er} novembre 1919 fut déposé par le Ministre du Travail, le 14 Mars 1922. L'exposé des motifs montrait que la Hollande ne pouvait maintenir la semaine de quarante-cinq heures, si elle voulait rester en état de soutenir la concurrence des pays étrangers ; que pour sortir de la crise les frais de production devaient être réduits et que ce résultat ne pouvait être atteint que par une prolongation de la durée du travail.

Ce projet est devenu la loi du 20 mai 1921. En vertu de la loi nouvelle, les ouvriers ne peuvent être employés dans les fabriques pendant plus de huit heures et demie par jour ou quarante-huit heures par semaine. Non seulement les dérogations précédentes sont maintenues et étendues, mais le mécanisme en est simplifié. D'autre part, pendant les quatre ans qui suivront l'entrée en vigueur de la loi, le Ministre pourra disposer que dans certains établissements, les ouvriers, sans distinction d'âge et de sexe, prolongent leur travail de une heure et demie par jour ou de sept heures par semaine (article 26).

Ensuite, d'après l'article 27, un arrêté royal peut en ce qui concerne certains travaux, et pendant la même période autoriser les ouvriers à travailler : a) pendant une heure et demie par jour et sept heures par semaine au maximum, en sus de la journée normale, b) à prolonger le travail de nuit, lorsqu'il s'agit de travaux qui ne peuvent être interrompus pour des raisons techniques sociales.

Pour les industries qui ont à faire face à un surcroît de besogne pendant certaines périodes, ou s'il se présente des circonstances particulières dans une exploitation, l'inspecteur du travail et, en cas de recours, le Ministre peut autoriser par écrit, avec ou sans conditions, les ouvriers à travailler au delà de la journée normale, à concurrence, pour les hommes adultes, de onze heures par jour ou de soixante-deux heures par semaine.

S'il y a lieu, en ce qui concerne un groupe d'entreprises dans toutes les communes, ou dans certaines communes, d'accorder pour les motifs susvisés une autorisation pour toutes les entreprises, le Ministre peut accorder pareille autorisation, dans les limites dont il vient d'être question. Le Ministre peut autoriser le chef de district de l'inspection du travail à accorder pareille autorisation pour son district.

Enfin, la loi nouvelle porte encore que si les associations d'employeurs et les syndicats ouvriers dans une industrie ou à défaut d'associations, une représentation convenable d'employeurs et ouvriers dans une industrie, estiment que dans une entreprise ou dans un groupe d'entreprises où cette industrie est exploitée, il est désirable de déroger au régime établi par la loi pour le travail du dimanche, du samedi après-midi ou pour la journée normale de travail, le Ministre peut autoriser pareille dérogation à concurrence d'une durée totale du travail de onze heures par jour pour les hommes adultes. (Les femmes et les jeunes ouvriers jouissent naturellement d'un régime plus favorable). Toutefois, d'une façon générale, au cours de l'année civile, les ouvriers de 16 ans et plus ne peuvent être employés pendant plus de 2,500 heures par an.

*
* * *

Quant aux autres Conventions de Washington dont la teneur est contenue depuis longtemps dans notre législation sociale, nous estimons qu'aucune objection d'ordre économique ne peut être opposée à leur ratification.

C'est donc avec une réelle satisfaction que nous avons pris connaissance du dépôt par M. le Ministre des Affaires Étrangères et M. le Ministre de l'Industrie et du Travail, d'un projet de loi portant approbation des conventions concernant respectivement l'âge d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et le travail de nuit des femmes élaborées à Washington par la Conférence Internationale du Travail et signées à Paris le 24 janvier 1921, par la Belgique et la France.

Puisse le Parlement approuver dans le plus bref délai possible ces conventions.

PROJET DE CONVENTION RELATIF A L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DE LA CÉRUSE

Nos honorables collègues n'ignorent certes pas que d'autre part notre pays a ratifié une convention relative à l'interdiction de l'emploi de la céruse.

Cette convention adoptée par la Conférence Internationale du Travail de 1921 prévoit dans son article 1^{er} l'interdiction de l'emploi de la céruse et du sulfate de plomb dans les travaux de peinture à l'intérieur des bâtiments, exception faite des garcs de chemins de fer et des établissements industriels dans lesquels leur emploi est reconnu nécessaire par les autorités compétentes, après consultation des organisations patronales et ouvrières. Toutefois, les pigments blancs contenant au maximum 2 p. c. de plomb peuvent être employés.

L'article 2 stipule que cette interdiction ne s'applique pas à la peinture décorative, aux travaux de filage et de rechampissage moyennant réglementation à édicter par le gouvernement et conformément aux dispositions des articles 5, 6 et 7 de cette convention; ces articles fixent, en outre, les mesures de précaution à observer pour les travaux dans lesquels l'emploi de la céruse n'est pas prohibé.

En vertu de l'article 3, les adolescents de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à des travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse ou du sulfate de plomb. Une restriction à cette défense est prévue en ce qui concerne les apprentis dans le but de parfaire leur éducation professionnelle.

Signalons que les interdictions concernant l'emploi de la céruse et le travail des personnes protégées n'entrent en vigueur que six ans après la Conférence de Genève, soit en 1927 (art. 4).

Par contre, les articles 5, 6 et 7 seront appliqués dès 1924 par tout gouvernement qui aura ratifié la Convention.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que cette Convention consacra dans ses grandes lignes la thèse défendue par la délégation belge et qui peut se résumer comme suit : interdiction de l'emploi de la céruse pour les travaux d'intérieur et réglementation pour l'extérieur; ce fut une base de transaction entre les adversaires de toute réglementation et les partisans de l'interdiction complète.

Un regard jeté sur notre législation sociale nous permettra de constater qu'en Belgique, nous avons, dès 1909, commencé à soumettre à des conditions sévères l'emploi des composés de plomb devançant ainsi de longtemps ce projet de réglementation internationale. En effet, en vertu de la loi du 20 août 1909, la céruse destinée aux travaux de peinture ne peut être vendue, transportée ou employée que sous forme de pâte broyée et malaxée avec de l'huile. Quant à la céruse destinée à d'autres usages que les travaux de peinture, son emploi, sa vente et son transport furent soumis par l'arrêté royal du 20 juillet 1910 à l'accomplissement d'une série de conditions. Signalons en passant que les mesures de précaution auxquelles les articles 5, 6 et 7 de

la Convention de Genève subordonnent l'emploi de la céruse, ne sont que la reproduction, à peu près textuelle, de celles qui figurent dans la loi belge de 1909 et l'arrêté royal du 25 juillet 1910. Déjà à cette époque, le grattage, le ponçage à sec des surfaces enduites de blanc de céruse étaient prohibés et les manipulations des composés de plomb ne pouvaient se pratiquer que moyennant l'accomplissement des conditions qui figurent aujourd'hui dans le projet de convention. Ceci suffit à démontrer que notre législation sociale sur la matière peut, sans faux orgueil, être comparée au projet qui nous occupe dont elle est en définitive la devancière. Néanmoins un nouveau progrès a été réalisé à Genève par la prohibition radicale de la céruse dans les travaux d'intérieur et c'est dans le but de mettre notre législation en harmonie avec la Convention adoptée que M. le Ministre du Travail a, en juin dernier, constitué une Commission technique pour élaborer un avant-projet de loi consacrant cette interdiction absolue. Lorsque celui-ci aura pris place dans notre arsenal de lois sociales, le Parlement pourra envisager la ratification de la Convention issue des travaux de la Conférence de 1921.

Voici le texte de cette Convention :

CONVENTION RELATIVE A L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DE LA CÉRUSE.

ARTICLE PREMIER. — Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à interdire, sous réserve des dérogations prévues à l'article 2, l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments dans les travaux de peinture intérieure des bâtiments, à l'exception des gares de chemins de fer et des établissements industriels dans lesquels l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments est déclaré nécessaire par les autorités compétentes, après consultation des organisations patronales et ouvrières.

L'emploi de pigments blancs contenant au maximum 2 p. c. de plomb exprimé en plomb métal reste néanmoins autorisé.

ART. 2. — Les dispositions de l'article premier ne seront applicables, ni à la peinture décorative, ni aux travaux de filage et de rechampissage.

Chaque Gouvernement déterminera la ligne de démarcation entre les différents genres de peinture et règlera l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments en vue de ces travaux conformément aux dispositions des articles 5, 6 et 7 de la présente Convention.

ART. 3. — Il est interdit d'employer les jeunes gens de moins de 18 ans et les femmes aux travaux de peinture industrielle comportant l'usage de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments.

Les autorités compétentes ont le droit, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de permettre que les apprentis de la peinture soient employés pour leur éducation professionnelle aux travaux interdits au paragraphe précédent.

ART. 4. — Les interdictions prévues aux articles 1 et 3 entreront en vigueur

six ans après la date de clôture de la troisième session de la Conférence internationale du Travail.

ART. 5. — Tout membre de l'Organisation internationale du Travail ratifiant la présente Convention s'engage à réglementer, sur la base des principes suivants, l'emploi de la céruse, du sulfate de plomb et de tous produits contenant ces pigments dans les travaux pour lesquels cet emploi n'est pas interdit.

I. — *a)* La céruse, le sulfate de plomb ou les produits contenant ces pigments ne peuvent être manipulés dans les travaux de peinture que sous forme de pâte ou de peinture prête à l'emploi;

b) Des mesures seront prises pour écarter le danger provenant de l'application de la peinture par pulvérisation;

c) Des mesures seront prises, toutes les fois que cela sera possible, en vue d'écarter le danger des poussières provoquées par le ponçage et le grattage à sec.

II. — *a)* Des dispositions seront prises afin que les ouvriers peintres puissent prendre tous soins de propreté nécessaires au cours et à l'issue du travail;

b) Des vêtements de travail devront être portés par les ouvriers peintres pendant toute la durée du travail;

c) Des dispositions appropriées seront prévues pour éviter que les vêtements quittés pendant le travail soient souillés par les matériaux employés pour la peinture.

III. — *a)* Les cas de saturnisme et les cas présumés de saturnisme feront l'objet d'une déclaration et d'une vérification médicale ultérieure par un médecin désigné par l'autorité compétente;

b) L'autorité compétente pourra exiger un examen médical des travailleurs lorsqu'elle l'estimera nécessaire.

IV. — Des instructions relatives aux précautions spéciales d'hygiène concernant leur profession seront distribuées aux ouvriers peintres.

ART. 6. — En vue d'assurer le respect de la réglementation prévue aux articles précédents, l'autorité compétente prendra toutes mesures qu'elle jugera nécessaires, après avoir consulté les organisations patronales et ouvrières intéressées.

ART. 7. — Des statistiques relatives au saturnisme chez les ouvriers peintres seront établies :

a) Pour la morbidité, au moyen de la déclaration et de la vérification de tous les cas de saturnisme;

b) Pour la mortalité, suivant une méthode approuvée par le service officiel de statistique dans chaque pays.

ART. 8. — Les ratifications officielles de la présente Convention dans les conditions prévues à la partie XIII du Traité de Versailles et aux parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

ART. 9. — La présente Convention entrera en vigueur dès que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Elle ne liera que les membres dont la ratification aura été enregistrée au secrétariat.

Par la suite, cette Convention entrera en vigueur pour chaque membre à la date où sa ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

ART. 10. — Aussitôt que les ratifications de deux membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres membres de l'Organisation.

ART. 11. — Tout membre qui ratifie la présente Convention s'engage à appliquer les dispositions des articles 1 à 7 au plus tard le 1^{er} janvier 1924 et à prendre telles mesures qui seront nécessaires pour rendre effectives ces dispositions.

ART. 12. — Tout Membre de l'Organisation internationale du Travail qui ratifie la présente Convention s'engage à l'appliquer à ses colonies, possessions et protectorats, conformément aux dispositions de l'article 421 du Traité de Versailles et des articles correspondants des autres Traités de Paix.

ART. 13. — Tout membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

ART. 14. — Le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra, au moins une fois tous les dix ans, présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente Convention et décidera s'il y a lieu d'insérer à l'ordre du jour de la Conférence la question de la revision ou de la modification de ladite Convention.

ART. 15. — Les textes français et anglais de la présente Convention feront foi l'un et l'autre.

DEUXIEME PARTIE.

Observations se rapportant aux articles du budget.

QUESTIONS POSÉES PAR LA COMMISSION.

A. *Un aperçu général du budget.*

Le Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail est fixé, pour 1923, à la somme totale de 138,453,338 francs, dont 25,503,500 francs de dépenses exceptionnelles.

L'Administration Centrale coûte en tout 3,400,000 francs. Remarquons que la *Revue du Travail* et la documentation entraînent une dépense de 136,000 francs. Nous nous demandons s'il serait réellement si difficile d'arriver, avec une légère augmentation des dépenses, à un meilleur soin de l'édition flamande, qui reste toujours en retard sur l'édition française. S'il est vrai que l'édition française compte six fois plus d'abonnés, il convient de remarquer que beaucoup d'organisations flamandes se voient dans l'obligation de s'abonner à l'édition française, pour disposer en temps opportun des renseignements indispensables que contient la *Revue*. Le fait que l'édition flamande est une traduction de l'édition française, donne lieu à des situations baroques : telles certaines organisations se retrouvant dans l'édition flamande sous un nom fantaisiste, résultant d'une première traduction de leur titre en français, et d'une seconde du français en flamand, etc. Il faudrait des rédacteurs flamands et français, qui traitent chacun les faits qui se passent dans leur domaine, et veillent à une traduction immédiate de la copie, de façon à ce que les deux organes puissent à peu près paraître en même temps.

Nous avons posé à ce sujet une question à M. le Ministre qui a bien voulu nous donner une réponse qui nous permet d'espérer une sensible amélioration de la situation actuelle. Nos honorables collègues trouveront plus loin question et réponse.

Le chapitre IV, Industrie, se monte à 724,500 francs, dont près de la moitié sont affectés à des encouragements pour des ouvrages utiles — livres et documents — commissions, études, missions, expositions, etc. Le Conseil Supérieur du Commerce et de l'Industrie demande 23,500 francs. Un échange de vues au sujet de la représentation ouvrière dans ce Conseil pourrait être intéressant : ce n'est pas seulement dans la question de la réglementation du travail que les travailleurs doivent avoir leur mot à dire. On peut objecter qu'une réforme du Conseil dans le sens que nous venons d'indiquer aurait pour conséquence de l'assimiler au Conseil Supérieur du Travail. Nous ne savons si cette objection est pertinente. Mais dans tous les cas, une collaboration plus intime entre les deux facteurs de la production, représentés d'une part par le Conseil Supérieur de l'Industrie et du Commerce et d'autre part par le Conseil Supérieur du Travail, s'impose.

La question mérite certes un examen approfondi.

Nous passons le chapitre V, Poids et Mesures, qui demande un crédit de plus d'un demi-million, et nous abordons le chapitre VI : Travail.

Nous trouvons ici un poste de 29,000 francs pour impressions, publications, etc. Il convient de remarquer que ce crédit doit être majoré des dépenses que l'on retrouve dans d'autres rubriques, si l'on veut se faire une idée des dépenses du Département consacrées à l'étude des questions du travail.

Les Conseils de Prud'hommes entraînent une dépense de plus de 400,000 francs. Dans cet ordre d'idées, il conviendra d'attirer l'attention sur la réforme de ces Conseils.

Nous croyons savoir que M. le Ministre est décidé à déposer dans quelques jours un projet de loi relatif à cette réforme.

Nous nous en réjouissons très sincèrement.

*
* *

Le Conseil Supérieur du Travail demande 26.300 francs de dépenses. Depuis plusieurs mois, ce Conseil s'occupe presque exclusivement de l'application de la loi des 8 heures à nos différentes industries.

En subsides et en dépenses diverses, les Unions Professionnelles demandent en tout une dépense de 8,500 francs. Ce chiffre dénote clairement l'insuffisance de la loi actuelle qui, au lieu d'attirer les U. P., les repousse et les amène à vivre une vie extra légale. Il convient de faire ressortir l'urgence de la revision de la loi de 1898.

Le chapitre VII, enseignement industriel et professionnel, nous apprend que l'Etat consacre à cet enseignement une somme de 12,250,000 francs, dont 250,000 francs sont affectés à l'Institut Supérieur de Commerce d'Anvers.

Le chapitre VIII, assurance et prévoyance sociales, prévoit en tout 3 millions 113,000 francs de dépenses, 140,000 sont affectés aux subsides aux comités de patronage des maisons ouvrières, ce qui est une augmentation de 27,000 francs sur l'année précédente : elles est entraînée par les frais résultant de l'allocation des primes pour la construction et l'achat de maisons à bon marché. Je me permets de signaler que la limitation à 25 mille francs de la valeur des immeubles construits, entravera considérablement le succès de la politique gouvernementale. Le prix d'un grand nombre des maisons construites par la Société Nationale dépasse les 25,000 francs. Peut être pourrait-on augmenter le prix maximum de quelques milliers de francs, ou interpréter les arrêtés royaux en ce sens que des subsides provinciaux ou communaux permettraient aux Sociétés d'habitations à Bon Marché de revendre les maisons avec une légère perte, au prix maximum fixé.

En subsides et en dépenses de toute nature, les mutualités coûtent à l'Etat une somme totale de 700,000 francs. Les subsides aux caisses mutualistes d'invalidité s'élèvent à 2 millions de francs (crédit non limitatif).

Ces crédits appellent inévitablement à notre esprit la question des assurances sociales obligatoires, — d'autant plus que le chapitre IX demande

lui aussi, pour la participation de l'Etat à la constitution des pensions de vieillesse, des crédits à concurrence de 108 millions et demi de francs, dont 100 millions en exécution de la loi du 20 août 1920. D'autre part, il est prévu dans les dépenses exceptionnelles, un crédit de 14,800,000 francs pour le service médico-pharmaceutique, tandis que les assurances sociales dans les territoires d'Eupen et Malmédy, coûtent 70,000 francs.

La rubrique chômage et placement prévoit, dans les dépenses ordinaires un crédit de 220,000 francs, dont 200,000 francs pour le placement gratuit et 20,000 francs pour encouragements aux caisses de chômage. On retrouve la même rubrique dans les dépenses exceptionnelles, où 800,000 francs sont affectés à des subsides aux Bourses du Travail, 8 millions de francs aux subsides de 50 p. c. sur cotisations aux caisses de chômage, et un demi-million de francs comme intervention de 50 p. c. dans les frais des Fonds intercommunaux. Pour se rendre compte des dépenses occasionnées à l'Etat par le chômage, il faudra ajouter aux sommes mentionnées le crédit au Fonds National de Crise qui, s'élève à 10 millions de francs. Ces chiffres montrent la nécessité absolue d'en arriver sans retard au vote de la loi organique de l'assurance-chômage.

Rappelons qu'un projet de loi sur l'assurance-chômage obligatoire a été déposé à la Chambre par M. Troclet. Ce projet est en somme une version en texte de loi, de la plupart des principes adoptés par la Section Belge de l'Association Internationale pour la Lutte contre le Chômage. De son côté, le gouvernement prépare lui-même un projet sur les mêmes bases.

Quoiqu'il en soit, il faut que le régime provisoire soit remplacé, au 1^{er} janvier 1924 au plus tard, par un régime définitif.

*
* *

Le chapitre X du budget renferme les dépenses entraînées par l'inspection du travail. Elles se montent à un total de 1,339,700 francs, dont 844,700 fr. pour traitements et indemnités et 305,000 francs en frais de route, de séjour et de bureau.

Nous avons soulevé dans la première partie de notre rapport les raisons pour lesquelles une augmentation de ces traitements s'imposent.

La même chapitre renferme un crédit de 150,000 francs pour les Commissions paritaires d'industries. Ces organismes deviennent de plus en plus des institutions réellement permanentes.

Signalons en passant que le Chapitre XI demande pour le service médical du travail un crédit de 317,400 francs, et passons aux dépenses exceptionnelles. 60,000 francs sont affectés à une enquête sur la situation de l'industrie belge, sur celle des employés privés et à des Commissions d'études des conditions du travail dans diverses industries.

Nous apprenons que les Conférences Internationales du Travail coûtent annuellement à la Belgique une somme de 100,000 francs.

Signalons encore quelques autres postes intéressants, tels qu'un subside de 25,000 francs au Comité Central Economique de la Ligue Sociale d'Ache-

teurs; un autre, de 90,000 francs, à la Caisse de prévoyance pour les accidentés du travail; un de 50,000 francs pour les comités régionaux d'arbitrage.

Un crédit de 750,000 francs comme intervention dans les frais d'administration de la S. N. des Habitations à bon marché clôt le relevé des dépenses exceptionnelles.

Voilà les quelques remarques qui se rattachent aux différents articles du budget.

Je me permets d'en signaler encore quelques autres, qu'il était plus difficile de rattacher aux articles du budget, tels :

La réglementation du travail à domicile. Quelles sont, à ce sujet, les intentions du Gouvernement? Le Conseil Supérieur du Travail est-il prêt avec son avant-projet et, dans ce cas, celui-ci sera-t-il bientôt déposé au Parlement?

Les allocations familiales. Ne conviendrait-il pas que le Gouvernement, que nous voyons entreprendre plusieurs enquêtes d'ordre social, fasse une enquête à ce sujet, qui puisse servir de base aux discussions que nous verrons inévitablement se produire sous peu dans toutes les industries?

C'est surtout dans le domaine de la réglementation du travail et de production que le Gouvernement doit suivre une politique nette, une ligne de conduite claire. Nous avons la certitude qu'il ne faillira pas à cette noble, grande et délicate tâche.

B. *La distribution électrique.*

La Commission du Budget de l'Industrie a été saisie par un de ses membres de l'importante question de la révision de la législation sur les distributions électriques.

La diffusion de l'électricité est un facteur essentiel de la prospérité du pays et de sa restauration économique. Elle intéresse la haute industrie pour laquelle le problème de l'interconnection des centrales est vital; la moyenne et la petite industrie profiteraient largement de la vulgarisation d'une force motrice à bon marché; l'agriculture y trouverait un allègement marqué des difficultés que le manque de main-d'œuvre crée dans nos exportations rurales; enfin le pays entier aurait intérêt à voir l'éclairage électrique se répandre jusque dans les coins les plus reculés.

Une Commission fut instituée en juin 1920 par le Ministre des Affaires Economiques pour rechercher les moyens de produire l'électricité en abondance en utilisant les forces perdues ou non employées, et de la mettre à la disposition des consommateurs de toutes catégories.

En décembre 1921, les travaux ont abouti à l'élaboration de deux projets de loi. Les membres de la Commission représentant des intérêts différents et parfois contradictoires se sont mis d'accord sur un système transactionnel qui respecte les droits des producteurs industriels comme ceux des distributeurs.

Nul n'a droit de se créer un monopole. L'intérêt public doit donc être considéré et celui-ci demande la libre concurrence entre tous.

Votre Commission a été unanimemnt d'accord pour demander que le Parlement fut saisi à bref délai de cette question grave qui devrait recevoir une solution au cours de la présente session.

C) La situation des petits fonctionnaires et employés.

Un membre a fait observer que les petits fonctionnaires et employés du Département — comme de tous les Départements d'ailleurs — se trouvent dans une situation d'infériorité vis-à-vis des hauts fonctionnaires, en ce qui concerne la différence existant entre le minimum et le maximum de leur traitement et le nombre d'années exigées pour atteindre ce dernier.

Le tableau ci-après met en lumière le bien fondé de cette observation.

Aussi la Commission exprime-t-elle le vœu que le Gouvernement veuille bien réexaminer ces barèmes avec le désir d'améliorer, si possible, la situation des petits fonctionnaires et employés.

EMPLOI.	Nombre d'agents.	Traitements annuels.
Secrétaire général	1	Fr. 22,500
Directeur général	5	19,000 à 21,000
Directeur général à titre personnel	24	17,000 à 19,000
Directeur		15,000 à 17,000
Inspecteur principal	1	15,000 à 17,000
Sous-Directeur	11	11,500 à 13,000
Inspecteur	4	8,000 à 13,000
Actuaire	1	11,500
Chef de bureau	30	9,500 à 11,000
Traducteur	3	8,000 à 11,000
Contrôleur	10	6,400 à 11,000
Rédacteur	37	6,400 à 9,000
Sous-Chef de bureau		8,000 à 9,000
Commis Rédacteur	73	4,400 à 7,700
Commis Traducteur	4	
Sténo-Dactylo	22	3,700 à 7,300
Commis d'ordre	16	
Dactylographe	19	3,700 à 7,300
Huissier	19	3,600 à 6,200
Téléphoniste	1	3,600 à 6,200
Chef-ouvrier	2	3,200 à 4,800
Messenger	7	
Menuisier	1	3,200 à 4,400
Garçon de bureau	23	
Concierge	6	900 à 1,440
Nettoyeuse		1,500 à 2,000
Auxiliaire-temporaire	5	3,300 à 6,600

**C. — Questions posées par la Commission avec les réponses
du Département**

ART. 2. — Personnel

QUESTION.

Quelles sont les fonctions exercées par les 29 directeurs généraux et directeurs signalés à l'article 2? Quels services dirigent-ils?

RÉPONSE.

Les directeurs généraux et directeurs attachés à l'Administration centrale sont, par ordre hiérarchique :

1. M. Stevens, J., directeur général.
2. M. Mavaut, O., —
3. M. Theate, Th., —
4. M. Lebacqz, J., —
5. M. Vanderreken, J., —
6. M. Jonkheere, A., inspecteur général.
7. M. Verduyze, F., directeur général.
8. M. Mavaut, H., directeur général à titre personnel.
9. M. Bastenier, F., — —
10. M. Van Raemdonck, A., — —
11. M. F. François, E., — —
12. M. Sole, G., — —
13. M. Delannoy, S., directeur.
14. M. Warnotte, D., —
15. M. Schrijvers, U., —
16. M. Nieuwland, P., —
17. M. Forgeur (Baron E.) —
18. M. Grignard, G., —
19. M. Nicolay, M., —
20. M. Bribosia, J., —
21. M. Hillaert, C., —
22. M. Roman, E., —
23. M. Breuwer, M., —
24. M. Paternotte, E., —
25. M. Capart, M., —
26. M. Lagasse de Locht. —
27. M. Mercier, N., —
28. M. De Voghel, J., —
29. M. de Cannart d'Hamale, —

Les attributions de ces fonctionnaires et les services qu'ils dirigent sont indiqués d'une façon détaillée à l'*Almanach Royal*.

ART. 5a.

QUESTIONS.

Quel est « l'état actuel » de la bibliothèque du Département? La Commission désire pouvoir éclairer la Chambre au sujet de sa valeur documentaire et le genre d'ouvrages qui s'y trouvent.

Le Département fait-il un effort pour « centraliser » la bibliothèque et les services de documentation?

RÉPONSE.

La bibliothèque du Département de l'Industrie et du Travail se compose d'ouvrages relatifs à l'évolution industrielle, à la politique sociale, à la statistique sociale et à certaines questions connexes (histoire, technique, etc.).

Elle comprend actuellement 30,000 ouvrages de fond, d'importantes séries de documents officiels, rapports, statistiques, etc.; 300 périodiques et un grand nombre de collections complètes de ces périodiques.

Tous ces documents ont été répertoriés dans un catalogue sur fiches, dont la partie systématique compte environ 120,000 fiches.

A part une collection d'ouvrages techniques et statistiques conservés par l'Administration des Mines, il n'existe pas d'autre bibliothèque dans le Département.

La bibliothèque du Département de l'Industrie et du Travail a un service régulier de documentation comprenant toute la partie bibliographique de la politique sociale et une partie spéciale portant sur la législation sociale à l'étranger.

ART. 5

QUESTION :

Le Département de l'Industrie et du Travail belge, intervient-il dans les frais pour la publication de la Revue Internationale du Travail à Genève?

Dans l'affirmative pour quelle somme?

RÉPONSE :

Le Département de l'Industrie et du Travail belge n'intervient pas dans les frais de publication de la *Revue Internationale du Travail*.

ART. 6b.

QUESTION :

Pourquoi le « logement » n'entre-t-il pas dans la fixation de l'Index-Number?

RÉPONSE ;

On n'a pu tenir compte du facteur « loyer » dans le calcul de l'Index-Number simple parce que, s'il est facile de connaître le prix d'un kilogramme

de pain, de riz ou de café, il n'existe pas d'unité de mesure pour le logement. Le prix payé pour le loyer varie d'après le nombre de pièces occupées, la population des localités, la situation plus ou moins excentrique du logement, la jouissance d'un jardin ou sa privation, le fait que le loyer a pu subir certaines majorations, etc. Les essais qui ont été faits lors de la préparation de l'Index-Number simple, essais pour lesquels on a procédé à de nombreuses enquêtes, n'ont donné aucun résultat.

Le loyer, par contre, interviendrait nécessairement dans un index du « coût total de la vie », basé sur des observations nombreuses et prolongées de familles ouvrières. Mon Département s'en occupe avec activité et espère aboutir avant longtemps.

ART. 7a.

QUESTION :

Le Département ne pourrait-il faire un effort sérieux pour que l'édition flamande de la Revue du Travail (très intéressante d'ailleurs) puisse suivre de très près l'édition française, ou à peu près paraître en même temps.

RÉPONSE :

Depuis la dernière demande de M. le Représentant Heyman, au sujet de la parution de l'*Arbeidsblad*, demande justifiée par les retards qui existaient à cette époque, un gros effort a été accompli, ainsi que l'a constaté d'ailleurs à plusieurs reprises la presse belge d'expression flamande, notamment les journaux *Het Laatste Nieuws* et *De Tijd* du 17 décembre 1922. Des instructions ont été données pour que l'*Arbeidsblad* paraisse huit jours après l'édition française, qui sort le dernier jour du mois. Pendant la période considérée, les numéros de l'*Arbeidsblad* ont été servis d'une façon régulière dans les délais prévus, sauf le numéro de novembre, dont la parution fut retardée par un cas de force majeure (interruptions du courant électrique à l'imprimerie).

Par ailleurs, il n'est pas possible de faire paraître en même temps l'édition française et de l'édition flamande de la *Revue du Travail*; cette revue s'alimentant surtout dans les milieux internationaux, la mise au point du texte flamand demande de grands travaux de traduction.

ART. 12. — *Traitement de disponibilité tenant lieu de pension.*

QUESTION :

La Commission désire quelques éclaircissements au sujet de cet article.

RÉPONSE :

Conformément à l'article premier, § 4°, de l'arrêté royal du 17 mars 1921, pris sur la proposition du Conseil des Ministres, les fonctionnaires et

employés de l'État sont mis en disponibilité dans le cas où, devant être mis à la retraite, ils ne réunissent pas le nombre d'années de service exigé pour la pension et ne sont pas reconnus atteints d'infirmités qui les mettent hors d'état de continuer leurs fonctions.

L'art. 5 du même arrêté fixe le traitement à allouer aux intéressés.

C'est pour ne pas fausser le chiffre du crédit destiné à payer les traitements du personnel en activité de service qu'il a paru préférable de créer un article spécial pour les traitements de disponibilité.

ART. 14, 15, 16.

QUESTION :

Quelle est exactement la mission du « Conseil des Mines » ? Comment est-il composé ? Comment nommé ? Son existence est-elle indispensable ?

RÉPONSE :

Les attributions du Conseil des Mines, sa composition, etc. sont exposées à la page 934 de l'*Almanach Royal* pour 1922 (dernière édition parue).

L'utilité de ce Conseil a été plusieurs fois mise en doute : je rappellerai à ce sujet ce qui suit :

La suppression du Conseil des Mines a été votée en 1848 par la Chambre, mais rejetée par le Sénat.

En 1884, la Section centrale chargée d'examiner le Budget du Ministère de l'Intérieur estimait que l'intervention du Conseil n'était plus nécessaire et que ses attributions pouvaient sans inconvénient être conférées à l'Administration des Mines, érigée récemment en Direction générale (Doc. parl. 1883-1884, Chambre, page 180). La Chambre paraissait du même avis, mais un membre (M. Gilliaux) fit valoir qu'un certain nombre de demandes de concessions ou d'extension de concessions étaient encore en instruction (séance du 23 février 1884. Ann. parl. Chambre, p. 639). Cette considération, jointe à l'éventualité d'une loi sur la concessibilité des minerais de fer, empêcha une décision immédiate.

Toutefois il fut décidé, l'année suivante, que, par mesure d'économie, et en attendant les propositions du Gouvernement, il n'y avait pas lieu de pourvoir au remplacement de deux conseillers effectifs décédés (voir Rapport sur le Budget du Ministère de l'Agriculture, etc. pour 1885, Doc. parl. 1884-1885, Chambre, p. 131). Le nombre de conseillers effectifs fut donc réduit à deux.

Cette situation dura jusqu'en 1903 : à cette époque, le Gouvernement, considérant d'une part l'accroissement des attributions du Conseil des Mines (Examen de questions de législation. Entérinement des statuts des Unions Professionnelles. Appel des décisions concernant les allocations de 65 fr.) et d'autre part, le travail résultant de la découverte de gisements houillers dans la Campine, proposa l'inscription au Budget du Ministère de l'Industrie et du Travail du crédit nécessaire pour nommer deux conseillers de manière

à atteindre le nombre fixé par la loi organique de 1837 (Documents parlementaires, session 1902-1903, Chambre n° 4, VIII, page 6.

ART. 16. — Conseil des mines. — Matériel.

QUESTION :

Ce même crédit était-il demandé au budget de 1922 à l'article 62?

Ce crédit a-t-il été épuisé?

Comment ce nouveau crédit pour « matériel » est-il justifié?

RÉPONSE :

Il ne s'agit pas en l'occurrence d'un nouveau crédit. Son montant qui est le même que celui fixé pour les années précédentes est destiné à couvrir, en 1923, les dépenses à résulter du chauffage, de l'éclairage, du nettoyage et du reliement au téléphone des locaux occupés par le Conseil des Mines ainsi que celles concernant l'entretien du mobilier, de la bibliothèque, des abonnements, des achats et des reliures de livres et des publications, des frais de bureau, d'impressions, etc., etc., de ce Conseil.

ART. 17. — Corps des Mines : traitement et indemnités fixes.

QUESTION : Personnel :

On prévoit 100,000 francs pour la nomination de nouveaux agents.

A quoi ces agents sont-ils destinés ?

RÉPONSE :

Il ne s'agit pas de nouvelles places à créer, mais de nominations à faire pour remplir les emplois vacants ce qui est indispensable pour assurer d'une façon efficace la protection légale des travailleurs de la mine.

**ART. 32. — Service géologique et Conseil géologique.
Traitement et indemnités.**

QUESTION :

Conseil géologique :

Président,

Secrétaire,

Attaché au secrétariat.

Ces membres sont-ils des fonctionnaires ou des professeurs ?

RÉPONSE :

Le président actuel du Service géologique est M. Lebacqz, Directeur général des Mines et le secrétaire, M. A. Renier, chef du Service Géologique.

L'attaché au secrétariat est M. L. Devaivre, chef de bureau à titre personnel à l'Administration des Mines.

Les autres membres de la Commission sont des personnalités scientifiques : membres de l'Académie des Sciences, professeurs d'enseignement supérieur ou spécialistes particulièrement distingués.

ART. 36.

QUESTION :

Quelle est l'utilité de la « Commission Consultative des Machines à Vapeur ? »

Quelle est sa mission ?

N'y a-t-il pas lieu de la supprimer ?

RÉPONSE :

La Commission consultative permanente pour les Appareils à Vapeur a été instituée pour examiner les questions qui lui sont soumises par M. le Ministre et notamment pour donner un avis sur les demandes en dérogation au règlement des appareils à vapeur.

On ne pourrait supprimer la Commission qu'après avoir modifié l'arrêté royal qui rend obligatoire la consultation de la dite Commission en matière de dérogation.

Il n'y a pas lieu de supprimer la Commission des Appareils à Vapeur, car les connaissances pratiques qui y sont apportées par des fonctionnaires techniques des autres Départements (Ponts et Chaussées, Chemins de Fer et Marine) et par des spécialistes (professeurs d'Université, industriels, etc.) sont nécessaires pour appliquer le règlement sur les appareils à vapeur.

Au surplus, la Commission des Appareils à Vapeur ne se réunit que deux ou trois fois par an, pour liquider son ordre du jour et les dépenses qu'elle occasionne sont minimes.

ART. 37.

QUESTION :

Quelle est l'utilité de la « Commission consultative permanente pour l'électricité » ?

Quelle est sa mission ?

N'y a-t-il pas lieu de la supprimer ?

RÉPONSE :

La Commission consultative permanente pour l'électricité a été instituée par arrêté ministériel du 20 juin 1921.

Elle a pour mission, en matière d'installations et d'appareils électriques, d'unifier l'instruction des affaires soumises à l'examen des officiers des mines ; d'étudier et de résoudre toutes les difficultés d'application de la réglementation en vigueur dans les mines, minières et carrières, ainsi que dans tous les établis-

sements surveillés par les Ingénieurs des Mines, et de rechercher les modifications et compléments qu'il convient d'apporter à cette dernière en tenant compte des progrès de la technique.

Étant donné le développement que prend l'utilisation des engins électriques dans les diverses entreprises industrielles et les dangers qui peuvent en résulter surtout dans les travaux souterrains des mines, il ne peut être question de supprimer cette Commission.

Celle-ci comprend des spécialistes dont les lumières sont indispensables pour résoudre ces divers problèmes. Elle ne se réunit, au surplus, que rarement. Elle n'est convoquée que lorsqu'elle est en situation de traiter plusieurs affaires en une même séance.

ART. 44. — Inspection de l'Industrie. — Matériel.

QUESTION :

Pourquoi le Département propose-t-il la suppression des 48,000 francs ?

RÉPONSE :

Le Comité des Secrétaires généraux examine la possibilité de réduire le nombre des publications assumées par le Gouvernement.

Au nombre des économies importantes que l'on peut réaliser, on cite celle résultant de la suppression de la publication des monographies industrielles. Cette suppression se justifie par les motifs suivants :

Les monographies industrielles envisagent du point de vue technique un nombre considérable d'industries très différentes. On ne peut espérer raisonnablement que les ingénieurs attachés au Service de l'Inspection de l'Industrie soient au courant de la technique de toutes les industries qu'ils ont à décrire. Il en résulte donc que les renseignements qui sont fournis par les industriels sont reproduits tels quels et manquent souvent de précision ou ne sont plus à la hauteur des derniers progrès scientifiques.

Le caractère des monographies industrielles reste dans le côté « vulgarisation », c'est-à-dire qu'elles n'apprennent rien aux gens de métier et que ce qu'elles apprennent à d'autres n'a pas un caractère d'utilité suffisant pour justifier la dépense considérable qu'elles nécessitent.

ART. 46 à 49.

QUESTION :

Est-il exact que le Département se propose d'admettre les balances avec « cadran » au lieu des balances avec fléau ?

Ne serait-ce pas soutenir la concurrence et la fabrication étrangères ?

Cela ne faciliterait-il pas les fraudes ?

RÉPONSE :

Les balances à cadran dites aussi à lecture directe, sont admises à la vérification depuis le 1^{er} janvier 1923 comme elles le sont depuis longtemps déjà dans d'autres pays.

Les instruments qui proviennent de l'étranger doivent acquitter des droits d'entrée assez élevés, ce qui fait que l'industrie nationale qui est à même de les fabriquer également jouit de ce chef d'une certaine protection.

Quant aux fraudes possibles, celles-ci semblent moins à redouter à cause des facilités plus grandes que l'emploi des balances à lecture directe procure aux acheteurs pour constater le poids réel de la marchandise délivrée.

ART. 46a. — Poids et mesures. — Personnel.

QUESTIONS.

*Pourquoi un inspecteur « général » et un ingénieur « principal » ?
Quelles sont leurs fonctions respectives ?*

RÉPONSE.

A) Il n'y a pas d'Inspecteur général mais un Inspecteur général à titre personnel. Ses fonctions consistent essentiellement dans l'Inspection du Personnel du Service de la Vérification des Poids et Mesures et de la surveillance générale, de l'application des lois et arrêtés. Sa mission s'étend à tout le pays. Ce fonctionnaire doit se rendre compte de la manière dont s'acquittent de leur mission les agents du service. Il fait les propositions de nominations et de promotions les concernant.

Tant en vérification *périodique* (instruments en usage) qu'en vérification *première* (instruments neufs), il s'assure que le contrôle s'exerce complètement.

Outre ce service d'inspection proprement dite, il est appelé à l'Administration centrale à fournir un important travail administratif; étude des règlements, modifications, applications; examen des réclamations, enquêtes, rapports; propositions relatives à l'organisation des tournées des vérificateurs; examen des recours en grâce et propositions; vérification des états des frais de route et de séjour du personnel; étude des rapports annuels des vérificateurs; établissement de statistiques récapitulatives, par district, pour tout le pays; commande et réception des poinçons et des fournitures; intervention constante pour maintenir et au besoin activer la surveillance, donner des instructions en vue des saisies et des procès-verbaux.

B) L'ingénieur principal est attaché, lui, au Service technique des Poids et Mesures et de l'Étalonnage électrique qui a dans ses attributions l'examen des questions techniques relatives aux Poids et Mesures et la vérification des étalons et des instruments de précision.

ART. 58.

Enseignement industriel, professionnel, commercial et ménager : subsides, matériel, frais d'examen. — Missions : commissions, congrès, bourses,

études, impressions, publications, livres et documents. — Dépenses diverses.

QUESTION :

Dans les observations on dit : « Il a été décidé de ne plus intervenir d'une » manière spéciale dans les frais de construction et de loyer des locaux des » écoles anciennes et nouvelles.

» La Commission demande « le pourquoi » de cette décision ».

RÉPONSE :

Un crédit de 500,000 francs, destiné à permettre l'intervention de l'Etat dans les frais de construction et de loyer des écoles techniques, a été inscrit une première fois au budget de 1921. Ce crédit a été porté à un million au budget de 1922.

Il a été décidé de n'utiliser aucun de ces crédits parce qu'il a été reconnu que leur montant serait insuffisant et que la situation financière ne permettait pas de les majorer à concurrence des nécessités.

En effet, au mois d'août 1922, les dépenses prévues par les écoles ayant sollicité l'intervention de l'Etat dans la construction, l'aménagement ou l'achat de locaux s'élevaient à 7,000,000 de francs environ (5,000,000 de fr. pour les écoles de garçons et 2,000,000 de francs pour les écoles des filles). De nouvelles demandes se sont produites depuis lors et leur nombre n'aurait fait que s'accroître au fur et à mesure que serait connue l'intervention gouvernementale.

C'est pourquoi le crédit d'un million a été supprimé au projet de budget pour 1923.

QUESTION :

Le Département voudrait-il me dire quelles sont les règles suivies dans la subvention des Bourses du Travail : a) officielles ; b) libres ?

RÉPONSE :

BOURSES OFFICIELLES. — Avant l'ouverture de l'exercice, les Bourses officielles ont à soumettre le budget de leurs recettes et dépenses au Département. Celui-ci fixe la somme à concurrence de laquelle il interviendra dans les dépenses en tenant compte de la contribution des pouvoirs publics de la région intéressée. Si les services rendus par la Bourse cessent d'être en proportion des dépenses, l'institution est supprimée.

BOURSES LIBRES. — Le Département intervient en allouant des subventions calculées au prorata des placements effectués et contrôlés. Le taux de l'allocation par placement est de fr. 7.50 pour les bourses de première catégorie et de fr. 5.00 pour celles de deuxième catégorie.

Les bourses de première catégorie sont celles qui ont créé un service spécial pour le placement gratuit, avec locaux, personnel et matériel distincts des autres œuvres dont elles dépendent.

Par bourses de deuxième catégorie, il faut comprendre celles qui sont l'ac-

cessoire d'une autre institution, qui ne font le placement qu'occasionnellement, ou dont les locaux ne sont pas suffisamment aménagés.

De plus, il est fourni à ces organismes un certain nombre d'imprimés (fiches, statistiques).

ART. 75.

QUESTION :

Les pensions de vieillesse ne peuvent-elles être liquidées au moyen de chèques-postaux? Des pensionnés se plaignent du fait de devoir attendre leur paiement chez les receveurs pendant des heures?

RÉPONSE :

En exécution des instructions qui leur ont été adressées d'accord avec mon Département, par l'Administration compétente du Ministère des Finances, les Receveurs des Contributions doivent, dans les grandes localités, tenir en février-mai-août et novembre de chaque année des séances spéciales pour procéder aux paiements des pensions : les vieillards sont convoqués dans un ordre déterminé (ordinairement d'après l'ordre alphabétique de leur nom) à des jours et heures spécialement fixés à cette fin. Mais, au jour fixé, pour ainsi dire, tous les vieillards convoqués se présentent ensemble longtemps avant l'ouverture du bureau : et comme le Receveur ne peut pas les payer tous immédiatement, il se comprend que certains d'entre eux doivent faire une station quelquefois longue avant d'être payés.

L'adoption du système des chèques-postaux, pour le paiement des pensions de vieillesse, ne pourrait avoir pour effet d'éviter que les bénéficiaires attendent pendant un temps plus ou moins long dans le bureau-payeur avant de percevoir la somme qui leur revient.

Dans le régime actuellement en vigueur, les bénéficiaires de la pension sont mis en possession d'un titre de pension auquel sont annexées des quittances trimestrielles. Il suffit aux intéressés de signer la quittance afférente au trimestre échu pour percevoir la somme qui leur revient. C'est la seule formalité exigée de ceux-ci. Tout autre mode de paiement exigerait de la part de ces vieillards l'accomplissement de formalités plus compliquées, c'est ce que nous avons voulu éviter.

ART. 107. — *Remboursement au Trésor du solde de l'avance faite au groupement d'achat du Département par l'Administration du Ravitaillement.*

QUESTION :

Pourquoi faut-il que l'État porte ces déficits?

RÉPONSE :

Il s'agit d'une mesure générale s'appliquant aux économats institués dans la plupart des Départements ministériels.

Peu après l'armistice ces économats ont été constitués en vue de venir en aide au personnel. Ces organismes ont dû mettre en stock, en ce moment, des marchandises à un prix élevé qu'ils ont revendues à perte par la suite.

Pour combler ces déficits, il eut fallu permettre aux économats de prolonger leur existence et de contribuer à acquérir des marchandises.

Au cours de sa séance du 19 juin, le Conseil des Ministres a estimé que pareille façon de faire pouvait avoir pour résultat d'augmenter les déficits déjà considérables constatés dans plusieurs économats et a décidé que ceux-ci devaient être liquidés sans retard.

C'est à la suite de cette décision que les Départements ministériels ont été invités à prendre en charge le déficit éventuel de leur groupement d'achat.

La Commission a approuvé le budget à l'unanimité des membres présents. Le rapport a été approuvé de la même façon.

La Commission demande donc à la Chambre d'approuver à son tour le budget.

Le Rapporteur,

HENRI HEYMAN.

Le Président,

MAURICE PIRMEZ



(16)

(Nr 153.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 FEBRUARI 1923.

BEGROOTING VAN HET MINISTERIE VAN NIJVERHEID EN ARBEID VOOR HET DIENSTJAAR 1923 (1).

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER HEYMAN.

MIJNE HEEREN,

Het verslag, dat wij de eer hebben u voor 1923, in naam van de Bijzondere Commissie, over te leggen, is de aanvulling van ons verslag van verleden jaar. De aangewende methode is de volgende : wij hebben de vraagstukken hervat, welke wij in ons vorig verslag hebben behandeld, en wij hebben onderzocht hoever het thans staat met die vraagstukken.

Ons verslag is dus een werk van aanpassing : Hoe stonden de zaken in 1922 ? Hoe staan de zaken in 1923 ? Deze zijn de twee vragen welke wij, bij het opmaken van dit verslag, in overweging hebben genomen.

Waar wij derwijze handelden, was het ons er om te doen onze medeleden in de gelegenheid te stellen, het verslag van dit jaar te vergelijken met dat van het vorige jaar en, dank zij deze vergelijking, een juist oordeel te krijgen omtrent den huidige stand van de behandelde vraagstukken.

Het eerste deel heeft dus betrekking op de algemeene vraagstukken, welke tot de bevoegdheid van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid behooren :

(1) Begrooting, nr 4-IX.

(2) Samenstelling van de *Bijzondere Commissie* :

- 1) De leden van de *Bestendige Commissie voor Handel, Nijverheid, Sociale Verzekeringen en Voorzorg* : de heeren Pirmez, voorzitter, Branquart, De Bruycker, Debruyne (R.), de Liedekerke, Delvigne, Eekelers, Falony, Heyman, Neven, Pater, Pecher, Troclet, Van Caeneghem, Van Schuylenbergh en Wauters.
- 2) *Zes leden door de Afdelingen benoemd* : de heeren Lamborelle, Vergels, de Wouters d'Oplinter, Debruyne (R.), Van Isacker en Heyman.

sociale verzekeringen, bestrijding van de werkloosheid, plaatsing, vakonderwijs, toepassing van de acht-uren-wet in België en buitenlands, internationale wetgeving.

Het tweede deel houdt meer bijzonder verband met de bestuursaangelegenheden, d. w. z. met de verschillende artikelen der begrooting.

Evenals verleden jaar hebben wij in naam van de Bijzondere Commissie aan de Regeering eene reeks vragen gesteld; wij maken die, samen met het bekomen antwoord, bekend in het tweede deel van ons verslag.

MUTUALITEIT.

ALGEMEEN OVERZICHT.

Het overzicht, dat ik verleden jaar de eer had u in mijn verslag over de begrooting voor het dienstjaar 1922 te schetsen wat betreft den toestand van onze mutualiteiten, mocht u een denkbeeld geven van de herleving dezer vereenigingen sedert den wapenstilstand en van de door haar gevolgde nieuwe richting in verband met eene meer wetenschappelijke inrichting, steunende op de wet der groote getallen.

Terwijl onderstaande tabel voorziet in de definitieve aanvulling, tot 31 December 1921, van de uitslagen, welke ik u in mijn vorig verslag slechts bij benadering kon geven, omdat toen een zeker aantal vereenigingen op het einde van dat dienstjaar de wettelijke erkenning nog moesten bekomen, worden u thans daarin, om dezelfde reden, slechts onvolledige cijfers gegeven wat het dienstjaar 1922 betreft.

Mutualistenvereenigingen en -bonden erkend gedurende de jaren 1921 en 1922.

Provinciën.	Bonden.		Vereenigingen.	
	1921	1922	1921	1922
Antwerpen	3	4	25	47
Brabant	4	4	29	46
West-Vlaanderen	—	4	10	12
Oost-Vlaanderen	4	4	24	8
Henegouw	—	4	14	23
Luik	4	2	16	23
Limburg	—	—	15	15
Luxemburg	—	—	—	—
Namen	—	—	7	8
Totalen	9	40	140	124

Anderzijds hebben tal van vereenigingen hunne statuten gewijzigd, ten einde ze aan te passen bij de nieuwe behoeften, inzonderheid door het bedrag der bijdragen en der vergoedingen te verhoogen. Deze wijzigingen in de statuten gaven in 1922 aanleiding tot bekrachtigingen, waarvan het aantal wordt opgegeven in de volgende tabel.

Erkende Mutualistenvereenigingen en Bonden waarvan de statuten bekrachtigd werden gedurende de jaren 1921 en 1922 (1).

Provinciën.	Bonden.		Vereenigingen.	
	1921	1922	1921	1922
Antwerpen	6	6	100	103
Brabant	8	9	63	80
West-Vlaanderen . . .	»	1	22	25
Oost-Vlaanderen. . .	4	4	82	43
Henegouw	4	8	35	40
Luik	2	2	39	49
Limburg.	»	»	10	9
Luxemburg	1	»	6	9
Namen	»	1	14	5
Totalen	22	31	391	333

Ten slotte dient te worden gewezen op de dringende noodzakelijkheid, welke de vereenigingen hebben ondervonden om zich op steviger en meer oordeelkundige wijze weder in te richten. Daarom hebben die vereenigingen zich ontbonden verklaard, ten einde zich met elkander te vereenigen en aanzienlijker organismen te vormen, welke beter aan de behoeften van de verzekering tegen ziekte voldoen.

Dit is het centralisatie-doel, dat werd nagestreefd door de meeste vereenigingen, welke in onderstaande tabel vermeld staan als ontbonden zijnde in 1922.

(1) De gegevens voor 1922 zijn niet definitief; verscheidene aanvragen zijn nog aan het gebruikelijk onderzoek onderworpen.

Erkende Mutualistenvereenigingen en -Bonden waarran de ontbinding bij bericht bekendgemaakt werd in de bijlage van het Staatsblad gedurende het jaar 1922.

Provinciën.	Met het oog op de definitieve schorsing der verrichtingen.		Met het oog op samensmelting met andere mutualiteiten-groepeerings.		Vereenigingen die de reden van hunne ontbinding niet te kennen gaven.	Totalen.
	Vereenigingen.	Bonden.	Vereenigingen.	Bonden.	Vereenigingen.	
Antwerpen . . .	5	»	24	1	1	31
Brabant . . .	3	»	25	»	»	28
West-Vlaanderen .	6	»	10	»	»	16
Oost-Vlaanderen .	10	»	11	»	1	22
Henegouw . . .	14	»	7	1	4	26
Luik	12	2	26	»	4	44
Limburg . . .	4	»	»	»	»	4
Luxembourg . .	0	»	»	»	»	»
Namen	2	»	1	»	1	4
Het Rijk . . .	56	2	104	2	11	175

Van nu af aan mag men zich in de toekomst aan gunstige uitslagen verwachten, terwijl toch uit bovenstaande gegevens blijkt dat onze mutualisten-organisaties eene strekking vertoonen om zich op zulke wijze te ontwikkelen dat zij kunnen voldoen aan de steeds toenemende vereischten van de sociale verzekeringen.

Bijzonder aanmoedigend waren de uitslagen in zake den *genees- en artseneijkundigen dienst* en de *invaliditeitskassen*.

Dat blijkt op treffende wijze uit onderstaande tabel, waarbij wordt opgegeven het aantal deelnemers aan den genees- en artseneijkundigen dienst op 31 December 1921, in de erkende vereenigingen welke dezen dienst hebben ingericht overeenkomstig de voorschriften van den omzendbrief van 20 Februari 1920.

PROVINCIEËN.	Gezins- hoofden.	Echtgen. (vrouwen).	Kinderen.	Ouders en grootouders	Ongehuwd.	Totalen.
Antwerpen . . .	74,127	68,603	112,012	5,431	28,553	288,728
Brabant . . .	68,492	64,057	72,297	4,014	25,741	234,601
West-Vlaanderen . .	22,936	20,260	41,899	2,195	11,895	99,187
Oost-Vlaanderen . .	66,616	58,805	98,014	6,692	37,028	267,155
Henegouw . . .	102,200	93,116	115,948	12,051	35,105	358,421
Luik . . .	77,499	68,576	82,356	10,105	54,994	293,530
Limburg . . .	40,536	9,069	27,615	1,936	2,890	52,046
Luxemburg . . .	856	687	1,347	164	319	3,373
Namen. . .	25,155	22,029	32,380	4,573	9,629	93,766
Totalen. . .	448,417	405,202	583,868	47,461	206,159	1,690,807

Wat de invaliditeitskassen betreft, de merkwaardige toeneming, welke verleden jaar op dit gebied werd vastgesteld, duurt steeds voort.

Deze kassen genieten Rijkssteun, op grond van de bepalingen der wet van 5 Mei 1912, naar rato van *60 centiem per frank* der bijdragen, door de werkende leden gestort gedurende het jaar dat aan het begrootingsjaar voorafgaat, waarop de toelagen worden aangewezen.

Terwijl het bedrag der premies, toegekend voor de in 1921 gedane stortingen, fr. 331,548.14 beliep, is het te voorzien dat er voor de stortingen der aangeslotenen in 1922, op de begrooting van 1923 een crediet zal dienen te worden uitgetrokken van 2,000,000 frank; het crediet, in 1922 uitgegeven wegens in 1921 gedane stortingen, beliep ongeveer 1,650,000 frank.

OUDERDOMSPENSIOENEN.

De Regeering heeft den 28ⁿ November 1922 een wetsontwerp ter tafel gelegd, waarbij beoogd wordt niet alleen de definitieve regeling van het vraagstuk der ouderdomspensioenen, maar ook het invoeren van eene rente ten behoeve der weduwen en het toekennen van eene tegemoetkoming aan de weezen beneden 16 jaar. Dit is in beginsel eene wet tot verplichte verzekering, doch zij, die niet voldoen aan de vereischten om er aan onderworpen te zijn, zullen gelijke voordeelen kunnen bekomen als diegenen, die er wel aan onderworpen zijn, mits zij vrijwillig de voorgeschreven stortingen doen. Bij het ontwerp wordt ook de toekenning voorzien van eene kostelooze tegemoetkoming aan de ouderlingen zonder bestaansmiddelen, die niet de noodige bijdragen hebben gestort om de voordeelen te kunnen genieten welke de wet toekent aan degenen, die er aan onderworpen zijn, of aan de vrijwillige verzekerden.

Naar alle waarschijnlijkheid zal dit wetsontwerp op zijn vroegst in 1923 kunnen in werking treden. Opdat de ouderlingen, die den leeftijd van 65 jaar zullen bereiken gedurende den tijd begrepen tusschen 1 Januari

1923 en het in werking treden der nieuwe wet, niet van ouderdomspensioen verstoken blijven, heeft de Regeering aan de Kamers gevraagd, den geldigheidsduur der wet van 20 Augustus 1920 te verlengen. Door de wet van 3 Januari 1923 worden de belanghebbenden, die geboren zijn vóór 1 October 1860, op die wijze in staat gesteld om het pensioen aan te vragen en te genieten.

De Commissie, welke gelast werd verslag uit te brengen over het wetsontwerp tot verlenging der wet van 20 Augustus 1920 (ontwerp n^o 19), had den wensch uitgedrukt, van den Minister van Nijverheid en Arbeid enkele inlichtingen te bekomen over de uitslagen van de toepassing der wet van 20 Augustus 1920, gedurende het jaar 1921. Wij hebben enkele zeer belangwekkende statistische tabellen ontvangen, welke achteraan het verslag n^o 41 zijn opgenomen. Gaarne hadden wij dezelfde inlichtingen voor het jaar 1922 kunnen geven, maar deze zullen slechts op het einde van dit kwartaal kunnen bekendgemaakt worden.

Wij zullen er alleen op wijzen, dat de Minister van Nijverheid en Arbeid in de vergadering van de Kamer der Volksvertegenwoordigers van 16 Januari 1923 verklaard heeft dat hij voornemens was wijzigingen te brengen in de regelen, bij Koninklijk besluit van 10 Novembre 1920 gesteld tot het indienen en onderzoeken van de pensioensaanvragen, en wel om, in de maat van het mögelijke, den vrij langen tijd te verkorten tusschen het indienen van die aanvraag en het bekomen van het pensioensbrevet; het is ook volstrekt noodig, nieuwe maatregelen te nemen opdat de verstrekte inlichtingen volledig en juist wezen. In beginsel heeft de Kamer hare instemming met de aangekondigde wijzigingen betuigd.

Goedkoope woningen.

Tot verbetering van den toestand in zake woongelegenheden werd bij Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922 eene premie ingesteld om het bouwen van goedkoope woningen door de leden van de minder bemiddelde standen te bevorderen.

Laten wij hier herinneren aan de hoofdbepalingen van dit besluit :

Aantal premies. — Het aantal werd op 10,000 bepaald.

Bedrag der premie. — De premie verschilt naar gelang het opgericht huis behoort tot eene of andere der bij voormeld besluit voorziene categorieën.

Als men er de verhoogingen bijrekenet welke toegelaten zijn wegens de ten laste zijnde kinderen, kan de premie van 2,000 tot 3,600 frank bedragen.

In geen geval echter kan het bedrag der premie een vierde van de kosten voor het bouwen der woning overschrijden.

Gebouwen, hoogste waarde, gestelde voorwaarden. — De premie kan slechts bekomen worden niets de prijs van het gebouw, volgens de voorziene categorieën, met inbegrip van de verhoogingen ten behoeve van de groote gezinnen, een bedrag, dat kan gaan van 18,000 tot 30,000 frank, niet overschrijdt.

Als men er de waarde van den grond bijvoegt, die $\frac{1}{5}$ van de waarde van het gebouw niet mag overschrijden, zal de waarde van het vast goed, gebouwd en ongebouwd, kunnen schommelen tusschen 21,000 en 36,000 fr.

De gebouwen moeten aan bepaalde voorwaarden voldoen : zij moeten de regelen der hygiëne in acht nemen ; zij moeten een voldoende aantal slaapkamers bevatten opdat de kinderen, zoodra zij de jongelingsjaren bereiken, volgens hun geslacht kunnen worden afgezonderd.

Hoogste inkomen. — Om bedoelde gunst te kunnen bekomen, mag de verzoeker voor zichzelf, voor zijne vrouw en voor de kinderen, die hij ten laste heeft, slechts een inkomen genieten dat, na aftrek van $\frac{1}{10}$ voor bedrijfslasten en $\frac{1}{6}$ voor kosten van onderhoud van gebouwen, zal kunnen gaan van 5,775 tot 18,000 frank, met inbegrip van de voor de groote gezinnen toegelaten verhoogingen.

De premie zal echter niet toegekend worden aan personen, wier inkomen gedeeltelijk bestaat uit interesten van roerende of onroerende goederen, als het bedrag hiervan één zesde van het toegelaten hoogste inkomen overschrijdt.

Verscheiden. — De premie kan verleend worden aan ongehuwden, die zouden bouwen met het behoorlijk bewezen voornemen, een huwelijk te sluiten. Zij kan eveneens worden toegekend aan de personen die de aangenomen gemeenten bewonen, mits de noodige voorzorgen worden genomen om te beletten dat zij de gunsten van de Regeering van verschillende zijden te gelijk genieten.

Indeeling van de gemeenten. — Voor het vaststellen van de voorziene maxima, heeft het Departement tot grondslag genomen de indeeling der gemeenten, zooals zij door het Ministerie van Financiën werd vastgesteld met het oog op de heffing van de belasting op het inkomen.

Op deze wijze worden al de gemeenten, waar de economische levensstanden ongeveer gelijk zijn, in eene zelfde categorie gerangschikt.

Tenuitvoerlegging van het Koninklijk besluit van 14 Augustus 1922.

Aantal personen die eene aanvraag hebben ingediend tot het bekomen van de premie, door de Regeering ingesteld tot het bouwen van goedkoope woningen door particulieren.

1. Op 23 Januari 1923 hadden 3,941 personen eene aanvraag ingediend om de premie te bekomen tot het bouwen van eene goedkoope woning.

Onder deze 3,941 aanvragen werden 83 vernietigd om verschillende redenen (aanvrager voldeed niet aan de gestelde voorwaarden, aanvragen werden ingetrokken, aanvragen werden tweemaal ingediend).

Indeeling der aanvragen.

Wij geven hieronder de indeeling van de 3,858 aanvragen, volgens de verblijfplaats van de verzoekers :

Brabant :

Brusselsche agglomeratie	514	
Andere gemeenten	571	
	—	1,085

Antwerpen :

Antwerpsche agglomeratie	102	
Andere gemeenten	571	
	—	673

West-Vlaanderen		490
---------------------------	--	-----

Oost-Vlaanderen :

Gentsche agglomeratie	72	
Andere gemeenten	373	
	—	450

Limburg		418
-------------------	--	-----

Luik :

Luiker agglomeratie	115	
Andere gemeenten	250	
	—	365

Namen		148
-----------------	--	-----

Henegouw		129
--------------------	--	-----

Luxemburg		80
---------------------	--	----

Eupen-Malmedy		20
-------------------------	--	----

3,858

Indeeling volgens het bedrijf.

De opening der door de belanghebbenden op 23 Januari 1923 teruggezonden 1,660 formulieren gaf de volgende uitslagen :

	Werklieden :
Arbeiders in dienst van Staat, provinciën en gemeenten	268
Mijnnijverheid	60
Steengroevenijverheid	17
Metaalnijverheid	124
Plateel-nijverheid	25
Glasnijverheid	8
Eetwaren-nijverheid	43
Weef- en kleernijverheid	94
Bouwnijverheid	207
Hout- en meubelnijverheid	94
Bijzondere bedrijven (leder, tabak, letterzetters, enz.)	53
Vervoernijverheid (te water en langs de wegen)	30
Landbouwarbeiders	55
Fabrickarbeiders	71
	—
	1,152

	Bedienden :
Staats-, provincie-, gemeentebeambten	193
Andere openbare diensten, klerken der posterijen en brieven- bestellers	47
Vervoernijverheid	12
Handel en nijverheid	87
	339
	Verscheiden :
Kleine handelaars	39
— landbouwers	115
— ambachtslieden	8
Verscheiden	9
	169

Koninklijk besluit van 14 October 1922.

Ten einde, door het te gelde maken van de vaste goederen, het tot op heden aan de bouwmaatschappijen voorgeschoten aanzienlijk kapitaal weder beschikbaar te maken en aldus gelegenheid te geven tot het oprichten van nieuwe woningen, heeft de Regeering machtiging verleend tot het verkoopen van de huizen ingericht met het oog op het huisvesten van een enkel gezin en opgericht door tussenkomst van de maatschappijen, door de Nationale Maatschappij voor het bouwen van goedkoope woningen toegelaten.

Evenwel, om in zekere mate de minder bemiddelde personen, die een van deze huizen wenschen te koopen, te vrijwaren tegen eene mogelijke daling van den prijs der vaste goederen, werd bij Koninklijk besluit van 14 October 1922 eene premie ingesteld, te verleen voor de 7,500 eerste huizen die zullen verkocht worden onder de bij bedoeld besluit voorziene voorwaarden.

De uitvoeringsmaatregelen zijn thans vastgesteld en aan de maatschappijen zullen eerlang onderrichtingen worden gegeven met het oog op den verkoop van een gedeelte, althans, der tot op heden opgerichte huizen.

NATIONALE MAATSCHAPPIJ VOOR GOEDKOOPE WONINGEN.

OPGAVE van de woongelegenheden die in 1922 werden aanbesteed

Brabant	2.767 woongelegengeden.	
Antwerpen	1 416	—
West-Vlaanderen	826	—
Oost-Vlaanderen	847	—
Henegouw	895	—
Luik	1 021	—
Limburg	534	—
Luxemburg	7	—
Namen	25	—

Te zamen. . . 8.337 woongelegengeden

OPGAVE VAN DE AANBESTEDINGEN.

Provincie Anwerpen.

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs (1)	
			totaal Fr.	per huis. Fr.
Raevels.	De Nieuwe Wijk van : Raevels.	20	397,318 »	19,866 »
Rumpst.	De goedkoop. woning. van het arrondissement Antwerp.	31	503,555 »	16,244 »
Turnhout.	Soc. d'habit. à bon marché.	163	2,845,468 »	17,451 »
Esschen.	De Goedkoope woningen van het arr. Antwerpen.	18	»	17,226 »
Id.	Id.	24	352,280 »	14,720 »
Beirendrecht.	De goedk. woningen van het arrondissement. Antwerpen.	10	161,000 »	16,100 »
Terhaegen.	Plaats. Maats. voor goedk. woningen, Terhaegen.	52	840,950 »	16,172 »
Calmphout.	De Goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	40	»	14,600 » en 17,200. »
Goor.	De Goed. woningen van het kanton Heyst-op-den-Berg.	4	68,790 »	17,197 »
Wleckevoorst.	Id.	3 (kleine hoeven)	63,318 »	21,106 »
Boom.	Gewest. Maats. tot het bouwen van goedk. woningen, Boom.	4 (met stortbaden)	95,544 »	23,888 »
Eeckeren.	De Goed. woningen van het arrond. Antwerpen.	30	477,379.50	15,913 »

(1) Dat is het bedrag der aanbesteding. De grond en de andere kosten (belastingen, enz.) zijn daarin niet begrepen.

Gemeenten.	Maatschappijen	Getal huizen.	Kostende prijs	
			totaal Fr.	per huis Fr.
Iteghem.	Soc. des hab. à bon m. du cant. de Heyst-op-den-Berg	4	76,060.64	19,012.66
Putte.	Soc. des hab. à bon m. de Heyst-op den-Berg.	34	566,428 »	16,659 »
Mechelen.	Soc. des hab. à bon marché de Malines.	52	972,310 »	18,932 »
	De Mechelsch. goedk. won.	»	1,454,390 »	19,135 »
Hoboken.	De goedk. woningen van Ho- boken.	59 (92 woong.)	1,684,175 »	(L) 18,306 »
Lier	Liersche Maat. voor goedk. woningen.	87	1,797,186 »	20,657 »
Antwerpen.	Antw. Maats. voor goedk. huisvesting.	13 (122 woong.)	2,481,000 »	20,336 »
Wommelghem.	De goedk. woning. van het arrond. Antwerpen.	18	337,745 »	18,763 »
Wyneghem.	De goedk. woning. van het arrond. Antwerpen.	38	750,000 »	19,737 »
Moll.	Mollsche Bouwmaat. voor goedk. woningen.	54	960,508 »	17,780 »
Id.	Coop. Immobilière de Moll à Bruxelles.	44	1,029,000 »	23,420 »
Arendonck.	Arendoncksche Maat. voor goedkoope woningen.	8	147,595 »	18,449 »
Berlaer.	« Berlaersche Welvaart ».	40	434,269 »	10,836 »
Wilryck.	Antw. Maat. van goedk. woningen, Antwerpen.	279	6,598.252 »	23,650 »
Contich.	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	21	339,000 »	16,141 »
Stabroeck.	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	6	100,000 »	16,666 »
Sint-Lenaerts (Antwerpen).	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	16	249,200 »	15,575 »
Westmalle.	De goedk. woning. van het arr. Antwerpen.	26	404,950 »	15,575 »

Provincie Brabant.

Watermael - Boitsf.	H. et L. à bon marché de Watermael-Boitsf.	5	126,700 »	25,340
id.	id.	2 (12 woong.)	195,582 »	16,382 (woong.)
id.	« Le Logis », Ixelles.	97	2,393,702 »	23,986
id.	H. et L. à bon marché de Watermael-Boitsf.	1	146,500 »	24,416 (woong.)
id.	Société « Floréal », à Boitsf.	6 woong.	3,031,141 »	22,287
id.	« Le Logis », Ixelles.	136	4,257,923 »	24,056
Laken.	« Le Foyer Lackenois ».	29	1,987,161.96	68,523 (1)
id.	id.	44 woong.	1,166,000 »	28,460

(1) Wellicht geldt het hier huizen met verscheidene woongelegenheden.

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs.	
			totaal Fr.	per huis Fr.
Anderlecht.	« Le Foyer Anderlechtois ».	31	596,000 »	19,226
id.	id.	105	3,172,588 »	21,311
id.	id.	81	66,289 »	(avec cdt.)
id.	id.	34	1,809,223 »	21,997
			752,744 »	22,115
Koekelberg.	« Le Foyer Koekelbergeois ».	6	114,329 (11 L.)	10,392 (L.)
		43 woongeleg.	134,441 (16 L.)	8,400 (L.)
id.	id.	8 woongelegenh.	135,029 (16 L.)	8,439 (L.)
id.	« Le Foyer Victoria » (Koekelberg).	2	92,173.66	11,521.70 (L.)
id.	id.	24 woongeleg.	541,667 »	22,569 (L.)
		6	1,140,460 »	24,175 (L.)
		48 woongeleg. met 2 badkamers en stortbaden		
id.	« La Cité Moderne » te Berchem-Ste-Agathe.	5	290,908 »	24,242 (L.)
		12 woongeleg.		
Schaerbeek.	« Le Foyer Schaerbeekois ».	3	170,240 »	18,915 (L.)
		versch. verdiep. 9 woongeleg.		
St-Jans-Molenbeek.	S. A. des H. à bon marché (Molenbeek).	32 woongeleg.	762,358 »	23,832
id.	id.	23 —	546,413 »	23,717
id.	id.	64 —	1,468,168 »	22,940
id.	id.	38 —	859,750 »	22,999
id.	id.	57	2,845,264 »	23,321
		122 woongeleg.		
Machelen-bij-Vilvoorde.	S. Coop. des Habitations à bon marché, Machelen.	73 woongeleg.	1,349,540 »	18,500
Etterbeek.	« Le Foyer Etterbeekois »	2 blokken met versch. woong.	225,000	14,063 (L.)
id.	id.	16 woongeleg.		
id.	id.	2 blokken met versch. woong.	600,000	25,000 (L.)
id.	id.	24 woongeleg.		
id.	id.	2 blokken met versch. woong.	334,000	20,870 (L.)
id.	id.	16 woongeleg.		
id.	id.	46	1,140,580	24,775 (L.)
id.	id.	4	552,482	23,000 (L.)
		24 woongeleg.		
Moortebeck-Anderlecht.	« Les Foyers collectifs » (Bruxelles)	348	6,952,800	19,800 (L.)
		350 woongeleg.		
Thienen.	Soc. An. des habit. à bon marché, Tirlemont	21	361,626	17,220
id.	id.	28	481,858	17,208
id.	id.	5	100,110	20,025
id.	id.	18	343,191	19,067
id.	id.	22	431,953	19,634
Brussel (of agglomération).	Soc. An. des habit. à bon marché de l'agglomération bruxelloise.	1 blok met 28 app. et 1 magazijn met app.	768,950	26,515 (L.)
id.	« Le Foyer Bruxellois »	102 app. en 19 huizen	2,852,142	21,000 (L.)
Auderghem.	Soc. des habit. à bon marché Auderghem.	28	590,120 »	21,755 »

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs	
			totaal.	per huis.
			Fr.	Fr.
Vilvoorde.	Le Foyer Vilvordien.	105 128 woon- gelegenheden.	819,819 » 1 ^{er} lot 50 woong. 430,628 » 2 ^e lot 22 woong. 1,084,675 » 3 ^e lot 56 woong.	16,389 » 19,564 » 19,363 »
Bousval.	Société coop. « l'Habitation moderne », Bousval.	10	168,352 »	16,835 »
Halle.	Soc. rég. de Hal, Lennick- Saint-Quentin et Uccle.	41 en 41 varken-st.	881,672 »	21,504 »
Lembeek.	Soc. rég. de Hal, Lennick- Saint-Quentin et Uccle.	14 en 11 id.	302,653 »	23,281 »
Ruysbroeck.	Id.	23 en 23 id.	517,658 »	22,506 »
Zuon.	Id.	16 en 16 id.	357,932 »	22,730 »
Buysinghen.	Id.	26 en 26 id.	550,650 »	21,178 »
Estroppe-Sint- Pieters-Leeuw.	Id.	21 en 21 id.	455,250 »	21,630 »
Ganshoren.	« Les villas de Ganshoren »	4 32 woong.	770,000 »	24,062 »
Dieghem.	Société « Dieghem-Exten- sions » Dieghem.	28	366,800 » 189,490 » 556,290 »	13,450 » 6,550 » 20,000 »
Huyssinghen.	Société des habitations à bon marché, Huyssinghen.	28	298,400 » 209,033 » 507,433 »	10,656 » 7,645 » 18,301 »
Aarschot.	Société des habitations à bon marché, Aarschot.	69	302,707 14 m. 161,176 9 — 103,917 5 — 138,206 7 — 173,573 8 — 216,678 12 — 57,734 3 — 215,514 11 —	21,261 » 17,908 » 20,663 » 19,743 » 21,898 » 18,056 » 19,245 » 19,592 »
St-Pieters-Woluwe.	Soc. des habit. à bon marché de Woluwe-Saint-Pierre.	2 (6 woong.)	61,200 » (ruwbouw)	10,200 »
Leuven.	Société des habitations à bon marché, Louvain.	63	1,244,796 »	20,472 »
Quenast.	Soc. rég. des habitations à bon marché de Nivelles.	32	640,000 »	20,000 »
Diest.	Diest-extension.	22	371,066 »	17,049 »
id.	id.	24	456,311 »	19,013 »
id.	id.	46	371,066 » 456,311 »	17,049 » 19,013 »
Heverlee.	« Le Bon Logis », à Louvain.	98	2,262,602 »	23,087 »
St-Joost-t.-Noodt.	Soc. des hab. à bon marché de Saint-Josse-ten-Noode.	3 (40 woong.)	649,473 »	16,237 » (L)

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs	
			totaal Fr.	per huis Fr.

Provincie West-Vlaanderen

Rumbeke.	« Eigen Heerd », Rumbeke.	12	292,654 »	24,388 »
id.	id.	5	92,247 »	18,500 »
id.	id.	4	62,394 »	15,598 »
Rousselare.	Coöperat. « De Mandel ».	6	102,971 37	17,165 »
id.	id.	35	584,631 »	16,704 »
id.	id.	25	388,411 »	15,536 »
id.	id.	34	460,668 »	13,549 »
id.	id.	21	332,273 »	15,833 »
id.	id.	14	—	20,414 »
id.	id.	(herbouwde) 6	111,140 »	18,523 »
id.	id.	27	429,162 »	15,895 »
id.	id.	13	216,787 »	16,676 »
id.	id.	18	242,793 »	13,488 »
Moescroen.	Soc. Coopér. des Logements à bon marché (Mousseron).	68	1,151,407 12	16,092 80
id.	id.	94	1,689,778 »	17,976 »
id.	id.	54	1,038,575 »	18,589 »
Ghistel.	« De Goedkoope Woningen », Ghistel.	16	283,291 »	17,705 70
id.	« Eigen haard is goud waard », Ghistel.	19	339,725 »	17,880 »
Oostduinkerke.	« De goedkoope woning in verwoest West-Vlaanderen.	38	715,546 »	18,830 »
id.	id.	38	711,478 »	18,723 »
Wervick.	« La Lys », à Wervicq.	4	68,200 »	17,050 »
id.	id.	13	237,330 »	18,250 »
id.	id.	22	335,220 »	15,238 »
id.	« Le Foyer du Mutilé ».	1	—	17,050 »
Bisseghem.	« Allen voor een, een voor allen », Bisseghem.	17	291,948 »	17,173 »
id.	id.	4	67,535 »	16,893 »
Gullegghem.	« Huis en Heerd », Gullegghem.	25	369,491 »	14,778 »
Meenen.	« Ons Dorp », Meenen.	46	1,077,409 »	23,421 »
Meulebeke.	« De Deeve », Meulebeke.	10	175,596 »	17,559 »
Brugge.	« Brugsche goedkoope wonin- gen ».	18	308,597 »	17,143 »
id.	id.	20	310,481 »	15,524 »
id.	id.	29	488,026 »	16,839 »
id.	id.	28	506,412 »	18,086 »
Rumbeke.	« Eigen Heerd », Rumbeke.	18	295,700 »	16,483 »
id.	id.	1	—	19,687 »
Blankenberghe.	« Het Lindenhof », Blanken- berghe.	8	142,269 »	17,783 »
id.	id.	7	125,669 »	17,952 »
id.	id.	8	145,753 »	18,219 »

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs.	
			totaal Fr.	per huis Fr.

Provincie Oost-Vlaanderen.

Gent.	Le Foyer Gantois.	93	1,216,091 »	13,076 »
id.	Société Gantoise des Maisons ouvrières.	143	1,875,000 »	13,112 »
id.	Le Foyer du Mutilé.	4	»	18,140 »
Zwijndrecht.	Soc. des Habitations à bon marché de Zwijndrecht.	26	454,859 »	17,494 »
Selzaete.	Soc. Coop. des Habitat. à bon marché, de Selzaete.	69	1,121,038 »	16,247 »
id.	id.	8	119,493 »	14,937 »
Gentbrugge.	Le Foyer Gantois, Gand.	107	1,512,293 »	14,133 »
id.	Le Foyer du Mutilé, id.	4	»	18,230 »
Aalst.	Coöp. Goedkoope Woningen, te Aalst.	31	lot A. 259,423 »	16,419 »
id.	id,	38	lot B. 252,570 » 643,809 »	19,942 »
Baasrode.	Geluk in ons huis, Baasrode.	10	144,213 »	14,421 »
Wetteren.	Eigendak, Wetteren.	20	6 p ^r 87,069 » 6 — 103,476 » 7 — 99,382 »	14,500 » 14,751 » 14,261 »
Beveren-Waas.	Société des habitations à bon marché à Beveren-Waas.	26	485,000 »	18,653 »
Cruybeke.	Société des habitations à bon marché à Beveren-Waas.	83	1,501,000 »	18,091 »
Haasdonck.	Société des habitations à bon marché, Beveren-Waas.	30	560,000 »	18,666 »
Basel.	Goedkoope woningen van Basel.	16	(9,157,833 » (7,132,003 »	17,539 » 18,857 »
Sint-Amands.	Zonnige woningen, te Sint- Amands.	6	89,132 »	16,520 »
id.	id.	8	116,071 »	16,007 »
Waarschoot.	Voorziening in Nood, Waar- schoot.	15	215,536 »	14,369 »
Ledeberg.	Société des Habitations à bon marché, Ledeberg.	50	742,450 »	14,849 »
Wareghem.	Helpt elkander, Wareghem.	40	686,391 »	17,169 »
Ninove.	Ninove Welzijn.	20	380,000 »	19,000 »

Provincie Henegouw.

Couillet.	« La Cité Jardin », Couillet.	46		17,138 »
Lessines.	Le plus grand Lessines.	27	593,924 » elect. 8,742 »	21,997 » 235 »
			600,666 »	22,232 »

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs	
			totaal Fr.	per huis Fr.
La Louvière.	Le Foyer Louviérois.	10	206,013 »	20,601 »
Braine-le-Comte.	Les habitat. à bon marché, Braine-le-Comte.	30	626,158 »	20,865 »
Marchienne-au-Pont.	Les habitations Marchiennes.	33	625,432 »	18,952 »
id.	id.	30	601,058 »	20,038 »
id.	id.	21	423,918 »	20,201 »
id.	id.	63	1,289,207 »	20,463 »
Souvret.	Le Foyer populaire, Souvret.	39	752,782 »	19,302 »
id.	id.	49	957,653 »	19,542 »
Farciennes.	Soc. d'hab. à bon marché « La Cité », Farciennes.	24	498,000 »	20,768 »
Ecaussines d'Engh.	Soc. Coop. des hab. de la région de Soignies.	9	200,215 »	22,249 »
id.	id.	18	360,349 »	20,019 »
Courcelles.	« Le Confort », Courcelles.	12	227,000 »	18,916 »
Elouges.	« Le Foyer Elougeois ».	20	408,279 »	20,413 »
Gilly.	« Le Foyer Gillicien ».	32	708,795 »	22,149 »
Lodelinsart.	« La Lodelinsartoise ».	49	(ruwbouw) 716,249 »	14,617 »
id.	id.	4	57,990 »	14,497 »
Châtelineau.	« Le Foyer Moderne », Châtelineau.	78	1,586,317 »	20,337 »
id.	id.	44	892,378 »	20,281 »
Péruwelz.	« Le Foyer Péruwelzien ».	8	149,448 »	18,686 »
id.	id.	6	118,701 »	17,450 »
id.	id.	5	99,248 »	19,850 »
Trazegnies.	« A chacun son logis », Trazegnies.	60	1,249,800 »	20,830 »
id.	Soc. des hab. à bon marché, Trazegnies.	4	82,532 »	20,833 »
Wasmuel.	Soc. des hab. à bon marché, Wasmuel.	23	446,249 »	19,400 »
Antoing.	Le Foyer Antoinien.	37	720,000 »	19,459 »
Soignies.	Habitat. à bon marché de la région de Soignies.	11	255,231 »	21,202 »

Province Luik.

Verviers	La Régionale Verviétoise.	44	765,005.64	17,386 »
Bressoux.	Les maisons ouvrières du canton de Grivegnies et comm. env. Liège.	8 (48 log.)	722,086.25	15,043 » (par log.)
Liège.	La Maison Liégeoise.	28	514,880 »	18,281 »
id.	id.	16	276,507.48	17,294 »

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs	
			totaal Fr.	per huis. Fr.
Luik.	La Maison Liégeoise.	15	280,964 » (buiten lood- en zinkwerk.)	18,730 »
Id.	id.	25 (215 woong.)	3,775,843 »	17,557 » (per woong.)
Id.	id.	40 (48 woong.)	829,193 »	17,275 » (per woong.)
Id.	id.	4 (21 woong.)	376,304 »	21,452 » (per woong.)
Id.	id.	1 (10 woong.)	241,973 »	24,197 » (per woong.)
Id.	id.	2 (16 woong.)	390,217 »	24,388 » (per woong.)
Id.	Le Foyer du Mutilé.	2	38,331 »	19,459 »
Pepinster.	Société anon. « La Hoegne », Pepinster.	62 (73 woong.)	1,300,141 »	20,970 » (per huis) 17,810 » (per woong.)
St-Nicolas-bij-Luik	Soc. des hab. à bon marché de Saint-Nicolas-lez-Liège.	49	4,142,910 »	23,324 »
Ensival.	La Régionale Verviétoise.	20	494,454 »	24,723 »
Ans.	Soc. des habit. à bon marché de Saint-Nicolas-lez-Liège.	34	713,305 »	22,779 »
Hoei.	Société coop. des hab. à bon marché de Huy.	30	540,217 »	18,700 »
Ougrée.	Le Home Ougréen.	79 (2 h. 12 woong.)	1,446,048 » 183,645 »	18,304 » 15,363 »
Voltem.	Soc. des hab. à bon marché de Herstal et env.	12	285,206 »	25,740 »
Montegnée.	Soc. des hab. à bon marché de Saint-Nicolas-lez-Liège.	28	615,099 »	21,863 »
Seraing.	La Maison Sérésienne.	26	723,121 »	27,812 »
Id.	id.	30	845,012 »	28,167 »
Id.	id.	35	993,000 »	28,375 »
Jupille.	Soc. Région. de Grivegnée.	32	624,769 »	21,600 »
Petit-Rechain.	La Régionale Verviétoise.	18	325,226 »	18,068 »
Awans.	Soc. des habit. à bon mar- ché d'Awans et environs.	6	143,834 »	23,972 »
Tilleur.	Soc. des habit. à bon mar- ché de St-Nicolas-lez-Liège.	16	319,623 »	19,976 »
Wans.	Soc. Région. des habit. à bon marché de Huy.	20	415,582 »	20,778 »
Mons-lez-Liège.	Le Foyer Régional, Flé- malle Grande.	8	147,915 »	18,464 »
Horion-Hozémont.	Le Foyer Régional, Flé- malle-Grande.	24	453,633 »	18,963 »
Andrimont.	Le Foyer du Mutilé.	6	120,200 »	20,033 »

Gemeenten.	Maatschappijen.	Getal huizen.	Kostende prijs	
			totaal Fr.	per huis Fr.

Provincie Limburg.

Hasselt.	Maatschappij der Goedkope woningen te Hasselt.	35	516,880 »	14,820 »
Winterslag.	Maatsch. der Goedk. wonin- gen, te Genck-Winterslag.	150	»	17,883 »
Genck.	Nieuwe Dak, Genck.	100	1,618,887 »	16,188 »
Id.	Les Liégeois, te Genck.	30	594,000 »	19,433 »
Sint-Truiden.	Nieuw Sint-Truiden.	116	3,789,632 »	17,541 »
Tongeren.	Tongerhuis.	3	37,000 »	10,333 »

Provincie Luxemburg.

Libramont.	Le Foyer Libramontois.	7	164,868 »	23,552 »
------------	------------------------	---	-----------	----------

Provincie Namen.

Andenne.	Les Logis d'après-guerre, Andenne.	26	427,027 »	16,423 »
----------	---------------------------------------	----	-----------	----------

CRISISFONDS.

Verzekering tegen onvrijwillige werkloosheid. — Opmerkingen over de onvrijwillige werkloosheid in 1922.

Het aantal verzekerde arbeiders, begrepen onder de maandelijksche statistiek der werkloosheid, steeg van 687,660 (gemiddeld cijfer voor 1921) tot 704,641 (gemiddeld cijfer voor 1922).

De verhouding der verzekerden, die *tegelijk* in staat van onvrijwillige werkloosheid verkeerden, daalde van 21,2 t.h. (in 1921) tot 6,8 t.h. (in 1922).

De verhouding der *verloren dagen* wegens werkloosheid daalde van 67,3 (per honderd verzekerden en per week) in 1921 tot 24,9 (per honderd verzekerden en per week) in 1922.

Indien men het aantal werkdagen, welke de verzekerden hadden kunnen presteeren door gansch het jaar te arbeiden, zonder welke onvrijwillige werkloosheid ook, door 100 voorstelt, dan vertegenwoordigen de verloren dagen 11,3 in 1921 en slechts 4,2 in 1922.

De kassen hebben, *uit eigen middelen*, 14,7 t. h. van de algeheele werkloosheid van huane verzekerden vergoed in 1921, en 19,5 t. h. in 1922. In de maand *December 1922* steeg deze verhouding zelfs tot 49,5 t. h.

Uit het vergelijken van de omstandige statistieken blijkt trouwens, niet alleen dat gedurende het jaar 1922 *in zijn geheel* de werkloosheid veel minder aanzienlijk was dan het vorig jaar, maar daarenboven, dat de verbetering van maand tot maand toenam, zoodanig dat de hierboven *voor het gansche jaar* opgegeven gemiddelde cijfers een op alle gebied veel minder gunstigen toestand weergeven dan dien, waartoe wij einde 1922 gekomen waren.

Naarmate de scherpste der crisis afnam en de werkloosheid geleidelijk tot een bijna normaal percentage terugkwam, legde het Departement zijnerzijds er zich op toe, uit de inrichting van de verzekering tegen de onvrijwillige werkloosheid alles te weren wat slechts bestemd was om in abnormale toestanden te voorzien.

Tot deze strekking (1) behoort reeds het Koninklijk besluit van 8 Juni 1922, voorgesteld door den Minister van Nijverheid en Arbeid met de uitdrukkelijke goedkeuring van den Ministerraad, waarbij het bedrag der uitkeeringen van het Nationaal Crisisfonds tot 4 frank per dag wordt teruggebracht voor de werklooze gezinshoofden, en tot 3 frank voor de ongehuwden en kinderlooze weduwnaren of uit den echt gescheiden echtgenooten (met daarbij 1 frank voor de echtgenoot-huisvrouw en 1 frank per kind minder dan 14 jaar oud en per kind oud 14 tot 16 jaar dat eene onderwijsinrichting of eene vakschool volgt of dat, ten gevolge van lichamelijke onbekwaamheid, in de onmogelijkheid verkeert te werken).

(1) Het besluit steunde inderdaad op de overweging, dat het vroeger bedrag der uitkeeringen bepaald werd, toen het index-number hooger was, en dat eene merkelijke vermindering van het dure leven waar te nemen was.

Nog meer kenschetschend voor dezelfde strekking om geleidelijk de verzekering tegen werkloosheid bij de normale voorwaarden der nijverheid aan te passen, door den uitzonderlijken steun van Regeerings wege afhankelijk te maken van de vaststelling van een « crisistoestand » in een bepaalde nijverheid, is het Koninklijk besluit van 4 December 1922 :

BIJLAGE A.

Dagelijksche tegemoetkomingen door het Nationaal Crisisfonds betaalbaar aan de verzekerde werklozen (4 December 1922).

Gelet op Ons besluit d.d. 30 December 1920, waarbij een Nationaal Crisisfonds wordt tot stand gebracht, gewijzigd bij Onze besluiten d.d. 7 en 31 Maart 1921, 6 September 1921 en 8 Juni 1922;

Gelet op het door den beheerraad van het Nationaal Crisisfonds in zijn vergadering d.d. 28 September 1922 uitgebracht advies;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid en Arbeid,

Wij hebben besloten en besluiten :

ARTIKEL 1. — Te rekenen van 1 Januari 1923, wordt het getal dagelijksche tegemoetkomingen, betaalbaar door het Nationaal Crisisfonds aan de verzekerde werklozen, die in nood verkeer en die hun recht op tegemoetkoming vanwege hun werklozenkas hebben uitgeput, tot dertig (30) per kalenderjaar beperkt.

De Minister wordt er toe gemachtigd, het voordeel van de tegemoetkomingen na den dertigsten dag te verlengen, op advies uitgebracht door den beheerraad van het Nationaal Crisisfonds, en zulks na overlegging van een request steunende op het aanhouden van de crisis in een bepaald bedrijf en op de onmogelijkheid de er in betrokken arbeiders elders, onder aanneembare voorwaarden, werk te verschaffen.

De beslissing, waarbij de verlenging wordt verleend, dient den duur niet aan te geven.

De nieuwe beschikking werd reeds in een zeker aantal gevallen toegepast.

BIJLAGE B.

2^o Aanvragen tot verlenging.

Opgave van de aanvragen tot verlenging, steunende op het 2^o lid van artikel 1 van het Koninklijk besluit van 4 December 1922, met de adviezen uitgebracht door den Beheerraad en met de door den Minister dienaangaande genomen beslissingen :

Benaming en adres van de Werklozenkas.	Door de betrokken kas aangevoerde redenen.	Advies van den beheerraad.	Ministerieele beschikking.
1 ^o Werklozenfonds te Luik. Ten behoeve van sommige categorieën arbeiders-wapenmakers onder de 40 jaar.	Weelde-nijverheid. Gebrek aan bestellingen.	Verlengd met een maand.	Verlengd voor een laatste maand. De werklozen moeten werk zoeken in een andere nijverheid. Zij trekken sedert twee jaar bijna van het N. C. F.

Benaming en adres van de Werkloozenkas.	Door de betrokken kas aangevoerde redenen.	Advies van den beheerraad.	Ministerieele beschikking.
2° Ten behoeve van niet weder te werk gestelde arbeiders van de fabriek Valentin Coq, te Hollogne-aux-Pierres.	Vraagt dat het N. C. F. verder steun verleene, onder voorwendsel dat de werklooze, waarvan sprake, ouder zijn dan 40 jaar en slachtoffer zijn van de gevolgen van een geschil.	Geene verlenging, doch machtiging om de 30 dagen te betalen, ten laste van het N. C. F., voorzien bij K. B. van 4 December II.	Neen.
3° Leder- en huidbewerkercentrale te Brussel. Ten behoeve van de werklooze arbeiders uit de streek van Eupen-Malmedy.	De leerlooiers zijn tot werkloosheid genoopt ten gevolge van niet-wederopening der werkhuizen. Van 11 werkhuizen die in 1914 werkten, hebben 7 den arbeid hervat. 120 werkloozen konden nog geen werk vinden.	Verlenging voor een maand.	Een maand.
4° Centrale Weefvennootschap, Vrijdagmarkt, Gent. Ten behoeve van de werklooze arbeiders uit de streek van Geeraardsbergen.	Ten gevolge van het gebrek aan grondstoffen zal de crisis in de streek nog enkelen tijd voortduren. Al de werkloozen hebben hunne rechten in de werkloozenkas volkomen uitgeput.	Verlenging tot einde Februari onder dit voorbehoud dat de verlenging alleen toepasselijk zal zijn op de gedeeltelijke werkloozen, die meer dan 2 dagen per week werkloos staan. Wat de volkomen - werkloozen betreft, is de verlenging alleen toepasselijk op de gehuwde vrouwen en de mannen.	Goedgekeurd.
5° Id. Ten behoeve van de werklooze arbeiders uit de streek van Turnhout.	De arbeiders zijn tot werkloosheid genoopt ten gevolge van de sluiting van de fabriek van Veughs, naar aanleiding van een geschil.	Er zijn geen termen tot verlenging.	Neen.
6° Id. Ten behoeve van de werklooze arbeiders uit de streek van Wetteren.	Ten gevolge van den brand in de fabriek van Beernaerts, is een groot deel van de arbeiders van de weefnijverheid tot werkloosheid genoopt.	Verlenging voor een maand, met het voorbehoud aangegeven bij 4° en voor de werklieden van Beernaerts alleen.	Goedgekeurd voor Beernaert alleen.
7° Algemeene Centrale voor de hout- en meubelnijverheid en voor verscheidene nijverheden, 8 Jozef Stevensstraat, Brussel. Ten behoeve van de schildersgasten uit de streek van Antwerpen.	Verklaart dat er crisis heerscht: van 1,003 leden, zijn er 243 werkloozen. Bijgevolg: vraag om verlenging.	Verlenging van 15/2 tot 15/2 voor de schilders uit deze streek.	Goedgekeurd tot 15/2 als uiterste grens.
8° Id. Ten behoeve van de schildersgasten uit de streek van Turnhout.	Verklaart dat er crisis heerscht en vraagt om verlenging.	Geen verlenging.	Geen verlenging.
9° Id. Ten behoeve van de schildersgasten uit de streek van Nijvel.	Idem.	Verlenging voor een maand voor de werklieden die arbeiden in de werkhuizen tot het bouwen van het rollend materieel.	Ja, uitsluitend tot 15 Februari voor de schilders van het rollend materieel.
10° Id. Ten behoeve van de schildersgasten uit de streek van Sint-Nicolaas	Idem.	Geen verlenging.	Geen verlenging.
11° Id. Ten behoeve van de schildersgasten uit de streek van Leuven.	Idem.	Idem.	Idem.
12° Belgische Zeemansbond, 30, Brouwersvliet, Antwerpen. Ten behoeve van al zijne werklooze leden.	Aanhoudende crisis ten gevolge van de wegname der uitrusting van 80 schepen.	Idem.	Idem.

WERKING VAN DE VERZEKERING TEGEN DE ONVRIJWILLIGE WERKLOOSHEID. — AANVULLENDE ONDERRICHTINGEN AAN DE UITVOERINGSINSTELLINGEN.

Rondschrijven aan de Werkloozenfondsen en aan de Centrale Werkloozenkassen, N^o 2800|167 (1).

Brussel, den 20ⁿ Januari 1923.

Door de aanmoedigingen van de openbare besturen er toe aangedreven, is de voorzorgsgedachte der Belgische arbeiders gegaan naar de ontwikkeling der onderlinge werkloosheidsverzekering.

Onder een vrijheidstelsel worden zoo wat overal formules proefondervindelijk voorbereid, het meest geschikt lijkend om aan noodwendigheden te voldoen, welke onderling soms grootelijks verschillen, ten gevolge van beroeps- of plaatselijke omstandigheden.

Deze methode biedt dus onbetwistbare voordeelen aan; maar zij legt tevens mijn Administratie de lastige taak op, een met de groote lenigheid der verzekeringsorganen strokende controle tot stand te brengen, welke nochtans altijd toereikend zij, om alle poging tot misbruik te verijdelen.

Kontrole wordt zelden gunstig onthaald. Er dient nochtans toegegeven dat dit wantrouwen weinig wordt aangetroffen bij personen die het werkelijk wenschen dat de werkloosheidsverzekering een goeden uitslag bekomme en vaste wortelen schiete.

Deze weten, inderdaad, dat elke onwettige handeling het bestaan der instelling in gevaar brengt.

Zij zou het mistrouwen niet kunner doorstaan dat haar onder een verdacht stelsel van toegevendheid voor verkeerde handelingen, zou treffen.

De hierna samengebrachte voorschriften, welke deze, die vroeger door mijn Administratie werden medegedeeld, op eenige plaatsen aanvullen, zijn de uitkomst van haar laatste waarnemingen bij gelegenheid van moeilijkheden, waarvoor de talrijke organismen, welke tot de werking der verzekering bijdragen, niet altijd op een overeenstemmende wijze een oplossing vinden. Zij houden, zoover mogelijk, rekening met de door de rechtstreeksche betrokkenen aangenomen inrichting, d. i. deze van de verzekerden zelf, in dier voege dat de onmisbare controle doeltreffend blijve en dat tevens plagende formaliteiten worden vermeden.

Betrekkingen tusschen de werkloozenfondsen eenerzijds en de afdeelingen der Centralen en de zelfstandige kassen anderzijds (1).

Bij rondschrijven van 1 Decemper 1921 werd er aan de voornaamste regels herinnerd, die de fondsen bij het vervullen van de hun toevertrouwde opdracht moeten leiden. Deze regels zijn nog immer van kracht, maar werden niet voldoende nageleefd.

Al te dikwijls werd de uitoefening der aan de fondsen toevertrouwde controle op de zelfstandige kassen en de door hen aangenomen centralen, niet met zulke

(1) Vlaamsche tekst geleverd door het Ministerie van Nijverheid en Arbeid.

zorgvuldigheid verricht, als men van de besturen dezer instellingen en van hun sekretarissen mocht verwachten.

Al te dikwijls wordt door mijn Inspektiedienst het verzuim van zekere verplichtingen vastgesteld, die als de formaliteiten zonder belang worden beschouwd, maar inderdaad de noodzakelijke vereischten tot een nauwgezette controle vormen, waarmede het gebruik van 's Rijks gelden moet gepaard gaan.

De kritiek in dien opzichte in zekere kringen geuit is, hoewel overdreven, niet van allen grond ontbloot.

Buitengewoon moeilijke omstandigheden hebben eeniger mate de volkomen uitvoering van de reglementaire bepalingen kunnen belemmeren, waardoor bij gebrek aan wet het tegenwoordig stelsel wordt beheerscht.

Moest deze toestand blijven duren, dan zou zulks enkel aan de nalatigheid van de verantwoordelijke bestuurders te wijten zijn.

Zoo de Staat de waarborgen niet bekomt, die hij gerechtigd is te eischen, dan zullen er maatregelen worden genomen om zijn belangen te vrijwaren.

Reeds wijzen enkele teekenen op de betreurswaardige gevolgen, die in dit opzicht van noodlottigen invloed zijn voor de toekomst der werkloosheidsverzekering.

Sommige gemeentebesturen lieten weten, dat zij zich uit het Werkloozenfonds van hun streek terugtrekken, ja zelfs van het Nationaal Krisisfonds geen deel meer uitmaken.

Meer dan eens is de ontoereikendheid van de controle door de lasthebbers der deelnemende gemeenten uitgeoefend, overwegende beweegreden geweest tot het nemen van dusdanig besluit.

Anderzijds zijn er gemeenten die de werkloozenfonds en met hen de aangenomen verzekeringskassen, in nog grooter gevaar brengen.

Een gewestelijke centrale meldde onlangs, dat vijf fondsen, aan haar alleen, meer dan 150,000 duizend frank subsidies, beloofd voor het jaar 1921, verschuldigd waren en dat deze nog niet gestort zijn. Een aantal gemeenten stellen zich inderdaad er mee tevreden aan het fonds, waarbij zij zijn aangesloten, te berichten, dat het voor hun rekening, onder de werklozenkassen, als bijkomende vergoeding ten bate van de werklozen, een krediet van x frank mag verdeelen.

Het fonds doet zulks; de kassen, over den toestand ingelicht, nemen het noodige geld op om aan de werklozen de verhoogde vergoeding uit te betalen.

Maar in afwachting dat de gemeente werkelijk de door haar verschuldigde sommen aan het fonds heeft gestort, is het het fonds zelf dat, als eenvoudig bemiddelaar, door de kassen als hun schuldenaar wordt beschouwd en de achterstallige schuld vermeerdert dermate, dat een aanzienlijk bedrag van hun actief, door soortgelijke schuldvorderingen blijft vertegenwoordigd.

Op deze toenemende kredietverrichtingen, die bij overeenkomst van de belanghebbenden, de verzekering in een gemeentelijke bankinstelling omzet, heeft het Departement geen vat.

Die kredietverrichtingen leveren niettemin een ernstig gevaar op voor het betaalvermogen der werklozenkassen, waarvan het actief alzoo gedeeltelijk onbeschikbaar blijft.

Het zou moeten zijn dat de fondsen op dit punt, met nadruk de aandacht vestigden van de gemeentebesturen wier lasthebbers zij zijn, zooals zij de aangesloten kassen er aan moeten herinneren dat de hun verleende subsidies in dergelijke gevallen, enkel kredieten vertegenwoordigen, die pas op een onzekeren vervalldag kunnen worden ingevorderd.

*
*
*

Buiten het verdeelen der gemeentsubsidies, vervullen de werklozenfondsen de opdracht van organen van het Rijksbestuur en zijn als zoodanig ter plaatse, met het toezicht over de in hun gebied opgerichte zelfstandige afdelingen en kassen, belast.

De betrekkingen van het Departement met de werklozenkassen en afdelingen daarvan hebben rechtstreeks plaats wat de centralen betreft, onrechtstreeks wat de afdelingen der centralen en der zelfstandige kassen betreft, namelijk door bemiddeling van het Werklozenfonds, dat in eersten aanleg bevoegd is.

Het lijkt wel, dat enkele sekretarissen van fondsen de meening zijn toegedaan dat zij, in plaats van vaste gelastigden die persoonlijk en voortdurend ter plaatse met de kontroleverrichtingen zijn belast, gelegenhedsmedewerkers der opzieners van den dienst der werkloosheid zijn, als deze in het gebied een inspectiebezoek afleggen.

Zoo de regels, met het oog op de normale werking van de verzekering voorgeschreven, niet in acht worden genomen, is het van dringende noodzakelijkheid dat iedereen ten deze van zijn verantwoordelijkheid bewust zij.

Om alle misbruiken te voorkomen, dient er voor een stipte boekhouding gezorgd en is het even noodzakelijk op regelmatige manier vast te stellen of de werkloosheid waarlijk bestaat en of het niet een vrijwillige werkloosheid geldt.

Anderzijds gebeurt het dat een verkeerde uitleg van de onderrichtingen tot buitensporige eischen, ja zelfs tot geschillen aanleiding geeft.

Het is voldoende zich naar de van kracht zijnde grondregels te gedragen, om zonder moeite tot de juiste slotson te geraken. Men weet, bij voorbeeld, dat een centrale verschillende afdelingen telt, die bij verschillende fondsen zijn aangesloten. Zoo ieder sekretaris van deze fondsen de boeken der Centrale mocht opeischen, zouden deze aan een gedurige verplaatsing zijn blootgesteld; het hinderlijke daarvan springt in 't oog.

De boekhouding der centralen moet inderdaad in deze lokalen, door de opzieners van den dienst der werkloosheid worden nagezien.

De fondsen mogen enkel de boeken, van de bij hun organismen aangesloten afdelingen, opeischen. Wanneer het noodig mocht blijken de boekhouding met die der Centrale te vergelijken, moet zulks in het lokaal dezer laatste en enkel op eensluidend advies van den Inspektiedienst geschieden.

Uit hetgeen boven over de centralen gezegd is, blijkt eveneens, dat hun statuten niet ter goedkeuring aan het Fonds moeten worden voorgelegd — aangezien zulks tot een niet overeenstemmende beslissing zou kunnen aan-

leiding geven — maar enkel *ter kennisgeving*, opdat elk fonds, ten opzichte van de afdeelingen van zijn gebied, in staat zou wezen voor de nauwkeurige toepassing er van te waken.

De bijzondere statuten der afdeelingen en die van de zelfstandige kassen moeten integendeel altijd, met het *gunstig* of *ongunstig* advies van het Werkloozenfonds, ter goedkeuring aan mijn Departement worden onderworpen.

Het fonds krijgt inderdaad, van de gemeentebesturen, waardoor het werd gevestigd, opdracht hun subsidies te verdeelen onder de plaatselijke organen van de werklozenverzekering. Maar wat de geschiktheid van deze organen betreft, om van de Rijkstoelagen te genieten, geldt het advies van het fonds enkel als raadgeving.

Het fonds mag dus niet weigeren de statuten der kassen, ook van deze, die het zelf niet voor de gemeentesubsidies in aanmerking neemt, met zijn wetredenen omkleed advies aan het Departement over te maken.

Dit overmaken moet geschieden *binnen de drie maanden*, die volgen op het neerleggen van de statuten ter sekretarie van het fonds.

Met het oog op de aansluiting van de kassen of afdeelingen, worden de fondsen anderzijds er om verzocht geen voorstellen in te dienen tot aanneming van kassen of afdeelingen met terugwerkende kracht, tot op een datum, die aan het neerleggen der vraag moet voorafgaan.

Het in acht nemen der regels aangaande den duur van den wachttijd, dient inderdaad gewaarborgd.

De boven aangehaalde bepalingen omtrent goedkeuring van de statuten der zelfstandige kassen of der nieuwe afdeelingen, zijn natuurlijk ook van toepassing op de wijzigingen, die aan de statuten der kassen of reeds aangenomen afdeelingen mochten worden aangebracht. Hetzelfde geldt in geval van vereeniging.

*
* * *

Men stuit echter op de groote moeilijkheid, wat betreft het overbrengen en de rechten der gemeentebesturen, de rechten van het Rijksbestuur en de ontwikkeling van de levenskracht der kas, die zich aan zulke veranderlijke en uiteenlopend feitelijke toestanden hopen aan te passen, wanneer het gaat om vaststelling van den plaatselijken werkkring der werklozenfondsen, zoodanig dat bevoegdheidsgeschillen worden voorkomen.

Van de standpunten der gemeenten af mag een gegeven fonds zijn werking maar uitstrekken tot de verzekerden woonachtig in een daarbij aangesloten gemeente. Inderdaad, de gemeentetoelagen zijn uitsluitend bestemd voor *de werklozen, die binnen het grondgebied der gemeente woonachtig zijn*.

Maar de Rijkstoelagen, althans de toelagen verleend in verband met de bijdragen komen aan *verzekerden* te goed, zelfs wanneer zij in een niet bij een Fonds aangesloten gemeente woonachtig zijn.

En de toelagen van het Nationaal Krisisfonds worden verleend, niet onder de voorwaarde, dat de gemeente, waar de werklooze gedomicileerd is, bij een werklozenfonds is aangesloten, maar onder die dat zij er zich toe verplicht, ten beloope van 10 t. h., bij te dragen in de uitkeering van bedoeld Krisisfonds.

Het feit dat werklozenkassen ook leden opnemen buiten het gebied van een werklozenfonds, komt dien toestand nog moeilijker maken.

Er dient eerst te worden opgemerkt, dat de zetel van een kas of afdeeling van minder belang is wat de bevoegdheid van het Fonds betreft.

Men kan er de kassen niet toe verplichten afzonderlijke afdeelingen in te richten voor de leden, die zij mochten aanwerven binnen het gebied van elk Fonds. Nochtans daar ieder verzekerde door de vereeniging waarbij hij aangesloten is dient te worden ingeschreven bij *één* Fonds, wordt de moeilijkheid nogal gemakkelijk opgelost doordien een vereeniging bij meerdere fondsen mag worden aangesloten naar gelang ze leden telt woonachtig in het gebied van elke dier fondsen.

De boekhouding van de vereeniging zelf wordt onderzocht door het Fonds, binnen het gebied waarvan zij haar zetel heeft (1). De eenige voorwaarde die er dus voor de aansluiting dient te worden opgelegd is deze, dat een zelfstandige kas of afdeeling, haar zetel niet vestige op het grondgebied van een gemeente, die zelf bij geen enkel fonds is aangesloten.

Wat de verzekerde betreft, die in dusdanige gemeente woonachtig is, deze weet dat hij dezelfde voordeelen niet zal genieten als de leden bij hetzelfde fonds ingeschreven als bij, maar in een gemeente woonachtig, die dit fonds er mee belast aan haar werkloze inwoners bijzondere tegemoetkomingen te verleenen. Maar, als lid van zijn kas, zal hij nochtans bij een der fondsen zijn aangesloten — het naast bij gelegen — waarbij bedoelde kas is aangesloten.

Logischer wijze zou ook als regel dienen te gelden, dat een kas of afdeeling, door een gegeven fonds niet mag worden aangenomen wanneer geen enkel harer leden binnen het gebied van dat fonds mocht woonachtig zijn. Indien, nochtans, de zetel van die kas zich binnen het gebied van dat fonds bevond? Bovenop gezien, schijnt een dergelijk geval niet voor te komen, want men vraagt zich af waarom een kas ver van haar leden zou worden ingericht. De onderstelling mag evenwel niet als onaanneembaar worden aangezien. Immers worden de leden vaak gegroepeerd, niet naar de plaats waar zij woonachtig, maar naar de plaats waar zij werkzaam zijn. Het kan alleszins gebeuren dat een nijverheidsinrichting, bestaande op het grondgebied eener gemeente, aangesloten bij het Fonds, haar personeel aanwerft op het grondgebied van naburige fondsen B, C, D..., en dat de kas zelf haar zetel nabij de nijverheidsinrichting heeft, 't is te zeggen, *op de plaats van het werk*, binnen het gebied van het fonds A.

Al die verwikkelingen brengen er natuurlijk toe bij in de praktijk moeilijkheden te doen ontstaan, die zeer dikwijls ernstige hinderpalen zijn voor degenen, die in opdracht hebben bij te dragen tot den verzekeringsdienst. Zooals boven vermeld, tracht het Departement die gevallen zoodanig te regelen, dat de onmisbare orde verzekerd weze, in dier voege nochtans dat het de inzichten der belanghebbenden zooveel mogelijk ongehinderd laat en op de aan hun initiatief en dienstinrichting slechts een minimum druk

(1) Indien een fonds het noodig acht onderzoek te doen omtrent de boekhouding van een buiten zijn gebied ingerichte vereeniging, dan zal het Fonds waartoe die vereeniging hoort er om verzoeken dit onderzoek in te stellen.

laat oefenen. Het zal nochtans de vereenvoudiging van het stelsel nastreven en welwillend al de aanbevelingen ontvangen, die men daaromtrent mocht laten geworden.

*
* *

In verband met dit besluit dient in aanmerking te worden genomen dat de verzekering tegen werkloosheid thans nog in werking is onder het stelsel der vrije verzekering, welke toelagen geniet van den Staat, die aldus de persoonlijke voorzorg bij de belanghebbenden aanmoedigt; doch deze heeft het vraagstuk der herverzekering niet opgelost, waarbij de verschillende nijverheidstakken solidair optreden voor het geval dat een onder hen buitengewoon moeilijke toestanden zou doorleven. Deze last der herverzekering berust dus nog uitsluitend op den Staat en het is het Nationaal Crisisfonds dat hem tot uitvoeringsorganisme strekt. Het is te voorzien dat deze zaak op eene minder simplistische wijze zal geregeld worden wanneer de verzekering tegen werkloosheid een wettelijken statuut zal bezitten.

Het is vooral door middel van detail-bestuursmaatregelen dat de regelende werking van het Departement, met het oog op de verbetering van het beheer, van de techniek en van de contrôle in zake verzekering tegen werkloosheid, uitgeoefend wordt. De plaatselijke inrichtingen hadden zich in den loop van de crisis zoo snel ontwikkeld, dat deze ontwikkeling om zoo te zeggen onvermijdelijk den invloed moest ondergaan van de overhaasting, waarmede in de dringende behoeften diende te worden voorzien. Het komt er thans op aan, de talrijke raderen van deze ingewikkelde inrichting aan eene nauwkeurige en zorgvuldige herziening te onderwerpen, lastig en kiesch werk, voorwaar, dat nog kiescher gemaakt wordt door de betrekkelijke zelfstandigheid van de verschillende inrichtingen die er moeten aan medewerken: werklozenkassen, welke op veelvuldige wijzen door vakvereenigingen beheerd worden; werklozenfondsen welke beheerd worden door afgevaardigden van de vereenigde gemeenten, maar welke in hun wederzijdsch gebied eene hun door den Staat gegeven opdracht van contrôle en toezicht vervullen, opdracht op welker behoorlijke uitoefening de Staat zorgvuldig letten moet; officieele arbeidsbeurzen, beheerd door paritaire commissiën van toezicht, welke bijdragen tot de contrôle op de werklozen die allen moeten ingeschreven zijn en de werkaanbiedingen, welke er hun gebeurlijk door gedaan worden, moeten aanvaarden, onder de voorwaarden welke overeenkomen met hunne bekwaamheid. Aan de belanghebbenden worden de noodige opmerkingen gemaakt door het Departement, wiens opzieners ter plaatse, gansch het land door, van het begin tot het einde der week, iedere bijzonderheid der inrichting bestudeeren, terwijl zij hier en daar voorzien in het gebrek aan ervaring van beheerders die niet steeds de noodige voorbereiding hebben voor de taak, welke op hen berust. Uit deze dagelijkse ondervinding worden kostbare lessen geput, waardoor het mogelijk zal worden met den meest mogelijken waarborg het aanstaande stelsel der algemeen gemaakte verzekering tot stand te brengen.

Uit den ministerieelen omzendbrief van 20 Januari 1923 aan de Werklozenfondsen en Centrale Werklozenkassen blijkt duidelijk in welken geest dit werk wordt doorgezet, terwijl dit schrijven anderzijds,

buiten alle gedwongen optimisme om, wijst op de gebreken die in de toepassing vastgesteld werden.

Onder de gebreken in de toepassing, waarop de aanschrijving wijst, is er één dat meer bijzonder de aandacht verdient: het betreft de onvoldoende medewerking vanwege sommige Werkloozenfonds en aan het streven naar de strikte inachtneming van de reglementen.

De Werkloozenfonds en zijn bij uitstek van Belgischen oorsprong (de eerste werd ingericht te Gent) en bij den aanvang waren zij met een communaal of intercommunaal karakter bekleed. Inderdaad, te dien tijd hadden zij slechts voor opdracht te letten op de verdeling der toelagen van gemeentewege onder de syndicale verzekeringskassen tegen de werkloosheid.

*
* *

Sedert den wapenstilstand en vooral sedert de crisis, is het er heel anders mede gesteld. De Regeering heeft uit al hare macht gestreefd naar de oprichting van Intercommunale Fonds en in al de streken van het land waar eenigszins aan nijverheid wordt gedaan, terwijl zij van dergelijke oprichting eene voorwaarde maakte tot het verleen en van toelagen aan de werklozenkassen, aangezien het Fonds het plaatselijk organisme uitmaakt, dat op de kassen controle uitoefent. De meeste betrokken gemeenten voldeden aan dien oproep, doch vele onder haar, na een Comiteit te hebben opgericht, waarvan trouwens de samenstelling zeer veranderlijk is, voorzien slechts voor de helft in de beheerkosten van bedoeld Fonds, terwijl de andere helft den Staat ten laste komt. En wat gebeurt er dan? Deze plaatselijke comiteiten houden geen toezicht meer op het gebruik der gelden, welke te hunner beschikking werden gesteld door de gemeenten die hen daartoe hebben afgevaardigd, doch bijna *mitsluitend* op het gebruik der gelden, welke in hun gebied worden uitgedeeld *door den Staat*: 50 t. h. van de bijdragen ontvangen door de verzekeringskassen tegen werkloosheid; 90 t. h. van de tegemoetkomingen uitgedeeld door het Nationaal Crisisfonds, terwijl slechts 10 t. h. van deze laatste ten laste komen van de gemeente waar de werkloze zijne woonplaats heeft. Daaruit volgt dat sommige intercommunale comiteiten, weinig belang stellend in de behoorlijke aanwending van die Regeeringstoelagen, aan de uitoefening hunner opdracht niet al de wenschelijke zorg wijden. Hierdoor worden de klachten en grieven gerechtvaardigd, welke in bovenbedoelden ministerieelen omzendbrief tot uiting kwamen.

Nadat zij zich, bij den aanvang der crisis, op goed geluk af en naar den loop der omstandigheden tot groepen hadden verenigd, gebeurde het dat sommige gemeenten niet tevreden meer waren van hunne deelgenooten en dat zij van de eerste gelegenheid gebruik maakten om uit het Fonds te treden, zonder zich te bekommeren om de moeilijkheden welke zij daardoor veroorzaakten voor den Staat, het Nationaal Crisisfonds en de werklozenkassen zelf. Het beginsel van de gemeentelijke zelfstandigheid geeft hun trouwens op dit gebied volle vrijheid. Dit ook is eene van de bezwaren, waartoe het bestaande stelsel aanleiding geeft, en daartegen zal slechts op werkelijk doeltreffende wijze worden te keer gegaan door de verwachte wet op de verzekering tegen werkloosheid.

PLAATSING.

Bedrijvigheid van de Officieele Werkbeurzen gedurende het jaar 1922.

MAANDEN.	Aanvragen.	Aanbiedingen.	Plaatsingen.
Januari	18,183	9,277	6,562
Februari	15,843	9,056	6,309
Maart	17,619	12,429	8,016
April	17,095	12,266	8,354
Mei	20,459	14,301	9,100
Juni	16,341	11,843	7,277
Juli	14,831	10,404	6,518
Augustus	14,173	11,082	7,186
September	14,016	11,779	7,700
October	15,336	11,399	7,842
November	13,745	11,266	7,148
December	14,646	11,773	7,759
	192,287	138,875	89,771

NOTA. — Voor de eerste drie kwartalen van 1922 (de uitslagen voor het gansche jaar zijn nog niet met zekerheid gekend) bedroegen de kosten per plaatsing, voor al de officieele beurzen samen, fr. 8.40. Doch dit cijfer werd slechts bekomen mits men in de plaatsingskosten *al* de uitgaven van de Beurzen begrijpt.

Tot nog toe kan geen volledige statistiek opgemaakt worden van de verrichtingen der toegelaten *vrije* beurzen. Het Departement houdt zich bezig met het aanvullen dezer leemte, met de medewerking van den Vrijen Nationalen Werkbeurzenbond en van dezès secretaris, den heer Van Avermaet.

Eene onlangs opgemaakte statistiek, door dezen Bond bekend gemaakt, geeft voor het eerste halfjaar 1922 voor *twaalf inrichtingen*: 7,571 *aanvragen om eene plaats te bekomen*, 6,091 *aanbiedingen* en 2,892 *plaatsingen*.

Eene goede plaatsingsorganisatie, die aan de werklooze arbeiders gelegenheid biedt om hunne bekwaamheid als opbrengers, met den meest mogelijken spoed, weder te nutte te maken, is in normalen tijd een der beste strijdmiddelen tegen de onvrijwillige werkloosheid. Dit is een beginsel dat thans niet meer betwist wordt, en dat beginsel is het, waardoor het Departement zich laat leiden om, zoowel onder de werkgevers als onder de werknemers, de gewoonte te doen ingang vinden om, in alle gevallen van vraag of aanbod van betrekkingen, zijne toevlucht tot de plaatsingskantoren te nemen. De vergoeding, door eene verzekeringsinrichting aan een werklooze toegekend, beantwoordt zeker aan eene hoofdzakelijke behoefte, want, in afwachting van opnieuw te kunnen werken, moet

men toch leven en zijn gezin laten leven. Doch op maatschappelijk gebied heeft men een veel nuttiger werk verricht door aan den werklooze zonder verwijl eene plaats te bezorgen, welke strookt met zijne bevoegdheid, dan toe te laten te wachten dat een gelukkig toeval hem, na oneindige vruchteloze stappen, eene nieuwe, maar laatijdige gelegenheid tot werken bieden komt.

Wat meer is, voor de behoorlijke werking zelf van de verzekering tegen werkloosheid, waarvan het nut schier niet meer betwist wordt, is een plaatsingsstelsel, dat in staat is om de werkaanbiedingen spoedig in betrekking te stellen met de daarmee overeenkomende aanvragen, een van de meest doeltreffende contrôle-middelen om het onvrijwillige van de werkloosheid te toetsen en, bijgevolg, om de misbruiken en de uitbuiting der verzekering te voorkomen.

Hoe in het oog loopend deze waarheden ook zijn mogen, toch blijkt uit de ervaring dat de onverschilligheid van talrijke belanghebbenden nog dikwijls het voornaamste beletsel is tot het verspreiden van de diensten, welke de instellingen tot kosteloze plaatsing aan al de standen der bevolking zouden kunnen bewijzen. Gewis, dank zij eene ijverige propaganda, was in deze laatste jaren een aanzienlijke vooruitgang op dien weg te bespeuren.

Al wie echter in het werk der arbeidsbeurzen belang stelt, ziet met een diep leedwezen de onverschilligheid welke door sommige werkgevers tegenover hunne pogingen wordt gesteld. Dit feit mag hier wel vermeld worden, op een oogenblik vooral dat men vaak aan het Nationaal Crisisfonds verwijt de arbeiders te steunen, wier werkloosheid niet steeds vrijwillig is. Welnu, het is thans een verplichting dat elke werklooze, die de bewilligingen van het Fonds geniet, ingeschreven weze bij eene Werkbeurs. Den hekelaars staat het dus volkomen vrij, de uitbuiting, waartegen zij opkomen, onmogelijk te maken, door te trachten naar de Werkbeurzen de werkaanbiedingen te doen toevloeien, welke, naar zij beweren, door de « beroepswerkloozen » worden versmaad. Doch, — en dit is het aardige van het geval — onder hen is het meestal dat men de meeste verkleefdheid aantreft aan de vroegere aanwervingsmethodes, welke de contrôle op de werkloosheid door de plaatsing bijzonder moeilijk maken.

Onlangs nog, in December l.l., werd deze waarneming bewaarheid ter gelegenheid van de belangwekkende hervorming ingevoerd door de Antwerpsche Werkbeurs, wat betreft de havenarbeiders. In vele ambachten van dit soort heeft de arbeider geen vasten patroon : hij wordt voor zeer korten tijd en voor een bepaald werk in dienst genomen ; in gewonen tijd is er meer werkvolk voorhanden dan men er noodig heeft, zoodat het bijzonder moeilijk is na te gaan of de werkloosheid al dan niet vrijwillig is, des te meer daar de traditionneele plaatsen, waar men werkvolk in dienst neemt — op den hoek van een straat, op die of die plaats van de kaai — verspreid zijn over eene onmetelijke oppervlakte en men voor die of die specialisten in een vak geen werk vindt op een gegeven plaats, terwijl er op eene andere plaats naar gevraagd wordt. Om een eind te maken aan een toestand die zoo nadeelig is voor de werkgevers als voor de werknemers, heeft de Beurs een bijzonderen plaatsingsdienst opgericht aan de haven zelf, in een lokaal waar terzelfdertijd de contrôledienst op de werkloozen fungeerde.

Geen enkele werklooze werd voortaan nog toegelaten om zijne werkloosheid te doen vaststellen, zoolang er eene werkaanbieding van wege een werkgever open bleef. De proef leverde de verwachte uitslagen en van nu af aan zijn door het Departement, in overleg met het Antwerpsch Gemeentebestuur, maatregelen getroffen om de noodige lokalen op te richten ten einde het stelsel algemeen te maken en de vroegere ellendige methode van de aanwervingsplaatsen in de open lucht af te schaffen. Eens te meer, echter, stuitte de aldus verwezenlijkte, ware vooruitgang in de inrichting van de arbeidsmarkt op den lijdelyken tegenstand vanwege sommige werkgevers of van hunne beambten, die gestoord werden in hunne ingewortelde gewoonten, welke gekant zijn tegen alle nieuwigheid, hoe voordelig zij ook weze voor het algemeen belang.

Een andere belangrijke maatregel op het gebied van de inrichting der arbeidsmarkt wordt thans door het Departement voorbereid. Wij willen spreken van de deelneming van het buitenlandsch werkvolk aan onze nijverheids-, landbouw- en handelsondernemingen. Het is een niet meer betwist feit dat, evenals onze nationale landbouw, sommige onzer nijverheidstakken, de kolenmijnen, b. v., in het land niet meer al de werklieden vinden, die zij noodig hebben. Verleden jaar reeds, werden proeven genomen om in het buitenland de elementen aan te werven, die in staat zouden zijn om de bevonden leemte te vullen. Uit de ervaring bleek spoedig dat dit vraagstuk meer dan eene kiesche zijde vertoonde en dat er, buiten de gewenschte inwijkelingen, ook een niet te veronachtzamen aantal andere in ons land binnendringen, die minder gewenscht zijn. Voor de eerste maal werd het dus onze Regeering duidelijk dat zij eene inwijkingspolitik behoefde te hebben; zoo niet, zouden aanzienlijke buitenlandsche organisaties op ons grondgebied, ten behoeve van hare landgenooten, stelselmatig doeleinden nastreven, welke volstrekt verschillen van die, waardoor onze eigen werkgevers zich laten leiden bij het zoeken naar buitenlandsch werkvolk. Het onderzoek naar de aan te wenden middelen wordt thans door de verscheiden betrokken Departementen in gemeen overleg doorgezet; het Ministerie van Nijverheid en Arbeid zal natuurlijk een belangrijk deel hebben in de tenuitvoerlegging der te nemen beschikkingen.

Gaarne zag men ook dergelijk overleg plegen tusschen dat Departement en het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien, opdat ten slotte toch in België een stelsel worde ingevoerd, dat sedert zoo langen tijd reeds in talrijke andere landen tot ieders voldoening in werking is. Het geldt de toekenning van den portvrijdom aan de officiele en door den Staat toegelaten Werkbeurzen, ten einde tusschen deze en de belanghebbenden de briefwisseling mogelijk te maken, welke hun thans in verband met de hoge tarieven feitelijk ontzegd is.

Zoodra men, terecht, de kosteloze plaatsing als een openbaren dienst beschouwt, begrijpt men bezwaarlijk dat verouderde precedentes zich verder zouden verzetten tegen een zoodanigen maatregel.

Vrije Arbeidsbeurzen.

De Staat bleef, evenals vroeger, de paritaire Vrije Arbeidsbeurzen aan-

moedigen in de maat dat deze medewerken aan het werk der kosteloze plaatsing.

Vijftien, door het Departement van Nijverheid en Arbeid toegelaten inrichtingen hebben, om hunne werking in 1921, toelagen ontvangen, welke te zamen fr. 48,112.50 bedragen.

Vanaf 1922 werd het tarief van de door het Departement aan de Vrije Werkbeurzen toegekende bewilligingen in aanzienlijke mate verhoogd : van fr. 2.50 per gecontroleerde plaatsing werd het opgevoerd tot fr. 7.50 voor de Beurzen der eerste categorie et tot 5 frank voor de Beurzen der tweede categorie.

Worden beschouwd als inrichtingen van de eerste categorie, diegene welke voor de plaatsing over een bijzonder ingericht lokaal beschikken, waarop, van op straat, de aandacht van het publiek wordt gevestigd door een goed zichtbaar uithangbord, en dat ook door een bijzonder personeel bediend wordt.

HET ARBEIDSOPZICHT.

Het Arbeidsopzicht in België is in zeven districten verdeeld : Brabant, Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen, Henegouw, Namen en Luik. Voor de kolenmijnen bestaat een speciaal arbeidsopzicht, zooals overigens alles voor de mijnwerkers een speciaal karakter draagt: arbeidsregeling, mijnwerkers, pensioenen, enz.

In dienst van het Arbeidsopzicht zijn technische opzichters (ingenieurs), controleurs (vroeger : afgevaardigden bij het Arbeidsopzicht), en gezondheidsopzichters (geneesheeren).

Voor gansch België zijn niet meer dan zes gezondheidsopzichters in dienst. Dat is veel te weinig.

De technische opzichters zijn, in 't geheel, ten getale van 25. Er zijn evenveel controleurs, waarvan 4 voor Brabant, 3 voor Antwerpen, 5 voor Oost-Vlaanderen, 3 voor West-Vlaanderen, 4 voor Henegouw, 1 voor Namen en 5 voor Luik. Er zijn bovendien nog zeven vrouwelijke controleurs.

Het woord zelf geeft te kennen welke de taak is van de gezondheidsopzichters: zij moeten hoofdzakelijk nagaan of de werkplaatsen beantwoorden aan de voorschriften der gezondheidsleer.

De technische inrichting en de veiligheidsmaatregelen behooren tot de bevoegdheid der technische opzichters. In eerste opdracht hebben deze « de politie der ingedeelde nijverheden ». Dit werd behouden in de wet van 29 Januari 1863. Iedere inrichting, waarin machines zullen worden geplaatst, drijfkracht, zal worden gebezigd en waaruit gevaren of ongemakken kunnen volgen voor de omliggende gebouwen en dezer bewoners, moet het voorwerp zijn van een ernstig onderzoek, waarover verslag wordt uitgebracht. Dat geldt niet alleen voor nieuwe inrichtingen, maar ook voor bestaande, die veranderingen willen brengen, nieuwe werktuigen plaatsen of verplaatsen, enz. Dit is een zeer belangrijk werk, dat veel tijd vraagt. Voor 1922 waren zoo, voor West-Vlaanderen alleen, niet min dan 234 onderzoeken te doen en verslagen uit te brengen.

De tweede taak der technische opzichters is het doen naleven van de bestaande wetten. Hierbij worden zij geholpen door de controleurs.

Van de controleurs is tegenwoordig één per provincie belast met het opmaken van de verkoopprijzen der voornaamste levensmiddelen tot het vaststellen der index-cijfers. De helft van den tijd gaat daaraan op. In plaats dat het getal controleurs zou vermeerderd zijn, o. a. om te zorgen voor de toepassing van den 8-urendag, werd het eerder verminderd.

Nu nog een paar beschouwingen nopens het opzicht betreffende de veiligheid en gezondheid der werkplaatsen. De desbetreffende voorschriften komen voor in het Koninklijk besluit van 30 Maart 1903. Dat Koninklijk besluit moest de toepassing verzekeren der wet van 2 Juli 1899. Bijna zes jaar waren noodig geweest om dat besluit op te stellen. Het werd sindsdien nooit herzien.

Dat K. B. krioelt van beperkende bepalingen. Zóó wordt b. v. wel gezegd, dat er voor iederen werkman eene luchtruimte moet zijn van 10 kubieke meters; dat de werkplaatsen minstens 2^m.50 hoog moeten zijn; dat de verluchting 30 kubieke meters luchtverversching per uur en per werkman moet toelaten; dat de werkzalen behoorlijk moeten verlicht zijn; dat maatregelen moeten getroffen worden tegen overhitting; dat de gemakken en waterbakken moeten behoorlijk onderhouden worden, en er minstens één gemak voor 23 personen moet zijn. Maar schier achter ieder voorschrift wordt er bijgevoegd: als het kan, als de omstandigheden het toelaten, zooveel mogelijk, enz.

Deze terughoudingen maken het vaststellen der overtredingen zeer moeilijk.

De Veiligheidswet van Nederland, gemaakt den 20ⁿ Juli 1895, en herzien en aangevuld den 21ⁿ Augustus 1916 is in dat opzicht oneindig veel beter. Het Arbeidsopzicht is op zichzelf daar ook veel ernstiger dan in België. De schadelijke nijverheden, ten getale van 62, hebben eene afzonderlijke en zeer strenge verordening. Die Veiligheidswet bestaat uit niet min dan 272 artikelen.

Wij zouden ons haast laten bekoren om daaruit eenige bepalingen te nemen, die bevestigen hoe ernstig en wetenschappelijk die voorschriften zijn opgesteld, maar dat zou ons te ver leiden.

Het schijnt ons althans dat de arbeidsopzichters in Nederland heel wat beter gewapend, en de veiligheid en gezondheid der werklieden heel wat doelmatiger zijn beschermd dan in België.

Om zich daarvan te overtuigen, raden wij onze geachte Collegas vurig aan, het « Staatsblad van het Koninkrijk der Nederlanden » te consulteeren, en wel namelijk het Staatsblad n° 504, bevattende het « Besluit van den 2^{en} Juli 1913 houdende bekendmaking van den tekst der Veiligheidswet » en het Staatsblad n° 418, bevattende « het besluit van den 2ⁿ Augustus 1916, tot intrekking van het Koninklijk besluit van 27 Juni 1913 (Staatsblad n° 317), gewijzigd bij Koninklijk besluit van 20 April 1914, (Staatsblad n° 185) en tot vaststelling van eenen algemeenen maatregel van bestuur, als bedoeld bij de artikelen 6 en 7 der veiligheids wet ».

Laten wij ten slotte den vurigen wensch uitdrukken dat weldra de Belgische Wetgeving op ditzelfde hoogtepeil mochte gebracht worden.

De Opzieners van den arbeid.

In het verslag van de Middenafdeeling van verleden jaar wezen wij er op, dat de huidige wedden van de opzieners van den arbeid niet overeenkomen met de kennis en met de beroepsbelangloosheid welke men van hen eischt, evenmin als met het maatschappelijk belang van het ambt dat zij uitoefenen. Wij voegen er bij dat wij dat jaar geen uitdrukkelijk voorstel deden in verband met de nochtans zoo gerechtvaardigde verhooging hunner wedde, en wij lieten tegemoet zien hoe moeilijk met den tijd zou worden de aanwerving van dergelijke ambtenaren.

In den loop van het verstreken dienstjaar verloor het arbeidstoezicht verscheidene van zijne beste elementen, die in de privaatsijnerheid beter bezoldigde betrekkingen hebben aanvaard.

Het is dringend noodig, de wedden van de opzieners van den arbeid op gelijken voet te brengen met die van de mijningenieurs, welke denzelfden dienst doen, doch in een veel minder uitgebreid domein.

Verre van ons de gedachte, hier het cijfer deraan de mijningenieurs en aan de ingenieurs van bruggen en wegen en spoorwegen toegekende wedden te hekelen. Doch het is volstrekt onrechtvaardig dat de opzieners van den arbeid, die naast hunne kennis als technici, blijk moeten geven van zooveel persoonlijk tact en wereldkennis en die sedert meer dan een kwart eeuw, bij de toepassing van de sociale wetten, beantwoorden aan al wat de wetgever van hen verwachtte, niet behandeld worden zooals de ambtenaren van voormelde besturen, terwijl zij allen, zooals deze laatsten, in het bezit zijn van een diploma van ingenieur, afgeleverd door eene Belgische hoogeschool, dat 4 à 5 jaar studie heeft gevegd.

Ook heeft de Commissie het innig verlangen uitgedrukt, dat de Minister een wijziging van crediet op zijne begrooting zou voorstellen ten einde hem in staat te stellen, den hierboven uitgedrukten wensch te verwezenlijken, te weten : het stellen op gelijken voet van de opzieners van den arbeid met de mijningenieurs.

De tusschenkomst van de arbeidsopzieners hetzij als bemiddelaars in de arbeidsgeschillen, hetzij als scheidsrechters wordt steeds meer aangevraagd en wij stellen er prijs op, een bijzondere hulde te brengen aan deze ambtenaren, die zich onvoorwaarlijk en onverdroten wijden aan de handhaving van den maatschappelijken vrede.

Anderzijds dienen de uitstekende diensten niet te worden vergeten, welke de arbeidsopzichters aan het arbeidstoezicht bewijzen. Hunne opdracht is dikwijls heel moeilijk, vraagt veel beslommering en is steeds zeer kiesch.

Hunne wedde komt evenmin als die der opzieners overeen met de heerschende levensduurte.

Inderdaad, de opzichters-5^e klasse genieten eene wedde die gaat van 6,200 fr. tot 7,000 fr.; de opzichters-2^e klasse, eene wedde gaande van 7,500 fr. tot 9,500 fr.; de opzichters-1^e klasse winnen van 10,000 tot 11,500 frank. Zou men niets kunnen doen voor deze nederige ambtenaren?

De paritaire arbeidscommissiën.

Oorsprong. — De moeilijkheden, welke na den oorlog op nijverheidsgebied opdoken, stelden tegenover elkaar de twee groote economische factoren : het kapitaal en den arbeid.

Ten einde de collectieve geschillen te vermijden of te beslechten, nam de Regeering het oprichten van Commissiën in overweging, waarin al de betrokken belangen per groep van nijverheidstakken zouden vertegenwoordigd zijn.

Om deze organismen gezag bij te zetten, werden zij ingesteld bij Koninklijk of ministerieel besluit en gesteld onder het voorzitterschap van een afgevaardigde van de Regeering.

Doel. — De dringendste te behandelen vraagstukken waren die betreffende de loonen en de regeling van den arbeid. Inderdaad, de door den oorlog medegebrachte stornissen hadden voor gevolg dat de prijs van alle levensbehoeften in hooge mate gestegen was en de stoffelijke toestand van de meesten onder onze werkhuizen was weinig schitterend ten gevolge van de door den overweldigende aangebrachte verwoestingen.

Dat was de taak, die bij den aanvang werd opgedragen aan de Paritaire Commissiën die, evenwel, in het vervolg geraadpleegd werden over de afwijkingen toe te staan op het stelsel dat werd opgelegd door de wet van 14 Juni 1921 op den acht-uren dag en de week van 48 uren.

Instelling. — Over het algemeen hangt het instellen van Paritaire Commissiën van het initiatief der betrokken partijen af. Het is op aanvraag van het een of van het ander organisme, van de zijde van de werkgevers of van de zijde van de arbeiders dat het bestuur tusschenbeide komt. In de maat van de middelen, waarover zij beschikt, spoort zij de vereenigingen of syndicaten op, welke de werkgevers en de werknemers van een zelfde nijverheid groepeeren, ten einde hunne instemming te verkrijgen. Deze eens bekomen en is het aantal aangesloten bij de verschillende syndicaten gecontroleerd geworden, dan worden de mandaten naar verhouding verdeeld, zoodanig dat tegelijk rekening gehouden wordt met de belangen van de verschillende streken des lands en met de getalsterkte van elke groep.

De Paritaire Commissiën zijn nationaal of regionaal, naarmate de vertegenwoordigde nijverheidstakken verspreid zijn over gansch het land of meer in een bepaald gewest gegroepeerd zijn.

Samenstelling. — Het aantal, aan elk organisme toe te kennen zetels vastgesteld zijnde, wordt dan een beroep gedaan op de kandidaten die gekozen worden door den Minister uit eene lijst met twee kandidaten te leveren door elke groep die in den schoot van de Paritaire Commissie moet vertegenwoordigd zijn.

Elk werkend lid heeft een plaatsvervanger.

Bij het besluit tot instelling wordt ook de afgevaardigde der Regeering benoemd, die stemgerechtigd en gelast is de Commissie voor te zitten; ook de secretaris wordt er bij benoemd; verder worden de bevoegdheden van het nieuwe organisme er nader bij bepaald.

Vergaderingen. — Behalve de vergadering tot instelling worden de vergaderingen over het algemeen vastgesteld in overleg met de arbeiders- en werkgeversafvaardigingen en wanneer een belangrijk punt dient te worden behandeld.

De vergaderingen duren tot wanneer de dagorde is afgehandeld.

Bestaande commissiën. — De Paritaire Commissiën, welke thans in werking zijn, hangen af van het Beheer der Mijnen of van het Arbeidstoezicht (1^{re} sectie).

Zij kunnen gerangschikt worden als volgt :

Jaar 1922.

Onder de talrijke arbeidsconflicten, welke in den loop van dit jaar bij de eerste sectie van het arbeidstoezicht werden aanhangig gemaakt, hebben honderd en drie aanleiding gegeven tot een rechtstreeksche tusschenkomst van de beambten van het Arbeidstoezicht.

Deze conflicten zijn te verdeelen in vier en dertig latente conflicten en acht en zestig stakingen en een lock-out.

In negen en dertig gevallen werd geen oplossing getroffen ofwel heeft deze geen wijziging gebracht in de door de werkgevers genomen of voorgestelde schikkingen ofwel nog is zij ons nog niet bekend.

Vier en veertig conflicten werden opgelost door de verzoening van partijen. Twintig andere werden scheidsrechterlijk beslecht. Acht van de scheidsrechterlijke uitspraken vielen ten gunste der arbeiders uit, drie traden de stelling der werkgevers bij, negen velden een uitspraak, waarbij aan beide partijen gedeeltelijk voldoening werd geschonken.

*Lijst der Paritaire Commissiën, officieel ingesteld
bij Ministerieel besluit.*

Naam.	Datum van het besluit.	Aantal afgevaardigd ⁿ van de werkgevers.	Aantal afgevaardigd ⁿ van de werknemers.	Aantal vergaderingen
Nationaal Comité voor machi- nenbouw	25 Juni 1919	9	9	49
Gewestelijk Comité voor de hol- glasblazerij	1 September 1919	3	3	41
Gewestelijk Comité voor textiel- nijverheid in beide Vlaanderen (4 afdelingen)	15 October 1919	18	18	108
Nationaal Comité voor den ha- venarbeid te Antwerpen	12 November 1919	8	8	89
Nationaal Comité voor gas- en electriciteitsdiensten	29 November 1919			
a) Gas		7	7	11
b) Electriciteit		7	7	16
Nationaal Comité voor de spie- gelgieterij	30 Januari 1920	3	3	20
N. C. voor hout- en meubelnij- verheid	7 Februari 1920	8	8	
N. C. voor het bouwvak (grootte bouwwerken)	7 Februari 1920	6	6	
N. C. voor transportbedrijf	10 Maart 1920			
a) buurtspoorwegen		5	5	15
b) tramwegen		5	5	14
c) automobielen	13 December 1921			
Openbare diensten		5	5	
Privaatdiensten		4	4	5
Gewestelijk Comité voor de bor- stelnijverheid (West-Vlaanderen)	3 December 1920	4	4	5
G. C. voor de klompenmakerij in het land van Waas	27 September 1921	5	5	15
N. C. voor het broodbakkers- bedrijf	8 Februari 1922			
eerste afdeling		3	3	
tweede afdeling		3	3	10
N. C. voor hotel- restauratie- en drankslijtersbedrijf	9 Februari 1922			
eerste afdeling				
tweede afdeling		4	4	6
N. C. voor het braken en het roten van vlas in de streek van Kortrijk		4	4	13

JAAR 1922.

Klasse.	Nijverheid.	Latente geschillen.	Stakingen.	Lock out.	Ingrijpen van het arbeidstoezicht.									
					Uitslagen. ...			Scheidsrechterlijke uitspraken.						
					Geen of onbekend.	Overeenkomst.	Scheids-gerecht.	Gunstig voor de		Gemengd	In beroep.	Gunstig voor de		Gemengd
								werkkled.	werkgev.			werkkled.	werkgev.	
III	Metaalnijverheid . . .	3	17	—	9	10	1	—	—	1	—	—	—	—
IV	Ceramiek . . .	3	1	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
V	Glasnijverheid . . .	2	4	—	4	1	1	—	1	—	—	—	—	—
VI	Scheikundige nijverheid	6	6	—	3	4	5	3	—	2	—	—	—	—
VII	Levensmiddelen. . .	1	5	—	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—
VIII	Textielnijverheid . . .	7	17	—	5	10	9	4	—	5	—	—	—	—
IX	Kleederbedrijf . . .	—	3	—	1	1	1	—	1	—	—	—	—	—
X	Bouwvak . . .	3	2	—	3	1	1	—	—	1	—	—	—	—
XI	Houtnijverheid . . .	4	5	1	4	5	1	1	—	—	—	—	—	—
XII	Ledernijverheid. . .	1	3	—	1	2	1	—	1	—	—	—	—	—
XIII	Tabaknijverheid. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XIV	Papiernijverheid . . .	1	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—
XV	Boekbedrijf . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVI	Kunstbedrijven . . .	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVII	Transportbedrijf . . .	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XVIII	Bijzondere en allerhande takken van nijverheid.	3	2	—	3	2	—	—	—	—	—	—	—	—
		34	68	1	39	44	20	8	3	9	—	—	—	—

Bestissingen. — De paritaire commissies zijn in werkelijkheid studie-commissies en verzoeningsorganismen. Het zijn geen scheidsrechtersraden. Herhaaldelijk nochtans, werd op die organismen een beroep gedaan om in hun schoot eene afvaardiging aan te duiden, welke belast werd in sommige conflicten een wezenlijke scheidsrechterlijke uitspraak te vellen.

De beslissingen worden bij eenparigheid genomen.

Tot nog toe kan geen wettelijke sanctie diegenen treffen die deze beslissingen niet nakomen, maar de afgevaardigden in den schoot van de paritaire commissies gaan om zoo te zeggen de eereverbintenis aan, om van al hun gezag op hunne lastgevers gebruik te maken om te bekomen dat zij zich onderwerpen aan de aangenomen beslissingen. In verband hiermede, hebben wij den 11 Juli 1922 op het bureel der Kamer ons wetsvoorstel op de paritaire vakcommissies neergelegd dat, naar wij hopen, zoo spoedig mogelijk door de Kamer zal worden aangenomen.

Uitslagen. — De uitslagen tot dewelke de paritaire commissiën geleid hebben zijn wezenlijk van belang.

Waar zij de twee groote factoren der voortbrenging samen hebben gebracht, hebben zij menig vooroordeel en menig misverstand uit den weg geruimd.

Zij hebben talrijke conflicten voorkomen of vereffend, door overeenkomsten en loonregelingen op te maken die ware arbeidskeuren zijn.

Daarenboven hebben zij overeenkomsten gesloten betreffende den arbeidsduur en de arbeidsvoorwaarden, geldig tot op het oogenblik dat de door de wet van 14 Juni 1921 op den achturedag voorziene besluiten de door die wet mogelijk gemaakte afwijkingen voorgoed zullen regelen.

TECHNISCH ONDERWIJS.

De verbetering, de algemeenmaking van hun nijverheids-, vak- en technisch onderwijs wordt voor ons land een vraagstuk van zulk een groot gewicht, dat men er de aandacht van den wetgever en van gansch de Natie niet genoeg kan op vestigen.

Ik zou het niet beter kunnen bewijzen dan de heer Paul Pastur, bestendig afgevaardigde van Henegouw, het gedaan heeft in een merkwaardig artikel dat op 13 Februari 1923 verschenen is in *Le Peuple*.

Gaarne brengen wij onder de oogen van onze achtbare medeleden, de volgende uittreksels uit dit artikel :

« De kwestie van het technisch onderwijs is van het grootste belang; zij komt op het voorplan bij de studie van ons economisch herstel, zij is misschien de eerste welke de openbare machten dienden te gemoet te zien. België, inderdaad, is steeds tot in de laatste jaren door de nijverheidsvolkeren van de gansche wereld beschouwd geworden als het land dat de beste werklieden bezat : dit was de ware oorzaak van zijn voorspoed op nijverheidsgebied.

» Natuurlijk, zijn de grondhoedanigheden van onze werkkrachten geenszins verminderd, doch daar is een crisis, welke door sommigen de « crisis der vakopleiding » genoemd wordt, en wel ten onrechte, trouwens, want het geldt hier doodeenvoudig eene crisis onder de geschoolde werklieden.

» Indien wij er niet meer in slagen een voldoende aantal arbeids-specialisten te vinden, dan is het omdat ons land zich niet in tijds de noodige inspanning heeft getroost om geschoolde arbeiders te vormen.

» Na den wapenstilstand, waren onze industrieelen bezorgd om hunne fabrieken van een meer moderne uitrusting te voorzien en oogenblikkelijk hebben de werkgevers-vereëningingen en werknemerssyndicaten, in talrijke dagorden, de noodzakelijkheid vastgesteld geperfectioneerde werklieden te vormen. Deze zijn het, die ontbreken en men kan die niet vormen van den eenen dag tot den anderen; zoodat sommige nijverheidsbedrijven aarzelen uiterst-geperfectioneerde, dus meer voortbrengende werktuigen of machines te koopen, omdat deze zeer moeilijk zijn om leiden, en ze vreezen onder hun werkvolk geen werklieden te vinden die bekwaam zijn, niet om de machines te bedienen, maar om ze te leiden, ze te beheerschen.

» Ziedaar waarom onze prijzen te hoog zijn op de uitvoermarkt; en dat men niet kome zeggen dat die prijzen te wijten zijn aan de hooge loonen. Iets anders moet men daarin zien: over het algemeen, ziet de Belgische arbeider zijn eigen waarde dalen, naar verhouding van die van de buitenlandsche arbeiders.

» Daarin ligt een zeer groot gevaar besloten voor België, dat zijn vervaardigde stoffen moet uitvoeren indien het voedsel wil hebben, en dat dus volstrekt er voor moet zorgen dat zijn werkvolk boven dat der andere landen blijft. Tegenwoordig eischen de bij de fabricage aangewende werkwijzen en het gebruikte materiaal, dat de arbeider meer kennis bezit dan wat hij op empirische wijze in de werkplaats kon aanleeren. De wetenschappen van den arbeider moeten zich uitbreiden en degelijker worden. Nog zal het zijn arm zijn, die het gereedschap zal leiden, doch vooral zijne hersenen zullen werken en daarom is er slechts eene vorming mogelijk: de vorming door de technische school.

» Voorbeelden daarvan worden ons overal verstrekt: door Duitschland, dat sedert dertig jaar zijne nijverheidskaders vormt door de school; door Zwitserland, waar sommige kantons den technischen leerplicht kennen; door Engeland, door het na-oorlogsche Frankrijk die erkennen hoe gewichtig het voor hen is te beschikken over keurarbeiders en die zich ontzaglijke opofferingen getroosten om talrijke vakscholen in te richten.

» Ten onzent, wendt men zich tot Hem-gonw als men goede werklieden verlangt: het is dan ook de kweekschool geworden van onze keur-arbeiders.

» Welnu, men schijnt zich tegenwoordig te verschuilen achter dat berucht beginsel van *inkrimping der uitgaven*, dat men beter zou vervangen door dat van de *uittezing der uitgaven*.

» Het oprichten van een algemeen gemaakt en verplichtend technisch onderwijs is voor België als nijverheidsland eene kwestie van leven of dood geworden; daarin is het dat de huidige crisis haar doeltreffendste heelmiddel kan vinden. Natuurlijk zal dit onderwijs veel geld kosten. Moeten de leiders onzer Natie daarvoor terugdeinzen? Wij gelooven het niet.

» Ik hoorde onlangs in eene redevoering hunne houding vergelijken met die van een beheerraad van eene naamlooze vennootschap die zou aarzelen hare uitrusting te verbeteren omdat zij geen winsten maakt, terwijl zij juist geen winsten maakt omdat zij hare uitrusting niet vernieuwt.

» Talrijke voorbeelden zijn daar om ons te bewijzen, dat de aldus beheerde vennootschappen ten onderen gaan. Zullen onze regeerders ook onze Belgische Naamlooze Vennootschap laten ten onderen gaan, terwijl in den huidige stand van de nijverheid en van de arbeidskrachten, de aan het technisch onderwijs gewijde kapitalen niet een uitgave mogen heeten, maar wel eene belegging met een onschatbaren interest!

» De ondervinding wijst ons op het gevaar dat er kan in bestaan de geschoolde arbeiders, bij gelegenheid, van de primaire nijverheden af te wenden. Deze alleen kunnen aan het land de goedkope grondstoffen en brandstoffen leveren, welke zullen toelaten om goedkoop te fabriceren en aldus den prijs van het leven te doen dalen. Wij zullen toch geen gietijzer of staal gaan invoeren, om er kleine mechaniek uit te vervaardigen, wij moeten in België goede mijnwerkers, goede glasblazers, goede metaalbewerders, goede

wevers, behouden, het is te zeggen geschoolde werklieden voor onze grond-nijverheidstakken.

» Wij moeten dus ijveren, niet voor de hervorming van onze bestaande industrieën, maar wel voor de uitrusting er van aan werkelijk geschoolde arbeidskrachten. Wij moeten ook ijveren om spoedig (dat kan op minder dan tien jaar tijds gebeuren) een degelijk tusschenkader tot stand te brengen, hetwelk tot nog toe slechts op empirische wijze werd gevormd, wiens ontwikkeling werkelijk al te beperkt is en dat vertrouwd moet worden gemaakt met de groote organisatie-beginselen, dat een voldoende techniek moet bezitten om hem toe te laten naar zijne rede — en niet meer uit gewoonte — de meest ingewikkelde fabricages te leiden en dat vooral de taak zal komen verlichten van den ingenieur in de leiding der ondernemingen. De Belgische ingenieur zal dan den tijd vinden om zich in zijne wetenschap te volmaken, om — evenals zijne collega's dit in den vreemde doen — nieuwe Belgische methodes, Belgische werkwijzen, Belgische verbeteringen in de uitrusting te besturen, terwijl wij die van uit het buitenland moeten betrekken. De wetenschap der Belgische ingenieurs is ten minste evenveel waard als die der ingenieurs van de naburige landen; ongelukkig gebruiken onze nijverheidsbedrijven hen vaak voor betrekkingen waarvoor die wetenschap overbodig is en daardoor worden zij er natuurlijkerwijze toegebracht hunne ware wetenschap te veronachtzamen.

» Laten wij techniekers, goede werkmeesters, goede bedrijfsleiders vormen; de Belgische ingenieur zal aan de Belgische uitrusting en de Belgische werkwijzen de plaats terugschikken welke zij voorheen bekleedden.

» Gansch het nijverheidskader is het dus — vanaf den werkman tot het hoofd der werkplaats — dat moet worden gevormd en dat zonder langer verwijl moet worden gevormd, zoo men ons land wil redden van den ondergang waarheen het holt!

» Dat het land zich de noodige opofferingen getroost, dat morgen eene wet op het technisch onderwijs — welke gansch klaar ligt en maar hierop wacht dat de Minister haar ter tafel brengt — ter beschikking van de ambachten, den landbouw, de nijverheidsbedrijven, beter gevormde werkkrachten en kaders stelle, die alleen bekwaam zijn om onzen wederopbloei te verzekeren.

» Elke andere beschouwing over den toestand van onze nijverheid is maar van ondergeschikten en subjectieven aard. »

Het is dus volstrekt noodig, dat de wetgever zich om dit zoo gewichtig problema bezorgd make. Reeds in mijn vorig verslag wees ik er op, dat zich vooreerst twee zaken opdrongen: een wettelijk statuut voor de leeraren der vakscholen; normale leergangen voor het vormen van leeraren voor het vak- en technisch onderwijs.

Het door ons geacht medelid, den heer Van Caeneghem, ter tafel gelegd wetsvoorstel verdient dan ook voor deze kwestie, en voor nog veel andere, ten volle de aandacht van de Kamer.

Rondzendbrief aan de Heeren Gouverneurs der provinciën.

Brussel, den 6^e Juli 1900.

HEER GOUVERNEUR.

De tegemoetkoming van het Rijk in de jaarlijkse uitgaven van de nijverheidsberoeps- handels- en huishoudscholen bedraagt het derde of de twee vijfden van die uitgaven naar gelang dat die instellingen enkel theoretische of dat zij terzelfder tijd theoretische en praktische cursussen hebben. De toelage wordt berekend volgens de bedragen voorzien op de door het bestuurscollege opgemaakte en

door de verschillende machten, die de instelling ondersteunen, goedgekeurde begrooting.

Wanneer de gedane uitgaven beneden de voorziene bedragen van de begrooting bleven heeft het Rijk eene te belangrijke toelage verleend en het vermindert daarom die van een volgend dienstjaar met een som gelijkwaardig aan dat overschot.

Om het berekenen van dit verschil mogelijk te maken eischt mijn Departement tegenwoordig dat al de op de begrooting voorziene ontvangsten op de desbetreffende rekening worden aangeschreven en dat het ambtshalve deze, die niet werden ingeschreven, aanteekeut.

Meermalen gebeurt het dat de alzoo ambtshalve ingeschreven ontvangsten niet werkelijk werden geïnd en dat de rekeningen dan ook van een fictieven toestand laten blijken.

Om die onregelmatigheden te vermijden en terzelfder tijd de belangen van de Schatkist te vrijwaren, heb ik er toe besloten in het vervolg de rekeningen waarvan spraak te sluiten met de werkelijk geïnde ontvangsten te laten bestaan en de eerstkomende Rijkstoelage met een som te verminderen gelijk aan het gedeelte van het te hoog bedrag der toelage van het vorig dienstjaar (of, volgens het geval, van het voorlaatste dienstjaar).

Om dienaangaande een klaar denkbeeld te scheppen, veronderstellen wij, dat de Rijkstoelage werd berekend op de twee vijfden van een totale uitgave van 1,000 frank; zij zou dus $1000 \times \frac{2}{5} = 400$ frank zijn. Indien de werkelijke uitgaven van dat dienstjaar slechts een totaal van 800 frank hadden bereikt, zou de regelmatige Rijkstoelage maar $800 \times \frac{2}{5} = 320$ frank moeten zijn, 't zij 80 frank minder dan de uitbetaalde toelage.

Van dan af zal die som van 80 frank worden aangezien als een voorschot voor het eerstkomend dienstjaar en zal van de te verleen toelage van dat dienstjaar worden afgetrokken.

Die handelwijze zal het voordeel hebben van aan de werkelijke cijfers van de rekening niets te wijzigen en deze zal dan klaar den geldelijken toestand der school doen uitschijnen.

Het gebeurlijk te kort zal dan, zooals vroeger uitsluitend ten laste blijven van de instelling, zonder dat het Rijk dient te gemoet te komen, want het staat vast dat de voorziene en goedgekeurde uitgaven van de begrooting geenszins mogen worden te boven gegaan.

Ik verzoek er U om, Heer Gouverneur, dezen rondzendbrief in het *Bestuurlijk Memoriaal* van uwe provincie te willen inlasschen en hem rechtstreeks aan de belanghebbenden te laten kennen.

Inliggend zult gij een volledige lijst vinden van al de technische onderwijsinstellingen uwer provincie die van mijn Departement subsidies ontvangen.

De Minister,

Baron SURMONT DE VOLSBERGHE.

Brussel, den 30 October 1906.

Den Heer Gouverneur der provincie.

HEER GOUVERNEUR,

Mijn Departement komt thans niet tegemoet in de uitgaven wat betreft het aanschaffen van het voor de technische scholen noodig schoolmaterieel (gordijnen, stores, stoelen, licht- en verwarmingstoestellen, enz.).

Ik heb de eer U te laten weten dat ik er toe besloten ben, voortaan, Rijks-tegemoetkoming te verleen in bedoelde uitgaven, onder dezelfde voorwaarden als die voorzien voor de uitgaven wegens aanschaffen van werk-gereedschap. De toelagen van mijn Departement zijn vastgesteld op de helft der, na voorafgaandelijke goedkeuring van het gespecificeerd bestek aangenomen uitgaven; bedoelde toelagen worden eerst betaalbaar gesteld na vertoon der in tweevoud opgemaakte en gekwilleerde facturen.

Ik verhoop dat mijn besluit zal bijdragen tot de ontwikkeling van het technisch onderwijs en tot de aanwakking van die welke hun krachten wijden aan het tot stand brengen en besturen van nijverheids- en beroepsscholen.

Gelief, Heer Gouverneur, de inrichters en de leden van de bestuurscolleges der technische scholen uwer provincie kennis te geven van dit besluit,

De Minister,

FRANCOTTE.

* * *

Wij achten het van belang, hier de statistiek op te nemen van de nieuwe onderwijsinrichtingen, die in de schooljaren 1918-1919, 1919-1920, 1920-1921 en 1921-1922 tot stand zijn gekomen.

NIEUWE INRICHTINGEN

Schooljaar 1918-1919.

Brussel, Kogelstraat, 20.	Hooger Arbeidsgesticht (Vrije school).
Edingen.	Vrije Nijverheidsschool.
Gent, Smisstraat, 72.	Vrije Nijverheidsschool voor Electriciteits-leer.
Gheel.	Vrije Vak- en Nijverheidsschool.
Sleydinge.	Vakteekenschool.
Herve.	Vakschool voor schoenmakers.
Brussel.	Vakschool voor schrijnwerkers.
Luik, rue Saint-Laurent, 19.	Vrije Vakschool voor Werktuigkunde.
Kortrijk, Sint-Joristraat, 4-5.	Vakschool.
Eecloo.	Id.
La Louvière.	Provinciaal Instituut voor kunsten en ambachten (Centre).
Elsene, rue de la Cuve, 35.	Knipcursus voor kleermakers.
Gent, rue du Sureau, 36.	Vakcursus voor boekbinders.
Anderlecht.	Gemeentelijke beroepsschool voor meisjes.

Brussel, Petite rue du Longchamps, 7.
Gent, Klein Gewat, 41.
Luik, rue Mont Saint-Martin, 47.
Hoboken.

Etterbeek, rue Nothomb, 50a.

Elsene, chaussée de Boendael, 255.

Sint-Job (Ukkel), chaussée de Waterloo,
4198.

Nijvel, Sint Paulusplaats, 5.

Audergem.
Gentbrugge, Vanhouttestraat, 52.

Luik, rue de l'Université.

Elsene, chaussée de Vleurgat, 45.

Geeraardsbergen, Kattenstraat, 28.
Zeel.

St-Denys-Westrem.

Waeregem.

Seraing, rue Gregoire Chapuis.

Beroepsschool voor linnennaaiers;
Handels- en kantschool Sinte-Elisabeth;
Vrije Beroepsschool voor meisjes;
Vrije Beroepscursussen en Vrij Leerwerk-
huis voor kleermaaksters;
Beroepscursussen voor kleermaaksters en
linnennaaiers;
Vrije beroepscursussen voor linnennaai-
sters en kleermaaksters;
Id.

Beroepscursussen en leerwerkhuis voor
linnennaaiers, kleermaaksters en bor-
duursters;
Vrije knip- en naaicursussen;
Beroepscursussen voor kleermaaksters en
handelsbedienden;
Vrije Beroepscursussen voor kleermaak-
sters en linnennaaiers;
Leerwerkhuis voor kleermaaksters en lin-
nennaaiers verbonden aan de Vrije
beroepsschool voor meisjes;
Kantleerwerkhuis.
Id.
Id.
Vrije Huishoudklas voor fabriekwerksters.
Gemeentelijke huishoudschool.

SCHOOLJAAR 1919-1920.

Monceau-sur-Sambre.
Oostende
Rochefort,
Waerschoot.
Berlaer.
Bree,
Deurne-bij-Antwerpen.
Buggenhout.
Neerpelt.
Puers.

Zwyndrecht.
Antoing.

Mechelen a/d Maas.
Theux.

Vielsalm.
Bois-d'Haine.

Namen, place l'Illon, 24.

Doornik, rue du Curé du Château.

Gemeentelijk Nijverheidsschool.
Id.
Vrije Nijverheidsschool.
Id.
Vrije Vakteekenschool.
Id.
Id.
Id.
Gemeentelijke Vakteekenschool.
Vrije Vakteekenschool Sint-Johannes-
Berchmans.
Vrije Vakteekenschool.
Nijverheids- en Handelskursussen (ge-
meentelijke).
Vakteekencursussen (gemeentelijke).
Vakteeken- en handelskursussen (gemeen-
telijke),
Vrije Vakteekencursussen.
Vrije Handels- Snel- en Machineschrift-
kursussen.
Handels- en talencursussen voor juffrou-
wen;
Handels- en talencursussen voor juffrou-
wen;

Namen, rue Godefroid.

Heyst-aan-Zee.

Charleroi.

Zwijnaerde (Gent).

St-Joost-ten-Noode.

Doornik.

Namen.

Antwerpen, Kerkstraat, 167.

Boom, Groenhofstraat, 8.

Brussel, Kasernestraat, 7.

Tweebeeck, rue des Frères Taymans.

Ronse.

Gent, Klein Gewat.

Luik, rue Delfosse, 25.

Vielsalm, place de Marché, 51.

Namen, place l'Ilon, 27.

Antwerpen, Hobokenstraat, 9.

Antwerpen, Egmontstraat, 14.

Heyst-op-den-Berg.

Herenthals, Boverij, 24.

Berlaer.

Genval.

Nijvel, rue Fr. Lebon, 24.

Veurne.

Roesselaere « Onze Haard ».

Syssele, Kloosterstraat, 132.

Poperinghe, Boeschepestraat, 58.

Ghistel, St-Jansgasthuisstraat, 14.

Zerkeghem, Dorp, 74.

Gontrode.

Hamme, St-Anna, Dorpstraat, 63.

Nederswalm, Neerstraat, 81.

Charleroi, rue Huart Chapelle, 25.

Bergen, rue Terre du Prince, 13.

Bergen, rue des Arquebusiers, 5.

St-Ghislain, rue d'Ach, 33.

Luik, rue du Vertbois, 27.

Kappersvakschool;

Gemeentelijke Vakschool;

Arbeidshoogeschool;

Vakschool « St-Jozef », Klein Gewat, 11;

Nationale school voor spoorwegbedienden;

Breileerwerkhuizen van het Doornijksche;

Vakschool voor letterzetters;

Beroepscursus en leerwerkhuus voor kleermaaksters, linnennaaiers en mode-maaksters;

Vrije Beroepscursussen voor kleermaaksters;

Vakteken- en Kanttechniekcursussen;

Beroepscursussen voor kleermaaksters;

Beroepscursussen en leerwerkhuus voor kleermaaksters en linnennaaiers.

Vakteken- en Kanttechniekcursussen.

Nijverheidsteekencursussen verbonden aan de beroepsschool voor meisjes.

Beroepscursussen voor kleermaaksters.

Beroepscursussen en leerwerkhuus voor kleermaaksters en linnennaaiers.

Leerwerkhuus voor linnennaaiers en kleermaaksters.

Leerwerkhuus voor linnennaaiers, kleermaaksters en strijkers.

Leerwerkhuus voor kleermaaksters en linnennaaiers met huishoudafdeeling.

Leerwerkhuus voor kantwerksters met huishoudafdeeling.

Vrij Kantleerwerkhuus.

Vrij Leerwerkhuus voor kleermaaksters, linnennaaiers en borduursters.

Leerwerkhuus voor kleermaaksters.

Kantleerwerkhuus.

Leerwerkhuus voor borduursters, kleermaaksters en pettenmaaksters.

Vrij Kantleerwerkhuus.

Id.

Id.

Id.

Id.

Leerwerkhuus voor machinebreidsters.

Vrij Kantleerwerkhuus.

Leerwerkhuus voor kleermaaksters.

Leerwerkhuus voor kleermaaksters, linnennaaiers en borduursters.

Leerwerkhuus voor kleermaaksters.

Leerwerkhuus voor linnennaaiers en kleermaaksters verbonden aan de vrije beroepshuishoudschool.

Vrij Leerwerkhuus voor linnennaaiers.

Eysden.

Dinant, rue St-Michel.

Ingelmunster.

Sint-Nicolaas-Waas.

Wetteren, Zandstraat.

Le Roeulx.

Morlanwelz.

Hoei.

Vrij Leerwerkhuis voor linnennaaiers en
kleermaaksters.

Vrij Leerwerkhuis voor kleermaaksters.

Vrije huishoudklas.

Vrije huishoudklas der Zusters der Pre-
sentatie.

Vrije Huishoudklas Sint-Jozef.

Vrije Huishoudklas.

Gemeentelijke huishoudschool.

Id.

SCHOOLJAAR 1920-1921.

Saint-Ghislain.

School voor kunsten en ambachten (pro-
vinciale).

Auvelais.

Gemeentelijke nijverheidsschool.

Duffel.

Vrije nijverheidsschool.

Haine-Saint-Pierre.

Speciale nijverheidsschool voor spoor-
wegbedienden.

Lier, Kerkstraat.

Vrije nijverheidsschool.

Moerbeke.

Nijverheidsschool met handelsafdeeling.

Thy-le-Château.

Vrije nijverheidsschool.

Trazegnies.

Gemeentelijke nijverheids- en handels-
school.

Anseghem.

Vrije vakteekenschool.

Antwerpen, Ommeganckstr., 49.

Vakteekenschool voor houtbewerkers.

Ertvelde.

Vakteekenschool v. h. Noorden.

Hoogstraeten.

Vakteekenschool.

Knesselaere.

Id.

Maeseyck.

Id.

Oudenburg.

Id.

Swevezele.

Vakteekenschool.

Wilryck.

Gemeentelijke vakteekenschool.

Musson.

Vakteekenschool.

Zeelhem.

Id.

Brussel, rue de Louvain.

Handels- en talencursussen van de « Cham-
bre syndicale des experts-comptables ».

Gent, Savaenstraat.

Handels- en taleninstituut.

Edingen.

Handels- en talencursussen.

Ciney, rue du Bonbonnier, 8.

Handels- en talencursussen voor juffrouwen.

Deynze (Gesticht der Zusters Maricollen).

Id.

Deynze (Sint-Hendriksgesticht).

Id.

Ledeberg, Drieschstraat, 41.

Handels- en talencursussen.

Ninove.

Handels- en talencursussen voor juf-
frouwen.

Lokeren.

Vakschool voor ijzer- en houtbewerkers.

Overpelt.

Id.

Waver.

Vakschool voor werktuigkunde.

Antwerpen, Paardenmarkt.

Nationale school voor spoorwegbedienden.

Brussel, Kogelstraat.

Vakschool.

Contich.

Vrije Intercommunale vakschool.

Knocke.

Gemeentelijke vakschool voor jongens.

Deynze, Tolpoortstraat.

Vakschool.

Gent.

Vakcursussen voor boekbinders.

Ledeberg, Eggermontstraat, 16.

Textielkunstschool.

Thielt.	Vakcursussen voor schoenmakers verbonden aan de vakschool.
Audenaerde, Hoogstraat, 8.	Vrije Beroepsschool voor meisjes.
Dendermonde, Kerkstraat, 67.	Id.
Quatrecht.	Id.
Blanmont.	Vrije Vakcursussen voor kleermaaksters.
Vorst.	Avondberoepscursussen voor kleermaaksters en linnennaaiers.
Genappe.	Vrije beroepscursussen voor kleermaaksters en linnennaaiers.
Gent, Poel, 3.	Avondberoepscursussen voor fabriekarbeidsters.
Zele.	Vrije Beroepscursussen voor meisjes.
Wanfercée-Baulet.	Vrije Beroepscursussen voor kleermaaksters en linnennaaiers.
Couvin.	Beroepscursussen voor meisjes ingericht door de Zusters der Voorzienigheid.
Contich.	Leerwerkhuis voor kleermaaksters met huishoudafdeeling.
Desschel.	Kantleerwerkhuis.
Esschen.	Leerwerkhuis voor linnennaaiers, borduursters en kleermaaksters.
Geldenaken.	Leerwerkhuis verbonden aan de Vrije Beroepsschool voor meisjes.
Halle.	Vrij leerwerkhuis voor kleermaaksters.
Tweebeeck, rue de Mons, 70-72.	Vrij leerwerkhuis voor kleermaaksters en linnennaaiers.
Hamont.	Vrij leerwerkhuis voor linnennaaiers, borduursters en kleermaaksters.
Overpelt.	Vrij leerwerkhuis voor linnennaaiers, borduursters en kleermaaksters.
Marche-les Dames.	Vrij leerwerkhuis voor linnennaaiers en kleermaaksters.
Thy-le-Château.	Id.
Gembloers.	Id.
Berlaer, Pastorijsstraat.	Vrije huishoudklas.
Yper.	Gemeentelijke huishoudklas.
Yper.	Vrije huishoudklas der Zusters van Maria.
Aalst, Leopoldstraat, 39.	Vrije huishoudklas.
Basel.	Id.
Deftinge.	Id.
Temsche.	Id.
Waerschoot.	Id.
Overboelaere.	Id.
Ninove.	Vrije huishoudklas der Zusters van het H. Hart.
Sinay.	Id.
Wandre, Dossay straat, 11.	Vrije huishoudschool.
Tongeren.	Vrije huishoudklas.
Bouillon.	Vrije avondhuishoudklas voor fabriekwerksters.
Saint-Hubert.	Gemeentelijke huishoudklas.

SCHOOLJAAR 1921-1922.

Lier, Kerkstraat, 3.	Handelsafdeeling verbonden aan de Vrije Nijverheidsschool.
Santhoven.	Vakteekenschool.
Waver.	Handelskursussen voor juffrouwen.
Loth.	Vakteekenschool.
Lembeek.	Nijverheidsteekencursus.
Leuven.	Cursus van den letterzetterskring.
Oostduinkerke.	Vakteekenschool met handwerkafdeeling.
Gent.	Koeltechniekschool verbonden aan de Hogere School voor Gistingsleer.
Aalst (St. Camillus-gesticht).	Handels- en Talencursussen.
Cruybeke.	Vrije Nijverheidsschool.
Baerdegem.	Vakteekenschool.
Rupelmonde.	Nijverheidsschool.
Temsche.	Vakteekenschool.
Ninove.	Vakcursus voor kleermakers.
Grivegnée.	Gemeentelijke Nijverheidsschool.
Anthistes.	Vakteekenschool.
Mechelen a/d Maas.	Id.
Zolder.	id.
Bree.	Vakschool met Zondagnijverheidsafdeeling.
Couvin.	Gemeentelijke nijverheidsschool.
Dinant.	Vakschool voor koperslagers, genaamd «Ecole professionnelle de dinanderie».
Brussel, rue de la Régence, 31.	Vrije Beroepsschool voor meisjes.
Ecloo.	Id. id.
Châtelet, rue Neuve, 26.	Id. id.
Oostmalle.	Vrije Huishoudsschool.
Deynze.	Id.
Zoutleeuw.	Vrije Huishoud-beroepsschool.
Leuven.	Vrije Beroepsschool der Zusters Kanunnikessen Missionarissen van St Augustinus.
Oostmalle.	Vrije beroepscursussen voor knipsters en kleermaaksters.
Aalst, Korte Zoutstraat.	Knipcursussen verbonden aan de Froebelschool.
Deynze.	Avondkantcursus.
Lokeren.	Vrije beroepscursussen voor kleermaaksters.
Neufchâteau.	Vrije beroepscursussen voor kleermaaksters.
Willebroeck.	Leerwerkhuis voor linnennaaiers en kleermaakers met huishoudafdeeling.
Aerschot.	Vrij leerwerkhuis voor linnennaaiers en kleermaaksters.
Alsemberg.	Vrij leerwerkhuis voor linnennaaiers en kleermaakers.
Sint-Joost-ten-Noode, Merinosstraat, 1.	Leerwerkhuis voor kleermaaksters en linnennaaiers met huishoudafdeeling.

Ardo ye.	Leerwerkhuis voor linnennaaiers, borduursters en kantwerksters.
Brugge, Beenhouwersstraat, 96.	Leerwerkhuis voor linnennaaiers en kleermaakers.
Poperinghe.	Kantleerwerkhuis der Zusters Benedictinen.
Lokeren.	Vrij leerwerkhuis « Sinte Anna »
Steendorp.	Kantleerwerkhuis.
Doornik.	Leerwerkhuis voor juffrouwen.
Ciney, rue du Bonbonnier, 8.	Leerwerkhuis voor linnennaaiers en kleermaakers.
Halle-Boyenhoven.	Vrije huishoudschool.
Ardoye.	Vrije huishoudklas.
Waereghem.	Vrije huishoudklas verbonden aan het Leerwerkhuis.
Beirvelde.	Vrije huishoudklas.
Lokeren.	Vrije huishoudklas « Sinte Anna ».
Sint-Nicolaas-Waes, Hofstraat, 47.	Vrije huishoudklas.
Houdeng-Goegnies.	Gemeentelijke huishoudklas.
Quaregnon.	Vrije huishoudklas.
Soignies (Zinnik).	Gemeentelijke avondhuishoudklas.
Doornik.	Gemeentelijke huishoudklas.
Dinant.	Vrije huishoudklas.

ACHT-UREN-WET.

Zooals men weet, is de wet tot invoering van den achturedagen en van de acht-en-veertig-urenweek op 1 October 1921 in werking getreden.

De hervorming welke er door gehuldigd werd was reeds in de groottijverheid verwezenlijkt door collectieve overeenkomsten, doch voor tal van bedrijven was zij eene belangrijke nieuwigheid die noodzakelijk grondige wijzigingen moest teweegbrengen in de arbeidsvoorwaarden. Het was dan ook van het hoogste belang, dat de wet bij den aanvang toegepast werd op zulke wijze, dat zij de betrokken belangen zoo weinig mogelijk kwam stuiten; dit was de reden die aanleiding gaf tot den omzendbrief van 29 September 1921, waarbij de Minister van Arbeid de noodzakelijkheid van een overgangstijdperk erkende, terwijl hij aan de opzieners aanbeveel rekening te houden met de feitelijke toestanden en met de behoeften der nijverheidsbedrijven en slechts proces-verbaal op te maken in de gevallen van behoorlijk vastgestelden moedwil. Uit deze beschouwingen blijkt, waarom zulk gering aantal inbreuken door het arbeidstoezicht werden vastgesteld; inderdaad gedurende de twaalf maanden, van November 1921 tot 30 November 1922, werden slechts 208 processen-verbaal opgemaakt wegens inbreuken op bedoelde wet.

Aan de Colleges, die krachtens artikel 14 moeten worden geraadpleegd tot het opmaken der uitvoeringsbesluiten, werden onverwijld de dossiers medegedeeld betreffende de aangevraagde afwijkingen en het verheugt mij hierbij eene bijzondere hulde te brengen aan den Hoogeren Arbeidsraad voor de

groote zorg en het hooge geweten waarmede zij zoo krachtig medewerkt aan de redematige en oordeelkundige uitvoering der wet. Achtereenvolgens zijn Koninklijke besluiten verschenen, waarbij de personen worden aangewezen wie eene plaats van vertrouwen wordt begeben en waarbij afwijkende arbeidsregelingen worden ingevoerd voor verschillende seizoen-industrieën : het gebouw, de steengroeven, de kleermakerij, de voedingswaren, Het herstel der verwoeste streken rechtvaardigde het toekennen van bijzondere arbeidsvoorwaarden, hetgeen bekrachtigd werd bij Koninklijk besluit van 2 September laatstleden. Op 4 Januari verscheen een ander besluit tot vaststelling der arbeidsregeling in eene reeks nijverheidsbedrijven, waarvoor de tijd, noodig voor de uitvoering der werken, niet juist kan worden vastgesteld of waarin stoffen worden gebezigd die voor een spoedig bederf vatbaar zijn.

Ten slotte, werd bij besluit van 20 Januari ll. bepaald welke personen in het spoorwegbeheer, wegens hun ambt, moeten aangezien worden als bekleedende eene plaats van vertrouwen en die als zoodanig aan de toepassing van de wet ontsnappen.

Sedert October ll., onderzocht nu de Hoogere Arbeidsraad hoe de nieuwe wet op de handelsondernemingen zal dienen toegepast en ik meen te weten dat de eerste uitvoeringsbesluiten eerlang zullen verschijnen.

Het is ten andere van belang er op te wijzen, dat in den loop van 1922, het gebruik der Engelsche week bij Koninklijk besluit werd bekrachtigd in meer dan 900 ondernemingen en dat de machtiging, om gedurende een zekere spanne tijds den duur van den werkdag te verlengen, in 316 gevallen werd toegekend overeenkomstig artikel 7 ten einde te kunnen voorzien in een buitengewonen toevloed van bestellingen. Dit betrekkelijk gering aantal tijdelijke afwijkingen lijkt wel te bewijzen, dat de wet van 14 Juni zich niet met al te veel moeite zal aanpassen bij de behoeften van de nijverheid. Wil dat zeggen dat geen der bezwaren welke tegen onze wet werd ingebracht gegrond is en dat aan deze wet niet meer mag geraakt worden? Zoo denken wij er niet over, — zooals al wat menschelijk is, is ook deze wet voor verbetering vatbaar. Gewis zou haar meer lenigheid kunnen worden gegeven door het afschaffen van verscheidene formaliteiten welke bij de praktijk nutteloos bleken, inzonderheid diegene voorzien om het invoeren van de Engelsche week. Doch anderzijds, is het wel begrepen dat deze verbeteringen het beginsel van den achturedag, dat door de wet gehuldigd werd, onaangeroerd zou blijven.

In verband hiermede is het niet overbodig er op te wijzen dat de rechtspraak onlangs, bij arrest van het Hof van Cassatie werd gevestigd op twee zeer betwiste punten betreffende de toepassing.

Het Hooger gerechtshof, arresten van het Hof te Brussel verbrekend, heeft besloten :

1^o Dat de ladings- en ontladingswerken in de havens niet meer van aard waren om kunnen onderbroken te worden en dat, dienvolgens, de bepaling van artikel 4, waarbij gemachtigd werd de wettelijke grenzen te overschrijden, hun niet meer toepasselijk waren ;

2° dat in de broodbakkerijen het werk, zelfs wanneer het bij ploegen was geregeld, niet tusschen 9 uur 's avonds en 4 uur 's morgens mag gedaan worden.

Een ander vraagpunt, zeer actueel, dat de syndicale middens zeer bezig houdt, is dat betreffende de goedkeuring van de te Washington aangenomen Overeenkomsten en inzonderheid die der acht-uren. Inderdaad, het wetsontwerp tot goedkeuring van zes Overeenkomsten, dat, in 1921, door de Middenafdeeling werd onderzocht, verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamer en werd nog niet opnieuw bij het Parlement ingediend. Moet het in zijn geheel worden heringediend? Wij denken het niet. Ziehier, overigens, wat wij daarover, in 1921, namens de Middenafdeeling zegden om deze zienswijze te slaven :

» Anderdeels achten wij het tot onzen plicht, de arbeidersklasse in alle op-
 » rechtigheid voor te lichten aangaande de gevolgen die de onderteekening van
 » de Overeenkomst van Washington inzake de acht-uren, zonder dat de
 » andere landen ook teekenen, voor België zou kunnen na zich sleepen ».

Wij moeten tot onze arbeiders zeggen :

« Onze nationale acht-urenwet zal van kracht worden met ingang van
 » 1 October aanstaande. Wat de Overeenkomst van Washington betreft,
 » stellen wij vast dat de groote voortbrengende landen, die onze mededingers
 » zijn op de wereldmarkt, die overeenkomst nog niet onderteekend hebben, en
 » het schijnt niet alsof zij bereid zouden zijn van dat onmiddellijk te doen.

» Door alleen of bijna alleen te onderteekenen, zou het kunnen gebeuren dat
 » wij in een klaarblijkkenden toestand van minderwaardigheid komen te staan
 » tegenover onze medelingers op de wereldmarkten. Welnu, gij weet heel wel,
 » beste vrienden, dat België in hoofdzaak en meer dan welk land ook, van den
 » uitvoer moet leven. Met ons in dien minderwaardigen toestand te stellen,
 » zouden wij gevaar lopen de loef afgestoken te worden op de wereldmarkten.
 » Dat ware, ten slotte, grootendeels de ondergang onzer nijverheid, die onver-
 » mijdelijk onzen eigen ondergang zou na zich sleepen ».

« Het laatste gevolg daarvan zou zijn : de gedwongen uitwijking van een deel
 » der arbeidersklasse.

» Uw Middenafdeeling, alsook uw verslaggever, zijn de verantwoordelijkheid,
 » die zij hierin op zich laden, wel bewust.

» Zij willen die niet van zich afschudden.

» Wij stellen niet voor dat de Kamer een vijandige houding zou aannemen
 » tegenover de acht-urenovereenkomst.

» Wij vragen haar integendeel, dat ze duidelijk haar verlangen zou doen
 » kennen, om die Overeenkomst zoo spoedig mogelijk te kunnen onderteekenen.

» Doch wij vragen dat de Kamer haar eigen beslissing zou uitstellen tot dat
 » wij de beslissingen kennen, genomen door de groote voortbrengende en
 » mededingende landen die ons omringen, namelijk Frankrijk, Engeland,
 » Duitschland en Italië. »

Anderzijds schreef ik het volgende in mijn verslag over de begroting voor het dienstjaar 1922.

« Op de derde Internationale Arbeidsconferentie, die heeft plaats gehad te Geneve in 1921, werd er vastgesteld dat meer dan een land zich in denzelfden toestand bevond als België. Monseigneur Nolens, Regeeringsafgevaardigde der Nederlanden, heeft dan, naar aanleiding der bespreking van het verslag van den bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, de volgende vraag gesteld :

» Ware het niet wenschelijk dat de Leden, die besloten zijn eene Conventie goed te keuren, op dit oogenblik weten welke de andere leden zijn, die eveneens besloten zijn dezelfde conventie te bekrachtigen? Welke maatregelen zouden er kunnen getroffen worden om er de zekerheid van te bekomen?

» Ik zal een onlangs gebeurd voorbeeld vermelden : dit van België, hetwelk tusschen beide daden een nauwkeurig onderscheid heeft gemaakt ; inderdaad, eenerzijds heeft België, in zijne wet op de werkuren, zorg gedragen zich naar de bepalingen der Conventie van Washington te schikken, en, anderzijds, heeft het tot hiertoe, ter oorzaak van den algemeenen internationalen toestand, de bekrachtiging voorbehouden.

» Er zijn daar dus twee daden die, mijns inziens, met al de lenigheid welke de verschillende nationale grondwetten meebrengen, moeten gesteld worden ».

Waarop M. Albert Thomas, bestuurder van het Internationaal Arbeidsbureau, heeft geantwoord :

« Is het mogelijk dien toestand te verhelpen? Mgr Nolens heeft op al het verstand der internationale geestes-elite beroep gedaan. Bij gebrek aan verstand hebben wij ten minste overleveringen. Ik zal zoo vrij zijn de woorden van M. Hudson, rechtskundig raadsheer, die worden vermeld op bladzijde 176 van het verslag der Internationale Conferentie van Washington, te herhalen. Ik geloof dat dit ietwat vergeten verslag ons eene praktische proceduur zal verschaffen, welke ons zal toelaten de mogelijkheid te overwinnen. Ik lees inderdaad :

» In eenige gevallen, kunnen de leden der Arbeidsorganisatie niet verlangen het ontwerp van conventie, zonder de andere leden der organisatie, te bekrachtigen. Natuurlijk mag elk lid der Arbeidsorganisatie, om zijne bekrachtiging aan den algemeenen secretaris van den Volkenbond mee te deelen, wachten tot dat hij de zekerheid heeft, dat eenige andere leden verlangen te bekrachtigen ; of wel is het mogelijk, dat een lid zijne bekrachtiging afhankelijk maakt van de andere leden der Arbeidsorganisatie ; en, in dit geval begrijpt men heel goed dat die voorwaardelijke bekrachtiging slechts dan door den algemeenen secretaris zal geregistreerd worden, wanneer de voorwaarden er van zullen vervuld zijn. »

Het blijkt dus uit de verklaring van M. Thomas, dat de landen, die in den toestand van België verkeerden, het vermogen hebben de Conventie *voorwaardelijk* te bekrachtigen in dezen zin, dat de bekrachtiging slechts definitief zal worden, op het oogenblik dat de naburige groote nijverheidslanden hunne goedkeuring aan de Conventie zullen gehecht hebben.

Zooals ik hooger zegde, vormt dit een nieuw feit, waarvan de belangrijk-

heid onze Regeering zeker niet zal ontsnappen. Zoodra Europa uit dezen troebelen tijd, waartegen het op dit oogenblik worstelt, zal getreden zijn, zal het noodig zijn de aandacht van het Parlement op deze voorwaardelijke Conventie te vestigen, in de hoop op goede uitkomst.

Wij blijven bij de meening uitgedrukt in ons verslag van het voorgaande jaar.

Sindsdien, hebben de gebeurtenissen ons, cilaas, gelijk gegeven! Geen van de groote mededingers heeft sindsdien nog zijne goedkeuring gehecht aan deze overeenkomst, en het lijkt wel dat zij allen minder dan ooit voornemens zijn die goed te keuren en, door de ontleding van de buitenlandsche wetten waartoe wij zullen overgaan, zal men zich er van kunnen overtuigen dat, inzonderheid in Nederland en in Zwitserland, de onlangs ingevoerde wetsbepalingen zich meer en meer van de Overeenkomst van Washington verwijderen. In die voorwaarden, dringen zich thans de redenen, waarom België in 1921 bij eene wachtende houding moest blijven, meer op dan ooit.

*
* *
*

Wij hebben gedacht, dat het belangwekkend zou zijn deze beschouwingen over onze wetgeving tot beperking van den arbeidsduur te eindigen met een samenvatting, zonder meer, van de tot hetzelfde doel strekkende wetten welke thans bij sommigen onzer naburen in werking zijn.

ZWITSERLAND

Wat Zwitserland betreft, richtte de Bondsraad, op 9 Mei 1922 tot de Bondsvergadering eene boodschap waarin hij aandrang op deze overweging dat, om reden van de hevige verscherping van de economische crisis en de voorwaarden thans van zulken aard geworden zijn dat men er niet zou kunnen aan denken de verzachting af te schaffen welke voorzien werd aan den regel der acht-en-veertig uren, namelijk bij art. 41 der wet van 27 Juni 1919 (verlenging van den arbeid tot twee-en-vijftig uren, wanneer dringende redenen zulks eischen) maar dat het integendeel eene noodzakelijkheid is aan onze nijverheidsbedrijven een grootere vrijheid van handelen te geven. Het komt er inderdaad op aan, ze in staat te stellen hunne productiekosten te verminderen; het is noodig, vooral om hunnen toestand tegenover de buitenlandsche mededinging te versterken. Deze, men weet het, wordt door verscheidene omstandigheden bevoordeeld: onder meer en in de eerste plaats dient gewezen op de voorwaarden in het leven geroepen door den wisselkoers; verder, kennen sommige landen de beperking van den arbeid tot acht-en-veertig uren niet of slechts gedeeltelijk; in andere landen zijn de voorschriften op den arbeidsduur leniger dan bij ons, d. w. z. dat er meer en ruimer afwijkingen op voorzien zijn. Deze omstandigheden, welke de buitenlandsche nijverheid in de mogelijkheid stellen beterkoop te werken en te leveren dan wij, zijn dus eenigszins een beletsel voor den afzet onzer uitvoerartikelen en geven anderzijds aan onze mededingers de gelegenheid om de plaats in te nemen van onze nationale producten op de binnenlandsche markten. Het komt er eerst en vooral op aan dit te verhelpen. Maar de vermindering van de productiekosten is ook een doel dat dient nagestreefd in het belang van den verbruiker en van den arbeider hier te lande, ten einde namelijk den prijs van het leven te verminderen en werk te geven aan werkelozen door de herleving van handel en nijverheid.

De Bondsraad stelde bijgevolg voor, de wet van 27 Juni 1919 te herzien met het doel de Zwitsersche nijverheid in de mogelijkheid te stellen om zich aan te passen bij de tegen-

woordige omstandigheden. De Bondsvergadering, het advies van den Bondsraad bijtredend, nam dan ook een tekst aan welke de wet van 12 Juli 1922 is geworden en waarbij het volgende werd voorzien :

» Art. 41. — In geval van erge economische crisis, die een algemeen karakter aanneemt, kan de arbeidsduur in normalen dagdienst voor ieder arbeider verlengd worden tot vier-en-vijftig uren per week. De arbeidsdag moet echter tien uren niet te boven gaan. Deze bepaling wordt niet van kracht dan na beslissing van den Bondsraad die het bestaan der crisis vaststelt en na voorafgaande raadpleging van de centrale werkgevers- en werknemersorganisaties. Over de beslissing van den Bondsraad dient verslag uitgebracht bij de Bondsvergadering.

» Bij ontstentenis van dergelijke crisis en voor zoover dat gewichtige redenen het anderszins billijken, kan de Bondsraad voor bepaalde nijverheidstakken of voor bepaalde inrichtingen machtiging geven tot het verlengen van den wekelijkschen arbeidsduur, die dan evenzoo kan opgevoerd worden tot vier en-vijftig uur.

» Art. 2. — De geldigheidsduur dezer wet is op drie jaar bepaald. De Bondsraad stelt den datum vast waarop zij in werking treedt.

» Indien de bepalingen van deze wet binnen de drie jaar niet vervangen zijn door eene nieuwe wet, treedt artikel 41 der wet van 18 juni 1914/27 juni 1919 op de fabrieken opnieuw in werking. »

Deze wet is in werking getreden den...(1).

FRANKRIJK.

Het toepassingsgebied van de Fransche wet van 23 April 1919 heeft dezelfde draagwijdte als dat van de vroegere wet van 13 Juli 1906 op de wekelijksche rust (Code du Travail, II^e Boek, art. 30), waarvan zij eene herhaling is. Daaruit volgt dat het personeel van al de soorten van nijverheids- en handelsondernemingen onderworpen is aan de acht-uren-wet. Een enkele uitzondering blijft bestaan : de gezinswerkplaatsen en handelsinrichtingen, het is te zeggen de inrichtingen waar alleen de leden van het gezin te werk staan, onder het gezag van den vader, de moeder of den voogd. Indien de werkgever een enkelen vreemdeling of verwante in de zijlinie samen met zijne afstammelingen of pupillen in het werk heeft, houdt zijn werkhuis op een gezinswerkhuis te zijn. Daarenboven dienen de kinderen of pupillen bij hun vader te werken; werken zij b. v. naast hun vader in een werkhuis waarvan hun vader niet de leiding heeft, dan vervalt de uitzondering.

*
* *

In *Frankrijk* trekken de warmste voorstanders der wet van 23 April 1919 een kostbaar argument uit de groote lenigheid van het stelsel dat door die wet werd ingevoerd. Men weet dat de tekst van artikel 6 van de Fransche wet luidt als volgt :

« In de nijverheids- of handelsinrichtingen of in hunne bijhoorigheden, van welken aard ook, zij wezen openbaar of privaat, wereldlijk of geestelijk, mag de arbeidsduur van den *werkelijke* arbeid der arbeiders of beambten van welk geslacht of van welken leeftijd ook, hetzij acht uur per dag, hetzij acht en veertig uur per week, hetzij eene gelijkwaardige beperking, berekend over eene andere tijdruimte dan een week. »

De heer Justin Godart, afgevaardigde, die een overwegend aandeel had in de Kamerdebatten betreffende de acht-urenwet wijst er op, in een voorstel tot resolutie dat hij op 17 Februari 1922 ter tafel bracht, dat het hoofdzakelijke van dit artikel verval is in de uitdrukking *duur van den werkelijke* arbeid.

« Een groot deel der openbare meening, zegt de heer Godart, beeldt zich in, dat de wet wil : dat de aanwezigheid op de plaats waar de arbeid verricht wordt juist acht uren dure.

(1) Van het in werking treden der wet werd tot nog toe geen bericht gegeven.

En men heeft dagelijks de arbeiders afgeschilderd alsof zij, op een gegeven oogenblik hun klok raadplegend en vaststellend dat zij acht uren aanwezigheid tellen, er van door trekken terwijl zij hun werk verlaten, dat niet mag onderbroken worden zonder er onder te lijden.

» De wet heeft nooit, noch naar de letter, noch naar den geest, den arbeid verward met de aanwezigheid. Zij spreekt van een duur werkelijken arbeid; en als het noodig is, om die acht uren werkelijken arbeid te leveren, in de werkplaats of op de werf, negen, tien, elf en meer uren te blijven, dan laat de wet dit niet alleen toe, maar op stilzwijgende wijze wordt daarop gewezen.

» Arbeiders, werkgevers, Staatsraad hebben dit trouwens begrepen, evenals de Minister van Arbeid die, in een omzendbrief van 27 Mei 1919, op dit beginsel aandringt :

« De door de wet bepaalde arbeidsduur, zegt hij, is de duur van den werkelijken arbeid, dat wil zeggen dat de rusttijden niet begrepen zijn in de daarbij gestelde perken. »

De heer Godart toont verder hoe dit in de praktijk werd omgezet, door middel van enkele voorbeelden getrokken uit bestaande reglementen :

I. « In de kappersinrichtingen voor heeren of dames wordt, in verband met den intermitteerenden aard van het werk, aangenomen dat de hierna bepaalde aanwezigheidsduur overeenkomt met den langsten duur werkelijken arbeid, vastgesteld bij het eerste lid van dit artikel (d. i. de normale duur) :

51 uur per week voor Parijs;

54 uur per week voor de steden met meer dan 25,000 inwoners;

60 uur per week in de steden met minder dan 25,000 inwoners. » (26 Augustus 1920. — Kappersinrichtingen en pruikenmakerijen).

II. « Art. 3. — De uren aanwezigheid zijn ingedeeld op zulke wijze :

» 1^o Dat al de categorieën van het personeel eene jaarlijksche rust van vier en twintig dagen genieten, in eens of in verscheidene malen toegekend;

» 2^o Dat de normale algeheele aanwezigheidsduur gedurende de andere dagen gemiddeld bedrage :

» Negen uur per dag in November, December en Januari;

» Tien uur in Februari, Maart, April, Augustus, September en October;

» Elf uur in Mei, Juni en Juli, den aanwezigheidstijd die zijnde, waarop de bediende, op zijnen arbeidspost zijnde, ter beschikking is van den werkgever ». (28 November 1910. Personeel van de binnenscheepvaart).

III. « Het inwinnen van de werkuren, verloren ten gevolge van het slecht seizoen in de nijverheid voor het bouwen en herstellen van landbouwmachines, kan toegestaan worden door den departementalen arbeidsopziener, tot beloop van 100 uren per jaar, na raadpleging van de betrokken werkgevers en werknemersorganisaties ». (9 Augustus 1920. Metaalnijverheid en-bewerking).

IV. « Ingeval het werk op collectieve wijze onderbroken wordt op een anderen dag dan dien der wekelijksche rust, wegens feestdagen, plaatselijke feesten of andere plaatselijke gebeurtenissen, kan het inwinnen van de verloren werkuren door den departementalen arbeidsopziener toegelaten worden, na raadpleging van de betrokken werkgevers- en werknemersorganisaties ». (30 Augustus 1920. — Nijverheid van de leder- en huidbewerking).

V. « Wanneer arbeiders in dienst genomen zijn per week of per maand, kunnen de uren, verloren wegens afwezigheid op het werk in den loop der week of der maand, teruggewonnen worden hetzij in den loop derzelfde week of derzelfde maand, hetzij in den loop van de volgende week of van de volgende maand ». (19 April 1921. — Aannemingen van scheepsbevrachting in de havens).

*
* *

Anderzijds, worden in artikel 7 der Fransche wet twee bepalingen voorzien welke van hoofdzakelijk belang zijn.

« ART. 7. — Reglementen van openbaar beheer bepalen per beroep, per nijverheid,

per handel of per beroepscategorie, voor gansch het grondgebied of voor een streek, de toepassingsbijzonderheden en -voorwaarden van het vorig artikel.

Deze reglementen worden van ambtswege gesteld, hetzij op aanvraag van een of meer betrokkene nationale of gewestelijke werkgevers- of werknemersorganisaties. In een en ander geval moeten de betrokken werkgevers- en werkorganisaties geraadpleegd worden; zij moeten binnen den tijd van één maand hun advies uitbrengen. Zij worden herzien op dezelfde wijze.

Deze reglementen moeten zich beroepen op de overeenkomsten getroffen tusschen de betrokkene, nationale of gewestelijke werkgevers en werknemersorganisaties, ingeval er zullen voorhanden zijn.

De herziening er van is verplichtend wanneer de er in bepaalde tijdsbestekken en voorwaarden in strijd zijn met de bepalingen van de internationale overeenkomsten betreffende de zaak.

Dit is eene merkwaardige nieuwigheid, verklaart de heer Godart ;

« Elke nijverheid is er vrij van haar reglement te maken. En zelfs in eenzelfde nijverheid, mag men, volgens de streken, verschillende reglementen maken. Is het mogelijk meer lenigheid te geven aan de toepassing van een beginsel ?

» Die reglementen, trouwens, in plaats van opgedrongen te worden door bureelen of commissiën die te Parijs hun zetel hebben, gaan uit van de betrokkenen zelf en daarin ligt eene samenwerking welke de beste gevolgen hebben kan op het gebied van den maatschappelijken vrede, terwijl er toch geen gelegenheid genoeg kan in het leven geroepen worden om arbeiders en werkgevers op beroepsgebied samen te brengen. »

* *

Wat meer is, door artikel 8 der wet van 23 April 1919 worden al de aanpassingsmogelijkheden geopend bij de talloze behoeften der nijverheidsbedrijven. Het luidt :

« ART. 8. — Bij de reglementen van openbaar beheer, voorzien bij het vorig artikel, worden inzonderheid bepaald :

1° De verdeling der werkuren, in de week van acht-en-veertig uren, ten einde de rusttijd van den Zaterdag namiddag of welk andere gelijkwaardige modaliteit mogelijk te maken ;

2° De verdeling der werkuren gedurende eene andere tijdruimte dan een week ;

3° De tijdsbestekken binnen welke de thans in het vak, de nijverheid, den handel of de betrokken beroepscategorie geldende arbeidsduur in één of meer stadia zal teruggebracht worden tot de bij artikel 6 bepaalde beperkingen ;

4° De bestendige afwijkingen welke dienen aangenomen voor de voorbereidende of aanvullende werkzaamheden welke noodzakelijk dienen uitgevoerd, buiten de grens toegekend aan het algemeen werk in de inrichting of voor zekere categorieën van agenten wiens arbeid uitteraard intermitteerend is ;

5° De tijdelijke afwijkingen welke dienen aangenomen om de aannemingen in staat te stellen in buitengewonen toestand van werk te voorzien, of in behoeften van nationalen aard, of in overkomen of dringende ongevallen ;

6° De maatregelen tot de contrôle op de werk- en rusturen en op den werkelijken arbeidsduur, alsmede de handelwijze waarop de afwijkingen dienen te worden toegestaan of beruht ;

7° De streek waar zij toepasselijk zijn.

Ziehier enkele voorbeelden van de door dat artikel voorziene indeelingen :

a) *Wekelijksche* :

Ongelijke verdeling over de werkdagen van den acht-en-veertig uren wekelijkschen arbeid der week, met een maximum van negen uren per dag, ten einde den rusttijd van 's Zaterdags namiddags toe te laten. Dat is een gebruiksbeding dat voorkomt in de meeste reglementen.

b) *Binnen den tijd van minder dan een week.*

« In de watermolens welke blootstaan aan werkloosheid ten gevolge van het lage peil van het water of van overstroming, kunnen de acht-en-veertig uren werkelijken arbeid der werk verdeeld worden over vijf dagen, met een maximum van tien uur per dag (31 December 1920. — Maalnijverheid).

c) *Over een tijd van twee weken :*

« Voor het personeel der netten en kanalisaties kunnen de werkuren verdeeld worden over een tijdruimte van twee opeenvolgende weken, zegge een totaal van zes en negentig uren in twaalf werkdagen, mits den werkelijken arbeidsduur per dag op negen uur te kunnen brengen. Het aantal aldus gepresteerde dagen van negen werkuren, door elke bediende van dit soort personeel, mag honderd per jaar niet te boven gaan. » (30 Augustus 1920. — Voortbrenging en verdeeling der electrische kracht in de streek van Parijs.)

d) *Over een tijd van drie weken :*

« Voor de technici kunnen de werkuren verdeeld worden over eene tijdruimte van drie opeenvolgende weken, zegge een totaal van honderd vier en veertig uren in achttien werkdagen met een maximum van tien uren per dag. (31 December 1920. — Metaalnijverheid.)

* * *

Bij § 4 van artikel 8 worden *bestendige afwijkingen* voorzien voor de voorbereidende en aanvullende werkzaamheden en voor sommige soorten van bedienden, wier arbeid uiteraard intermitterend is.

Bij § 5 worden *tijdelijke afwijkingen* voorzien die aan de wet eene lenigheid geven waarop de aandacht inzonderheid dient gevestigd. Wij zullen enkele voorbeelden geven van deze afwijkingen, ze verdeelend over de verschillende door de wet bepaalde gevallen.

b) *Buitengewone vermeerdering van werk :*

« Maximum per jaar : 52 uur, naar *rato* van ten hoogste 2 uur daags ;

» 150 uur verdeeld over 150 dagen ten hoogste. In geen geval mag de arbeidsduur per dag 10 uur te boven gaan (12 December 1919. — Weefnijverheid).

« Maximum 100 uur per jaar. Daarenboven kan de Minister van Arbeid, wanneer de Minister, tot wiens bevoegdheid die werken behooren, bevestigt dat zij uitgevoerd worden in 's lands belang, 50 uur meer toestaan. Dit cijfer kan tot 100 uur opgevoerd worden gedurende de jaren 1920, 1921 en 1922 (9 Augustus 1920. — Metaalnijverheid en -bewerking).

« 100 uur per jaar met een maximum van 2 uur daags. (30 Augustus 1920. — Voortbrenging en verdeeling van electrische kracht in de streek van Parijs.)

b) *Behoeften van nationalen aard.*

« Beperking in ieder geval te bepalen in overleg tusschen het Ministerie van Arbeid en dat waardoor de werken worden gelast. (30 Augustus 1919. — Nijverheid der leder- en huidbewerking. Gebruiksbeding in al de reglementen voorzien.)

c) *Overkomen of dreigende ongevallen :*

« Een dag, in te winnen gedurende de veertien dagen te rekenen van het hervatten van den arbeid.

» Eene week, in te winnen gedurende de veertien dagen te rekenen van het hervatten van den arbeid.

» Meer dan een week, raadpleging van de betrokken werkgevers- en werknemersorganisatiën. » (Gebruiksbeding. — Nijverheid van het boek, enz.)

* * *

Ten slotte dient rekening gehouden met het feit dat de Fransche wet eene *Regeling per streek* toelaat.

Ziehier enkele voorbeelden van de toepassing van het 7^e lid van art. 8 waarbij deze zaak wordt geregeld :

Reglement van Openbaar Beheer van 4 Juli 1920 voor de nijverheidsbedrijven tot aannemen van schoeisels in het groot in het Seine-departement.

In het reglement op de weefnijverheid, wordt het inwinnen der werkuren voorzien welke verloren werden ten gevolge van slappen tijd voor de kantons Roubaix, Tourcoing en Lannoy en voor de katoennijverheid in de Vogezen.

Reglement van Openbaar Beheer van 2 Augustus 1920 voor de hotels, restauraties, koffiehuisen en andere inrichtingen waar voedingswaren, die ter plaatse worden verbruikt, verkocht worden, in de *streek van Parijs*.

Reglement van 30 Augustus 1920 voor de aannemingen tot voortbrenging en verdeling van elektrische kracht in de *streek van Parijs*.

NEDERLAND.

In Nederland had de wet van 1 November 1919 den arbeidsduur in de fabrieken op 8 uur per dag en 48 uur per week bepaald, met verbod, des Zaterdags, te werken van af één uur 's namiddags. Doch reeds een op 27 September 1920 tot uitvoering van artikel 27 der wet genomen Koninklijk besluit, had de toepassing van deze bepaling naar een of twee jaar, volgens de nijverheid, uitgesteld, zoodat, gedurende het toegestane uitstel, men verder de week van 48 tot 55 uur kon toepassen. Het is, overigens, gemakkelijk te zien, door de eenvoudige raadpleging der uitvoeringsbesluiten, dat de wetgever het nieuwe stelsel betreffende den arbeidsduur zoo lenig mogelijk had gemaakt. Zoo hadden inzonderheid de besluiten van 25 September 1920 (n° 747), van 27 September 1920 (n°s 757 en 758) talrijke afwijkingen toegestaan op den achturedag, wat betreft bepaalde categorieën van arbeiders, bepaalde nijverheidstakken, sommige werken, sommige tijden van het jaar.

Ten gevolge van het verzet uitgaande van de werkgeverswereld, werd door den Minister van Arbeid, den 14 Maart 1922, een ontwerp tot herzienning der wet van 1 November 1919 ter tafel gebracht. De Memorie van Toelichting betoogde dat Nederland de vijf-en-veertig uren-week niet kon handhaven indien het in staat wilde blijven om de mededinging vanwege de andere landen te doorstaan; dat, om de crisis te boven te komen, de productiekosten dienden verminderd en dat deze uitslag enkel kon bekomen worden door eene verlenging van den arbeidsduur.

Dit ontwerp is de wet van 20 Mei 1921 geworden. Krachtens de nieuwe wet, mogen de arbeiders in de fabrieken niet langer worden gebruikt dan acht uur en half per dag of acht-en-veertig uur per week. Niet alleen werden de reeds bestaande afwijkingen behouden en uitgebreid, doch ook het mechanisme er van is vereenvoudigd. Anderzijds kan de Minister, gedurende vier jaar na het in werking treden der wet, bepalen dat de arbeiders zonder onderscheid van leeftijd of kunne, in sommige inrichtingen hun arbeidsduur met anderhalf uur daags of met zeven uur per week zullen verlengen (art. 26).

Vervolgens, kan op grond van artikel 27, een Koninklijk besluit voor sommige werken en gedurende hetzelfde tijdsbestek, de arbeiders machtigen : a) gedurende anderhalf uur per dag of zeven uur per week, ten hoogste, te werken boven den normalen dag, b) den nachtarbeid te verlengen wanneer het werken geldt die wegens bijzondere technische redenen niet mogen worden onderbroken.

Voor de nijverheden, die gedurende sommige tijden hebben te voorzien in eene vermeerdering van werk, of ingeval zich bijzondere omstandigheden in een bedrijf voordoen, kan de arbeidsopziener en, ingeval van beroep, de Minister met of zonder voorwaarden den arbeiders schriftelijk machtiging verleen en om langer te werken dan de normale dag, tot beloop, voor de volwassenen, van elf uur per dag of twee-en-zestig uur per week.

Zoo het noodig is, wegens bovenbedoelde redenen voor een groep bedrijven in al de gemeenten of in sommige gemeenten, eene machtiging voor al de ondernemingen toe te staan, kan de Minister dergelijke machtiging binnen de zoeven vermelde grenzen verleen en. De Minister kan het districtshoofd bij het arbeidstoezicht machtigen om voor zijn district dergelijke toelating te geven.

Ten slotte, wordt in de nieuwe wet nog bepaald dat, indien de werkgeversverenigingen

en de arbeiderssyndicaten in éene nijverheid, of, bij gebrek van vereenigingen, eene behoorlijke vertegenwoordiging van werkgevers en werknemers in eene nijverheid van meening zijn dat het in eene onderneming of in eene groep ondernemingen waar die nijverheid beoefend wordt, wenschelijk is af te wijken van het stelsel dat door de wet is voorzien voor het Zondagwerk, voor den Zaterdag-namiddag of voor den normalen arbeidsdag, de Minister dergelijke afwijking kan toestaan tot beloop van een totalen arbeidsduur van elf uur per dag voor de volwassen mannen. (Op vrouwen en jonge werklieden is natuurlijk een gunstiger regeling van toepassing). In algemeenen regel echter, mogen de arbeiders, oud zestien jaar en meer, in den loop van het burgerlijk jaar, niet langer gebezigd worden dan gedurende 2,500 uur per jaar.

Wat betreft de andere Overeenkomsten van Washington, waarvan de inhoud sedert lang in onze maatschappelijke wetgeving besloten is, wij meenen, dat geen bezwaar van economischen aard tegen de goedkeuring er van kan ingebracht worden.

Het is dan ook met een waar genoegen dat wij hebben vernomen dat de Minister van Buitenlandsche Zaken en de Minister van Nijverheid en Arbeid een wetsontwerp ter tafel hebben gelegd, houdende goedkeuring van de overeenkomsten betreffende respectievelijk den leeftijd waarop kinderen tot nijverheidswerk mogen worden toegelaten, den nachtarbeid der kinderen in de nijverheid en den nachtarbeid der vrouwen, overeenkomsten welke opgemaakt werden te Washington door de Internationale Conferentie van den Arbeid en welke door België en Frankrijk, te Parijs, op 24 Januari 1921, onderteekend werden.

Mochte de Kamer deze overeenkomsten ten spoedigste aannemen!

ONTWERP VAN OVEREENKOMST BETREFFENDE HET VERBOD OM LOODWIT TE GEBRUIKEN.

Het is gewis onzen geachten medeleden niet onbekend, dat ons land anderzijds eene overeenkomst heeft goedgekeurd betreffende het verbod om loodwit te gebruiken.

Bij deze overeenkomst, welke door de Internationale Conferentie van den Arbeid in 1921 werd aangenomen, wordt in artikel 1 voorzien dat het verboden is loodwit en loodsulfaat te gebruiken voor de verfwerken binnen in de gebouwen, behalve de spoorstations en de nijverheidsinrichtingen waar het gebruik er van door de bevoegde overheden noodig is erkend, na raadpleging van de werkgevers en werkliedenvereenigingen. De witte kleurstoffen echter, die ten hoogste 2 t. h. lood bevatten, mogen gebruikt worden.

Bij artikel 2 wordt bepaald dat dit verbod niet toepasselijk is op de decoratieschilderingen, op het figuurlijnschilderen en het opwerken van verguldgronden, mits een door de Regeering te verordenen reglement, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 5, 6 en 7 van die overeenkomst; bij deze artikelen worden, daarenboven, de voorzorgsmaatregelen bepaald welke moeten genomen worden voor de werken waarbij het gebruik van loodwit niet verboden is.

Op grond van artikel 5, mogen de jongelingen minder dan 18 jaren oud en de vrouwen niet te werk gesteld worden aan nijverheidsschilderwerken waarin loodwit of loodsulfaat gebruikt wordt. Op dit verbod is eene uitzon-

dering voorzien ten aanzien van de leerjongens met het doel hunne vakopleiding te volmaken.

Laten wij er op wijzen, dat de verbodsbepalingen betreffende het gebruik van loodwit en den arbeid van de beschermde personen eerst in werking treden zes jaar na de Conferentie van Geneve, d. i. in 1927 (art. 4).

De artikelen 5, 6 en 7, daarentegen, zullen met ingang van 1924 toegepast worden door elke regeering die de Overeenkomst heeft goedgekeurd.

Het is niet van belang ontbloeit er aan te herinneren, dat deze Overeenkomst in hare groote lijnen de door de Belgische afvaardiging verdedigde stelling heeft bekrachtigd, dewelke als volgt kan worden samengevat : verbod van het gebruik van loodwit voor de binnenwerken en regeling van het gebruik voor de buitenwerken; dit was de grondslag van een vergelijk tusschen de tegenstanders van alle regeling en de voorstanders van de algeheele afschaffing.

Het is voldoende een blik te werpen op onze sociale wetgeving, om vast te stellen dat België sedert 1909 reeds begonnen was het gebruik der loodmengsels aan strenge voorwaarden te onderwerpen, terwijl het aldus dit ontwerp tot internationale regeling ver vooruitliep. Inderdaad, krachtens de wet van 20 Augustus 1909, mag het loodwit bestemd voor de schilderwerken verkocht, vervoerd noch gebruikt worden tenzij onder den vorm van een sijngewreven en met olie doorkneed deeg.

Wat betreft het loodwit bestemd voor andere gebruiken dan voor schilderwerken, het gebruik, de verkoop en het vervoer er van werden, bij Koninklijk besluit van 20 Juli 1910, aan eene reeks voorwaarden onderworpen. Laten wij er terloops op wijzen dat de voorzorgsmaatregelen, waaraan de artikelen 5, 6 en 7 van de Conventie van Geneve het gebruik van het loodwit onderwerpen, slechts om zoo te zeggen woordelijk zijn overgenomen uit die welke voorkomen in de Belgische wet van 1909 en het Koninklijk besluit van 25 Juli 1910. Toen reeds waren het krabben en het droogpuimen van de met loodwit bestreken oppervlakten verboden en mochten de loodmengsels slechts behandeld worden mits te voldoen aan voorwaarden die thans voorkomen in het ontwerp van overeenkomst. Dit volstaat om te bewijzen, dat onze maatschappelijke wetgeving in deze zaak, zonder valschen hoogmoed, mag vergeleken worden aan het ontwerp waarover wij hier handelen en waarvan zij ten slotte de voorloopster is. Een nieuwe vooruitgang werd nochtans te Geneve verwezenlijkt, door het radikaal verbieden van het loodwit voor de binnenwerken, en het is met het doel onze wetgeving in overeenkomst te brengen met de aangenomen overeenkomst, dat de Minister van Arbeid in Juni ll. een technische commissie heeft ingesteld, met opdracht een voorontwerp van wet te maken, waarbij dat volstrekt verbod bekrachtigd wordt. Wanneer deze wet zal plaats genomen hebben in onze maatschappelijke wetgeving, zal het Parlement de goedkeuring kunnen tegemoetzien van de Conventie welke gesproken is uit de Conferentie van 1921.

Ziehier den tekst dezer Conventie :

ONTWERP VAN OVEREENKOMST NOPENS HET VERBOD VAN HET GEBRUIK VAN LOODWIT.

ARTIKEL 1. — Elk Lid van de Internationale Arbeidsorganisatie dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich er toe, onder voorbehoud van de bij artikel 2 bedoelde afwijkingen, het gebruik van loodwit, zwavelzuur-lood of alle andere produkten waarin die kleurstoffen voorkomen, te verbieden bij schilderwerk binnen de gebouwen, met uitzondering van de spoorwegstations en de nijverheidsinrichtingen, voor dewelke het gebruik van loodwit, zwavelzuur-lood en alle andere produkten waarin die kleurstoffen voorkomen, door de bevoegde overheden, na raadpleging der werkgevers- en der arbeidersverenigingen noodig wordt geacht.

Het gebruik van witte kleurstoffen waarin ten hoogste 2 t. h. lood, in de beteekenis van het lood als metaal, voorkomt, blijft niettemin toegelaten.

ART. 2. — De bepaling van artikel 1 gelden noch voor het versiering-schilderen, noch voor het lijnschilderen en het opwerken van verguldgronden.

Elke Regeering zal de scheidingslijn bepalen tussehen de verschillende soorten van schilderwerk en het gebruik daarbij van loodwit, zwavelzuur-lood en alle produkten waarin die kleurstoffen voorkomen, overeenkomstig artikelen 5, 6 en 7 van deze Overeenkomst, regelen.

ART. 3. — Het is verboden jongelingen beneden 18 jaar en vrouwen te plaatsen aan industrieel schilderwerk waarbij het gebruik van loodwit, zwavelzuur-lood en alle produkten waarin die kleurstoffen voorkomen, noodig is.

De bevoegde overheden hebben het recht, na raadpleging van de werkgevers- en de arbeidersverenigingen, toe te laten dat de schildersleerjongens, met het oog op hun beroepsopleiding, aan de bij de vorige paragraaf verboden werken geplaatst worden.

ART. 4. — De bij de artikelen 1 en 3 bedoelde verbodsbepalingen zullen, zes jaar na den sluitingsdag van den derden zitting der Internationale Arbeidsconferentie, van kracht worden.

ART. 5. — Elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich er toe het gebruik van loodwit, zwavelzuur-lood en alle produkten waarin die kleurstoffen voorkomen, bij de werken waarvoor dat gebruik niet is verboden, op de volgende grondslagen te regelen :

I. a) Loodwit, zwavelzuur-lood, of produkten waarin die kleurstoffen voorkomen, mogen bij schilderwerken slechts in den vorm van deeg of bereide verf gebruikt worden.

b) Maatregelen worden getroffen tot het vermijden van het gevaar dat door het aanbrengen der verfstof door bestuiving wordt veroorzaakt.

c) Telkens het mogelijk is, zullen maatregelen worden getroffen voor het vermijden van het gevaar dat het door droogpuimen en afkrabben veroorzaakt stof oplevert.

II. a) Schikkingen zullen getroffen worden om de schildersgasten er toe in staat te stellen, in den loop en na afloop van het werk, alle noodige zorgen aan hun zindelijkheid te besteden.

b) Zoolang zij aan het werk zijn, moeten de schildersgasten werkkleederen dragen.

c) Gepaste schikkingen zullen worden voorzien om te vermijden dat de kleederen, die vóór het aanvatten van het werk worden uitgetrokken, door het schildermateriaal worden besmeurd.

III. a) Gevallen van loodwitsiekte en vermoedelijke gevallen van loodwitsiekte zullen het voorwerp uitmaken van een verklaring en naderhand van een geneeskundig onderzoek door een door de bevoegde overheid aangestelden geneesheer

b) De bevoegde overheid zal de arbeiders, wanneer zij het noodig acht, aan een geneeskundig onderzoek mogen onderwerpen.

IV. Onderrichtingen met betrekking op de bijzondere hygiënische voorzorgen welke hun beroep vereischt, zullen aan de schildersgasten verstrekt worden.

Art. 6 — Met het oog op het waarborgen van de naleving der bovenstaande regeling, zal de bevoegde overheid, na raadpleging van de werkgevers- en de arbeidersverenigingen, alle door haar noodig geachte maatregelen treffen.

Art. 7. — Statistieken omtrent de loodwitsiekte onder de schildersgasten, zullen opgemaakt worden :

a) Voor het aantal ziektegevallen, bij middel van de verklaring en het onderzoek van al de gevallen van loodwitsiekte;

b) Voor de sterfte, volgens een methode welke door den ambtelijken dienst voor de statistiek in elk land wordt goedgekeurd.

Art. 8. — De ambtelijke bekrachtigingen van deze Overeenkomst, onder de voorwaarden welke in deel XIII van het verdrag van Versailles en in de er mee overeenstemmende deelen van de andere Vredesverdragen worden voorzien, zullen aan den algemeenen secretaris van den Volkenbond meege-deeld en door hem geregistreerd worden,

Art. 9. — Deze Overeenkomst zal van kracht worden zoodra de bekrach-tiging vanwege twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie door den algemeenen secretaris geregistreerd is.

Zij zal slechts bindend zijn voor de Leden wier bekrachtiging op het Secretariaat werd geregistreerd.

Verder zal deze Overeenkomst voor elk Lid van kracht worden zoodra zijn bekrachtiging op het Secretariaat is geregistreerd.

Art. 10. — Zoodra de bekrachtiging van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Secretariaat is geregistreerd, zal de algemeene secretaris van den Volkenbond daarvan aan al de Leden van de Interna-tionale Arbeidsorganisatie kennis geven. Hij zal hun ook kennis geven van de bekrachtigingen die hem naderhand door alle Leden van de Organisatie worden bekend gemaakt.

ART. 11. — Elk Lid, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich er toe, de bepalingen der artikelen 1 tot 7 ten laatste op 1 Januari 1924 in toepassing te stellen en de noodige maatregelen te treffen om die bepalingen te doen naleven.

ART. 12. — Elk lid van de Internationale Arbeidsorganisatie, dat deze Overeenkomst bekrachtigt, verbindt zich er toe ze ook, overeenkomstig de bepalingen van artikel 421 van het Verdrag van Versailles en van de er mee overeenstemmende artikelen der andere Vredesverdragen, in zijn koloniën, bezittingen en protectoraten toe te passen.

ART. 13. — Elk Lid, dat deze Overeenkomst heeft bekrachtigd, mag ze, na afloop van een tijdperk van tien jaar na haar aanvankelijke van krachtwording, opzeggen, door een aan den algemeenen secretaris van den Volkenbond toegezonden en door hem geregistreerde akte. De opzegging zal slechts een jaar na haar registratie op het Secretariaat van kracht zijn.

ART. 14. — De Beheerraad van het Internationaal Arbeidsbureau zal ten minste eens op tien jaar aan de Algemeene Conferentie een verslag over de toepassing van deze Overeenkomst voorleggen en er over beslissen of de herziening of de wijziging van deze Overeenkomst op de agenda der Conferentie moet komen.

ART. 15. — De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zijn beide wettig.

TWEEDE DEEL.

Opmerkingen betreffende de artikelen der Begrooting.

VRAGEN GESTELD DOOR DE COMMISSIE.

A. *Algemeen Overzicht van de Begrooting.*

Voor het jaar 1925, is de begrooting van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid vastgesteld op de totale som van 158,455,338 frank, waarvan 25 miljoen 303,500 frank uitzonderingsuitgaven.

Het hoofdbestuur kost in 't geheel 3,400,000 frank.

Het *Arbeidsblad* en de documentatie vergen 136,400 frank.

Wij vragen ons af, of het werkelijk zoo moeilijk ware, met een geringe vermeerdering van onkosten, de Vlaamsche uitgave beter te verzorgen, dewelke steeds later verschijnt dan de Fransche.

Wel telt de Fransche uitgave zesmaal zooveel abonneenten, doch men mag niet uit het oog verliezen dat veel Vlaamsche inrichtingen verplicht zijn de Fransche uitgave te nemen, om tijdig de noodige inlichtingen te bekomen.

Doordat de Vlaamsche uitgave een vertaling is van de Fransche, komen daarin soms heel zonderlinge zaken voor : zoo staan zekere inrichtingen in de Vlaamsche uitgave vermeld onder een onmogelijke benaming, wegens een eerste vertaling van hun titel in het Fransch, en vandaar weer in 't Vlaamsch, enz. Er dienden Fransche en Vlaamsche opstellers te zijn, die elk zouden handelen over de feiten, die voorvallen binnen hun gebied en dan zouden voorzien in een onmiddellijke vertaling, zoodat beide uitgaven ongeveer gelijktijdig kunnen verschijnen.

Op een vraag hem daarover gesteld, heeft de Minister geantwoord in een zin, die verbetering in den bestaanden toestand laat verhoplen. Verder zijn vraag en antwoord opgenomen.

Hoofdstuk IV, — *Nijverheid*, — bedraagt 724,500 frank, waarvan ongeveer de helft bestemd is voor aanmoediging van nuttige werken — boeken en bescheiden — Commissies, studiën, zendingen, tentoonstellingen, enz. De Hoogere Raad van Handel en Nijverheid vergt 23,500 frank. Een gedachtenwisseling nopens de vertegenwoordiging der arbeiders in den schoot dier Commissie ware belangwekkend : de arbeiders hoeven niet enkel in de arbeidsregeling medezeggenschap te hebben. Men kan opwerpen dat door een hervorming in dien zin, de Raad zou komen gelijk te staan met den Hoogeren Arbeidsraad. Wij weten niet of die opwerping gegrond is. Doch, in elk geval, is een inniger samenwerking volstrekt noodig tusschen de twee voortbrengingsfactoren, eensdeels vertegenwoordigd door den Hoogeren Raad van Handel en Nijverheid en, anderdeels, door den Hoogeren Arbeidsraad.

De kwestie verdiend ongetwijfeld grondig onderzocht te worden.

Wij slaan Hoofdstuk V over — Maten en Gewichten — hetwelk een crediet van meer dan een half milioen vergt, en komen tot Hoofdstuk VI : *Arbeid*.

Hier vinden wij een post van 29,000 frank voor drukwerk, uitgaven, enz. Er dient opgemerkt, dat bij dit crediet moeten gevoegd worden de onder andere rubrieken vermelde uitgaven, om zich een denkbeeld te vormen van de sommen besteed aan de studie der arbeidskwestie.

Voor de Werkrechtscraden moet meer dan 400,000 frank uitgegeven worden. Hier dient de aandacht gevestigd op de hervorming van die Raden.

Wij meenen te mogen gelooven dat de Minister binnen enkele dagen een wetsontwerp in dien zin zal indienen.

Wij verheugen er ons van harte om.

*
* *

De Hooge Arbeidsraad vergt een uitgave van 26,500 frank. Sedert enkele maanden, houdt deze Raad zich bijna uitsluitend bezig met de toepassing van de wet op den achturedag in onze verschillende nijverheidsbedrijven.

In den vorm van allerhande toelagen en uitgaven, kosten de Beroepsverenigingen in 't geheel 8.500 frank. Uit dat cijfer blijkt klaar de ontoreikendheid van de bestaande wet, die, verre van de Beroepsverenigingen

aan te trekken, ze afstoot en er toe brengt, buiten de wet te leven. Er diende gewezen op de dringende noodzakelijkheid van de herziening der wet van 1898.

Uit Hoofdstuk VII, — *Nijverheids-en Beroepsonderwijs*, — vernemen wij dat de Staat aan dat onderwijs 12,250,000 frank besteedt, waarvan 250 duizend frank voor het Hooger Handelsgesticht, te Antwerpen.

Hoofdstuk VIII, — *Maatschappelijke Verzekeringen en voorzorg*, — voorziet in 't geheel 3,113,000 frank uitgaven; daaronder 140,000 frank toelagen van beschermings-Comiteiten van werkmanswoningen, wat 27,000 frank meer is dan verleden jaar: dit tengevolge van het toekennen van premieën voor het bouwen en aankopen van goedkope woningen. Ik ben zoo vrij er op te wijzen, dat de beperking, op 25,000 frank van den prijs der te bouwen woningen, de Regeeringspolitiek grootelijks zal hinderen. De prijs van vele huizen, gebouwd door de Nationale Maatschappij, bedraagt meer dan 25,000 frank. Men kan wellicht den maximum-prijs met enkele duizenden verhoogen, of de Koninklijke besluiten in dier voege opvatten, dat mits provinciale of gemeentelijke toelagen, de Maatschappijen voor Goedkope Woningen de huizen met een gering verlies tegen den vastgestelden maximum-prijs zouden kunnen verkoopen.

Bij wijze van allerhande toelagen en uitgaven, kosten de Mutualiteiten in 't geheel 700,000 frank aan den Staat. De toelagen aan de Onderlinge Invaliditeitskassen bedragen 2,000,000 frank (niet beperkend crediet).

Die credieten brengen ons de kwestie der verplichte sociale verzekeringen te binnen — te meer daar hoofdstuk IX ook, als bijdrage van den Staat in de ouderdomspensioenen, credieten vergt ten bedrage van 108 1/2 miljoen frank, waarvan 100,000,000 in uitvoering van de wetgeving van 20 Augustus 1920. Anderdeels is, onder de Uitzonderingsuitgaven, een crediet van 14,800,000 frank voorzien voor den genees- en artseneijkundigen dienst, terwijl de sociale verzekeringen op het grondgebied Eupen-Malmedy 70,000 frank kosten.

De rubriek « Werkloosheid en werkverschaffing » voorziet, onder de gewone uitgaven, een crediet van 220,000 frank, waarvan 200,000 frank voor kosteloze werkverschaffing en 20,000 frank tot aanmoediging van werklozenkassen. Dezelfde rubriek komt eveneens voor onder de uitzonderingsuitgaven, waar 800,000 frank is uitgetrokken voor Arbeidsbeurzen, 8,000,000 frank als toelage van 50 t. h. op de bijdragen tot de werklozenkassen, en een half miljoen als tegemoetkoming van 50 t. h. in de kosten der Intercommunale Fondsen. Om zich rekenschap te geven van de uitgaven van den Staat wegens de werkloosheid, dient daarbij gevoegd het crediet aan het Nationaal Crisisfonds, dat 10,000,000 frank bedraagt. Uit die cijfers blijkt hoe volstrekt noodzakelijk het is, onverwijld de wet tot inrichting van de verzekering tegen werkloosheid te doen goedkeuren.

Een wetsontwerp op de verzekering tegen werkloosheid is ingediend door den heer Troolet. Dat ontwerp is feitelijk een omwerking tot wetstekst van de meeste beginselen, aangenomen door de Belgische Afdeeling van de Internationale Vereeniging tot Bestrijding der Werkloosheid. Aan den anderen

kant, bereidt de Regeering zelf een ontwerp voor op denzelfden grondslag.

Wat er ook van zij, uiterlijk 1 Januari 1924, moet het voorloopig stelsel door een vast en duurzaam stelsel vervangen zijn.

* * *

In Hoofdstuk X komen de uitgaven voor in verband met het Arbeidstoezicht en wel ten bedrage van 1,539,700 frank waarvan 844,700 frank als wedden en vergoedingen en 505,000 frank als reis-, verblijf- en bureelkosten.

In het eerste deel van ons verslag, hebben wij de redenen aangegeven, waarom die wedden dienen verhoogd te worden.

In hetzelfde hoofdstuk staat een crediet van 150,000 frank voor de paritaire bedrijfscommissies. Hoe langer hoe meer, worden deze commissies werkelijk bestendige inrichtingen.

In 't voorbijgaan, zij er op gewezen dat Hoofdstuk XI een crediet van 317,400 frank aangeeft voor den geneeskundigen Arbeidsdienst; en zoo gaan wij over tot de Uitzonderingsuitgaven. — 60,000 frank is uitgetrokken voor een onderzoek omtrent den toestand van de Belgische nijverheid, van de privaatsbeambten en voor studiecocommissies betreffende de arbeidsvoorwaarden in verschillende nijverheidsbedrijven.

Wij vernemen dat de Internationale Arbeidsconferenties jaarlijks 100,000 frank aan België kosten.

Een paar andere belangwekkende posten : een toelage van 25,000 frank aan het centraal Economisch Comité van den Koopersbond; een toelage van 90,000 frank aan de Voorzorgskas voor de slachtoffers van arbeidsongevallen, een van 50,000 frank voor de gewestelijke scheidsrechterlijke Commissies.

Een crediet van 750,000 frank als tegemoetkoming in de kosten van beheer van de Nationale Maatschappij voor goedkope woningen besluit de uitzonderingsuitgaven.

Ziedaar enkele opmerkingen in verband met de verschillende artikelen der Begrooting.

Het zij mij geoorloofd nog enkele andere ten beste te geven, die moeilijk in verband gebracht kunnen worden met de artikelen der Begrooting :

Regeling van den huisarbeid. — Welke zijn de inzichten der Regeering in dezen? Is de Hoogere Arbeidsraad klaar met zijn vóórontwerp? en zal dit weldra ter Kamer ingediend worden?

De gezinstoeslag. — Zou de Regeering, die verschillende onderzoeken van maatschappijken aard heeft op touw gezet, hier ook niet een onderzoek moeten instellen, om te dienen tot grondslag voor de besprekingen die binnen kort onvermijdelijk in alle bedrijven zullen gevoerd worden?

Voor al in zaken arbeidsregeling en voortbrenging, moet de Regeering eene zuivere afgelijnde politiek, een duidelijke gedragslijn volgen. Wij zijn er zeker van, dat ze aan die edele, grootsche en moeilijke taak niet zal te kort komen.

B. Electriciteitsvoorziening.

De Begrootingscommissie voor Nijverheid werd vanwege een van haar leden opmerkzaam gemaakt op de belangrijke kwestie van de herziening der wetten op de electriciteitsvoorziening.

De verspreiding der electriciteit is een hoofdfactor van 's Lands welvaart en van zijn economisch herstel. Ze is van belang voor de grootnijverheid, voor welke het vraagstuk der onderlinge verbinding van de Centra'en eene levenskwestie is; de gemiddelde en de kleine nijverheid zouden ruimschoots winnen bij de verspreiding van eene goedkoope drijfkraft; de landbouw zou er groote hulp in vinden bij de moeilijkheden wegens de schaarschte aan arbeidskrachten in het landbouwbedrijf; ten slotte, zou gansch het land er belang bij hebben, dat de elektrische verlichting worde toegepast tot in de meest afgelegen vlekken.

In Juni 1920, werd door den Minister van Economische Zaken een Commissie ingesteld om de middelen na te gaan tot overvloedige voortbrenging van electriciteit door benutting van de verloren of ongebruikte krachten, en om die ter beschikking te stellen van de verbruikers van allen aard.

In December 1921, werden twee wetsontwerpen opgemaakt. De leden der Commissie, die verschillende en soms tegenstrijdige belangen vertegenwoordigden, zijn overeengekomen over een stelsel, waarbij de rechten der industriele voortbrengers en die der verdeelers geëerbiedigd worden.

Niemand heeft het recht zich een monopolie te verzekeren. Het openbaar belang moet dus in het oog gehouden worden, en daarvoor is vrije mededinging onder allen noodzakelijk.

Uw Commissie is het eenparig eens geweest om te vragen, dat die zwaarwichtige kwestie, die haar beslag zou moeten krijgen in dezen zittijd, binnenkort vóór het Parlement zou gebracht worden.

C. — Toestand der lagere ambtenaren en beambten.

Een lid heeft doen opmerken, dat de lagere ambtenaren en beambten van het Departement — zooals trouwens van alle Departementen — in een toestand van minderwaardigheid verkeerden tegenover de hogere ambtenaren, voor hetgeen betreft het verschil tuschen hun minimum- en hun maximum-wedde, en het aantal jaren vereischt om het maximum te bekomen.

Onderstaande tabel bewijst de gegrondheid van die opmerking.

Ook uit de Commissie den wensch, dat de Regeering die wedderoosters opnieuw zou willen onderzoeken, met het oog op verbetering — indien mogelijk — van den toestand der lagere ambtenaren en beambten.

BETREKKING.	Getal beambten.	Jaarwedden.
Secretaris generaal	1	Fr. 22,500
Algemeen Bestuurder	5	19,000 à 21,000
Algemeen Bestuurder ten persoonlijken titel	24	17,000 à 19,000
Bestuurder		15,000 à 17,000
Hoofdinspecteur	1	15,000 à 17,000
Onderbestuurder	11	11,500 à 13,000
Inspecteur	4	8,000 à 13,000
Actuaris	1	11,500
Bureelhoofd	30	9,500 à 11,000
Vertaler	3	8,000 à 11,000
Contrôleur	10	6,400 à 11,000
Opsteller	37	6,400 à 9,000
Bureelonderhoofd		8,000 à 9,000
Klerk-Opsteller	73	
Klerk-Vertaler	4	4,100 à 7,700
teno-Dactylo	22	
Ordeklerk	16	
Dactylograaf	19	3,700 à 7,300
Deurwaarder	19	3,600 à 6,200
Telephonist	1	3,600 à 6,200
Eerste werkman	2	
Bede	7	3,200 à 4,800
Schrijnwerker	1	
Kantoorbode	23	3,200 à 4,400
Deurwachter	6	900 à 1,440
Schoonmaakster		1,500 à 2,000
Tijdelijke hulpklerk	5	3,300 à 6,600

C. Vragen gesteld door de Commissie met de antwoorden van het Departement.

ART. 2. — *Personeel.*

VRAAG.

Welke zijn de bevoegdheden van de 29 algemeene bestuurders en bestuurders vermeld bij artikel 2? Welke diensten besturen zij?

ANTWOORD.

De algemeene bestuurders en bestuurders bij het Hoofdbestuur zijn, naar rangorde :

1. M. Stevens, J., algemeen bestuurder.
2. M. Mavaut, O., —
3. M. Theate, Th., —
4. M. Lebacqz, J., —
5. M. Vanderreken, J., —
6. M. Jonkheere, A., algemeen inspecteur.
7. M. Vercruysse, F., algemeen bestuurder.
8. M. Mavaut, H., algemeen bestuurder ten persoonlijken titel.
9. M. Bastenier, F., —

10. M. Van Raemdonck, A.,	—	—
11. M. F. François, E.,	—	—
12. M. Sole, G.,	—	—
13. M. Delannoy, S., bestuurder.		
14. M. Warnotte, D.,	—	
15. M. Schrijvers, U.,	—	
16. M. Nieuwland, P.,	—	
17. M. Forgeur (Baron E.)	—	
18. M. Grignard, G.,	—	
19. M. Nicolay, M.,	—	
20. M. Bribosia, J.,	—	
21. M. Hillaert, C.,	—	
22. M. Roman, E.,	—	
23. M. Breuwer, M.,	—	
24. M. Paternotte, E.,	—	
25. M. Capart, M.,	—	
26. M. Lagasse de Locht,	—	
27. M. Mercier, N.,	—	
28. M. De Voghel, J.,	—	
29. M. de Cannart d'Hamale.	—	

De bevoegdheden der ambtenaren en der door hen bestuurde diensten zijn omstandig vermeld in het *Almanach Royal*.

ART. 5A,

Vragen.

Welke is de huidige toestand van de bibliotheek van het Departement? De Commissie wenscht de Regeering te kunnen inlichten nopens de documentarische waarde en den aard der voorhanden werken.

Tracht het Departement de bibliotheek en de Documentatiediensten te centraliseeren?

Antwoord.

De bibliotheek van het Departement bestaat uit werken betreffende de ontwikkeling der nijverheid, de maatschappelijke politiek, de maatschappelijke statistiek, en zekere aanverwante kwesties (geschiedenis, techniek, enz.)

Ze omvat thans 30,000 werken, benevens belangrijke officieele bescheiden, verslagen, statistieken, enz.; 300 tijdschriften en een groot getal volledige verzamelingen van deze.

Al die documenten zijn ingeschreven in een catalogus op steekkaarten, waarvan het systematisch gedeelte ongeveer 120,000 steekkaarten telt.

Behalve een verzameling technische werken en statistieken, bewaard door het Mijnwezen, bestaat er geen andere bibliotheek in het Departement.

De bibliotheek van het Departement van Arbeid en Nijverheid bezit een regelmatigen documentatiedienst, omvattende geheel het bibliografische

gedeelte der sociale politiek en een bijzonder gedeelte over sociale wetgeving in het Buitenland.

ART. 5.

VRAAG.

Draagt het Belgisch Departement van Arbeid en Nijverheid bij in de onkosten voor het uitgeven van de « Revue Internationale du Travail » te Geneve, en ten bedrage van welke som?

ANTWOORD.

Het Belgisch Departement van Arbeid en Nijverheid heeft geen deel in de onkosten voor de « Revue Internationale du Travail ».

ART. 6b.

VRAAG.

Waarom wordt, bij het vaststellen van het indexcijfer de « huisvesting » niet in aanmerking genomen?

ANTWOORD.

Bij de berekening van het eenvoudig indexcijfer, heeft men geen rekening kunnen houden met de huishuur, omdat, indien het gemakkelijk is den prijs van een kilogram brood, rijst of koffie te kennen, er geen eenheid van maat bestaat inzake huisvesting. De huishuur verandert volgens het getal gebruikte vertrekken, volgens de bevolking der gemeenten, de ligging van het huis, het gebruik van een tuin, de verhoogingen die de huur heeft kunnen ondergaan, enz. De proeven, die genomen werden bij de voorbereiding van het eenvoudig indexcijfer, en waarvoor talrijke onderzoeken werden ingesteld, hebben tot geen uitslag geleid.

Daarentegen, zou de huishuur noodzakelijkerwijze in aanmerking komen in een index van de « totale levensduurte » steunende op talrijke en langdurige waarnemingen van arbeidersgezinnen. Mijn departement houdt er zich druk meê bezig, en hoopt eerlang tot een uitslag te geraken.

ART. 7a.

VRAAG.

Zou het Departement niet een ernstige poging kunnen doen opdat de Vlaamsche uitgave van het « Arbeidsblad » (overigens zeer belangwekkend) zeer kort na of ongeveer tegelijk met de Fransche uitgave zou kunnen verschijnen?

ANTWOORD.

Sedert de laatste vraag van den heer Heyman, betreffende het verschijnen van het *Arbeidsblad*, — vraag die gewettigd was door de toen bestaande vertraging — is een krachtige poging gedaan, zooals trouwens herhaaldelijk door de Vlaamsche pers werd vastgesteld, namelijk in het *Laatste Nieuws* en *De Tijd* van 17 December 1922. Bevelen zijn gegeven opdat het *Arbeidsblad* acht

dagen na de Fransche uitgave zou verschijnen, welke den laasten dag van elke maand van de pers komt. Gedurende het betrokken tijdperk zijn de nummers van het *Arbeidsblad* regelmatig besteld binnen de voorziene termijnen, behalve het Novembernummer, dat vertraging heeft ondergaan wegens een geval van overmacht (electrische stroomverbrekingen in de drukkerij).

Anderdeels is het niet mogelijk de Vlaamsche en de Fransche uitgave tegelijk te doen verschijnen; daar het *Arbeidsblad* zijn inlichtingen in hoofdzaak uit internationale kringen betreft, vergt de Vlaamsche uitgave veel vertaalwerk.

ART. 12. — *Wachtgelden tot vervangen van pensioen.*

VRAAG.

De Commissie wenscht eenigen naderen uitleg over dit artikel.

ANTWOORD.

Overeenkomstig artikel 1 § 4 van het Koninklijk besluit van 17 Maart 1921, genomen op voorstel van den Ministerraad, worden de ambtenaren en beambten van den Staat beschikbaar gesteld ingeval zij op het oogenblik van hun oppensioenstelling, het vereischte aantal dienstjaren niet tellen voor het pensioen, of niet aangelast bevonden worden van de lichaamsgebreken die hen beletten hun ambt verder waar te nemen.

Artikel 5 van hetzelfde besluit bepaalt de aan belanghebbenden toe te kennen wedde.

Men heeft verkozen de wachtgelden op een bijzonder artikel uit te trekken, ten einde het cijfer van het personeel in actieven dienst niet te veranderen.

ART. 14, 15, 16.

VRAAG :

Welke is eigenlijk de opdracht van den Mijnsraad? Hoe is die samengesteld? Hoe wordt hij benoemd? Is die raad onontbeerlijk?

ANTWOORD :

De bevoegdheid van den Mijnsraad, zijn samenstelling, enz., zijn uiteengezet op bl. 954 van het *Almanach Royal* voor 1922 (laatste uitgave).

Het nut van dien Raad werd herhaaldelijk betwijfeld; in dit verband verwijs ik naar het volgende :

De afschaffing van den Mijnsraad werd in 1848 goedgekeurd door de Kamer, doch verworpen door den Senaat.

In 1884 vond de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de Begroting van Binnenlandsche Zaken, dat de Raad niet meer noodig was en dat zijn bevoegdheid zonder bezwaar kon overgebracht worden naar het Mijnswezen, onlangs tot Algemeen Bestuur opgericht (Kamerbescheiden 1883-84, Kamer,

bl. 180). De Kamer scheen dezelfde meening toegedaan, doch de heer Gilliaux deed gelden dat nog een zeker getal aanvragen om vergunning of tot uitbreiding van vergunning aanhangig waren (vergadering 28 Februari 1884. Handelingen Kamer, blz. 639). Daardoor, en ook door de mogelijkheid van een wet op de vergunbaarheid van ijzererts, werd eene onmiddellijke beslissing verschoven.

Het jaar daarop werd evenwel besloten dat, om reden van bezuiniging, en in afwachting van de Regeeringsvoorstellen, twee overleden werkelijke raadsheeren niet dienden vervangen. (Zie Verslag over de Begrooting van Landbouw, enz. voor 1885. *Parl. Bescheiden*, 1884-85, Kamer, bl. 131.) Het getal der werkelijke mijnraden werd dus op twee gebracht.

Dat duurde tot in 1903 : eensdeels, wegens het toenemen van de bevoegdheden van den Mijnraad (onderzoek van wetsquaesties. Bekrachtiging van de Statuten der Beroepsverenigingen. Beroep inzake beslissingen nopens de tegemoetkomingen van 65 frank), en anderdeels, wegens den arbeid in verband met de ontdekking van kolenlagen in Limburg, stelde de Regeering toen voor, op de Begrooting voor Nijverheid en Arbeid de noodige credieten uit te trekken voor de benoeming van twee mijnraden, ten einde aldus het getal te bereiken, vastgesteld door de wet van 1837. (*Parl. Bescheiden*, zittijd 1902-1903, Kamer, n^o 4, VIII, blz. 6.)

ART. 16. — *Mijnraad-materieel.*

VRAAG.

Werd ditzelfde crediet gevraagd in 1922 bij artikel 62 der Begrooting?

Is dat crediet geheel verbruikt?

Hoe is dit nieuw crediet voor Materieel te verantwoorden?

ANTWOORD.

Hier geldt het geen nieuw crediet. Het bedrag, dat hetzelfde is als de vorige jaren, moet in 1923 de onkosten wegens vuur, licht, schoonmaak en telefoonaansluiting van den Mijnraad dekken, alsmede de uitgaven wegens onderhoud van meubelen, van bibliotheek, van abonnementen, aankoop en inbinden van boeken en tijdschriften, kantoorbehoeften, drukwerk, enz. enz.

ART. 17. — *Mijnraad : jaarwedden en vaste vergoedingen.*

VRAAG. *Personeel*

Er is 100,000 frank uitgetrokken voor de benoeming van nieuwe agenten. Waartoe moeten die beampten dienen?

ANTWOORD.

Het geldt hier geen nieuwe betrekkingen, doch enkel benoemingen om de openstaande plaatsen weer aan te vullen, wat onmisbaar is om de wettelijke bescherming van de mijnwerkers doelmatig te bevorderen.

ART. 32. — *Aardkundige dienst en aardkundige Raad.*
Wedden en vergoedingen.

VBAAG.

Aardkundige Raad :
Voorzitter,
Secretaris,
Beambte bij het Secretariaat,
Zijn die leden ambtenaren ofwel leeraars?

ANTWOORD.

De Voorzitter van den aardkundigen dienst is thans de heer Lebacqz, Algemeen Bestuurder der Mijnen, en de Secretaris, de heer A. Renier, Hoofd van den aardkundigen dienst.

De beambte van het Secretariaat is de heer L. Devaivre, Bureelhoofd ten persoonlijken titel bij het Mijnwezen.

De andere leden zijn mannen van de wetenschap; leden van de Academie van Wetenschappen, hoogleeraars of voorname vaklieden.

ART. 36.

VRAAG.

Welk nut levert de Raadgevende Commissie voor Stoomwerktuigen op?
Welk is haar opdracht?
Dient die Commissie niet afgeschaft?

ANTWOORD.

Die Commissie werd ingesteld om de, haar door den Minister voorgelegde, kwesties te onderzoeken en, namelijk, om advies uit te brengen inzake de aanvragen tot afwijking van de verordening betreffende de stoomwerktuigen.

De Commissie kan alleen afgeschaft worden na wijziging van het Koninklijk besluit, waarbij raadpleging van die Commissie verplichtend gesteld wordt inzake afwijkingen.

Er bestaat geen reden om de Commissie voor Stoomwerktuigen af te schaffen, want de practische kennis die daar bijgebracht wordt door technische ambtenaren van andere departementen (Bruggen en Wegen, Spoor en Zeewezen) en door specialisten (Universiteitsleeraars en industrieelen, enz.) zijn noodzakelijk voor de toepassing van de wet op de stoomwerktuigen.

Overigens, komt deze Commissie slechts twee of driemaal per jaar bijeen, om haar dagorde af te wikkelen, en de uitgaven, die ze veroorzaakt, zijn onbeduidend.

ART. 37.

VRAAG.

Welk is het nut van de Bestendige Raudgevende Electriciteitscommissie?

Waarin bestaat haar opdracht?

Dient die Commissie niet afgeschaft?

ANTWOORD.

Deze Commissie werd ingesteld bij Ministerieel besluit van 20 Juni 1921.

Ze heeft tot opdracht, inzake elektrische inrichtingen en toestellen, de eenmaking van het onderzoek der zaken onderworpen aan de mijnofficiers; de studie en de oplossing van al de moeilijkheden inzake toepassing van de in de mijnen, graverijen en groeven, alsmede in al de door de Mijningenieurs bezochte inrichtingen, van kracht zijnde reglementen, en de wijzigingen en aanvullingen na te gaan welke dienen aangebracht aan die reglementen, ten aanzien van den vooruitgang der techniek.

Wegens het toenemend gebruik van elektrische toestellen in de verschillende nijverheidsbedrijven, en de gevaren die daaruit kunnen voortspruiten, vooral bij de ondergrondse mijnwerken, kan er van afschaffing van die Commissie geen spraak zijn.

In deze Commissie zetele specialisten, wier kennis onontbeerlijk is voor de oplossing dier vraagstukken. Ze komt trouwens maar zelden bijeen; slechts wanneer verschillende zaken tegelijk op een zitting kunnen behandeld worden.

ART. 44. — *Nijverheidstoezicht. — Materieel.*

VRAAG.

Waarom stelt het Departement voor 48,000 frank te schrappen?

ANTWOORD.

Het Comité der Algemeene Secretarissen onderzoekt de mogelijkheid om het aantal uitgaven van boeken door de Regeering te verminderen.

Onder de belangrijke bezuinigingen die mogelijk zijn, komt diegene, voortspruitende uit de afschaffing van het uitgeven van nijverheidsmonografieën. Deze afschaffing is te wettigen als volgt :

Deze monografieën beschouwen uit een technisch oogpunt een groot aantal zeer verschillende bedrijven. Men kan niet verwachten dat de ingenieurs van het nijverheidstoezicht op de hoogte zouden zijn van de techniek van al de bedrijven die zij moeten beschrijven. Daaruit volgt dat de door de industrieelen verstrekte inlichtingen onveranderd worden weergegeven, en vaak niet nauwkeurig genoeg zijn of niet meer op de hoogte van den vooruitgang der wetenschap.

Het karakter van de nijverheidsmonografieën is dat van vulgarisatiewerk, t. t. z. dat ze niets leeren aan de mannen van het vak en dat hetgeen ze aan anderen leeren niet nuttig genoeg blijkt om een zoo aanzienlijke uitgave te wettigen.

ART. 46 tot 49.

VRAAG :

Is het waar dat het Departement vanzins is de zgn. schijfbalansen aan te nemen in plaats van de jukbalansen?

Ware dat niet de vreemde mededinging en vervaardiging in de hand werken?

Zou daardoor het bedrog niet vergemakkelijkt worden?

ANTWOORD :

De schijfbalansen, ook « balansen met rechtstreeksche aflezing » genoemd worden geijkt sedert 1 Januari 1923, zooals dat reeds lang geschiedt in andere landen.

De werknigen die uit den vreemde komen betalen tamelijk hooge inkom-rechten, zoodat de inlandsche nijverheid, die deze balansen ook kan maken, daardoor eenigszins beschermd wordt.

Wat het bedrog betreft, dit schijnt minder te vreezen wegens het grooter gemak bij de balansen met rechtstreeksche aflezing om het gewicht van de gekochte waren te kennen.

ART. 46A. — *Maten en Gewichten. — Personeel.*

Vragen :

Waarom een hoofdopziener en een eerstaanwezend opziener?

Welke is de bezigheid van elk?

ANTWOORD :

A) Er is geen hoofdopziener, maar een hoofdopziener ten persoonlijken titel. Zijn ambt bestaat hoofdzakelijk in het toezicht over het personeel van den dienst van maten en gewichten en van het algemeen toezicht, van de toepassing der wetten en besluiten. Zijn werkkring strekt zich uit over gansch het land. Deze ambtenaar moet nagaan hoe de beambten van den dienst hun ambt waarnemen. Hij doet de voorstellen tot benoeming en bevordering voor hetgeen hen betreft.

Zoowel voor de *periodische* ijking (gebruikte toestellen) als voor het *eerste* ijken (nieuwe toestellen) verzekert hij zich er van, dat het toezicht volledig geschiedt.

Buiten dien eigenlijken toezichtsdienst, heeft hij bij het Hoofdbestuur, een belangrijk werk van administratieven aard te verrichten : studie van de

reglementen, wijzigingen, toepassingen, onderzoek van klachten, aanvragen, verslagen; voorstellen betreffende het inrichten van de ijkronden, onderzoek van genadeverzoeken en voorstellen; nazien van de staten wegens reis- en verblijfkosten van het personeel; studie van de jaarlijksche verslagen van de ijkers; opmaken van samenvattende statistieken, per district, voor het gansche land; bestellen en keuren van de stempels en benodigdheden; voortdurend ingrijpen om het toezicht te handhaven en desnoods te verscherpen, om voorschriften te geven met het oog op beslagleggingen en processen-verbaal.

B) De eerstaanwezende ingenieur is werkzaam aan den technischen dienst van maten en gewichten en van de elektrische ijking, in welks bevoegdheid vallen de technische quaesties betreffende maten en gewichten en het onderzoek der standaarden en der nauwkeurigheidswerktuigen.

ART. 58.

Nijverheids-, beroeps-, handels- en huishoudonderwijs : toelagen, materieel en kosten van examen. — Zendingen : commissies, congressen, beurzen, studies, drukwerken, boeken en bescheiden. — Allerhande uitgaven.

VRAAG.

In de opmerkingen wordt gezegd : « Er is besloten geworden niet meer op bijzondere wijze bij te dragen in de onkosten wegens bouwen en huur van de lokalen van oude én nieuwe scholen.

De Commissie vraagt naar de reden van die beslissing ?

ANTWOORD.

Op de begroting voor 1921, is eene eerste maal een crediet van 500 duizend frank uitgetrokken als bijdrage van den Staat in de onkosten wegens het bouwen en huren van technische scholen. In de begroting voor 1922 werd dat crediet op 1,000,000 frank gebracht.

Er werd besloten geen enkel van die credieten te gebruiken, omdat men ingezien heeft, dat ze ontoereikend zouden zijn en dat de financiële toestand het onmogelijk maakte ze naar behoefte te vermeerderen.

Immers, in Augustus 1922, bedroegen de uitgaven, voorzien door de scholen die Staatssteun gevraagd hadden voor het bouwen, inrichten of aankopen van lokalen, ongeveer 7,000,000 frank (5,000,000 frank voor jongensscholen en 2,000,000 frank voor meisjesscholen). Sedert dien, zijn nieuwe aanvragen ingekomen en het aantal zou steeds toegenomen hebben, naarmate de steun van de Regeering zou bekend geworden zijn. Daarom werd het crediet van 1,000,000 frank geschrapt op de begroting voor 1923.

VRAAG.

Zou het Departement gelieven te zeggen welke regelen gevolgd worden bij het ondersteunen van de Arbeidsbeurzen : a) officiële, b) vrije.

ANTWOORD.

OFFICIEELE ARBEIDSBEURZEN. — Vooraleer het boekjaar aanvangt, moeten de officieele beurzen de begroting van hun ontvangsten en uitgaven aan het Departement onderwerpen. Dit bepaalt de som ten bedrage derwelke het zal deel nemen in de uitgaven, rekening houdende met het aandeel der openbare machten van de betrokken streek. Indien de door de Beurs bewezen diensten niet meer in verhouding zijn tot de uitgaven, wordt de instelling afgeschaft.

VRIJE ARBEIDSBEURZEN. — Het Departement helpt hier door middel van toelagen berekend op grond van het gecontroleerde aantal werkverschaffingen. De toelage bedraagt fr. 7.50 per werkverschaffing voor de beurzen van de eerste categorie en 5 fr. voor die van de tweede categorie.

Beurzen van de eerste categorie zijn die, welke een bijzonderen dienst ingericht hebben voor kosteloze werkverschaffing, met afzonderlijke lokalen, personeel en materieel.

Onder beurzen van de tweede categorie, verstaat men die, welke afhangen van een andere inrichting, die slechts bij gelegenheid werk verschaffen, of waarvan de lokalen niet voldoende ingericht zijn.

Daarenboven wordt aan die inrichtingen een zekere hoeveelheid drukwerken geleverd (steekkaarten, statistieken).

ART. 78.

VRAAG :

Kunnen de ouderdomspensioenen niet uitbetaald worden door middel van postcheeks? Sommige betrokkenen klagen er over, dat zij urenlang moeten wachten bij den ontvanger.

ANTWOORD :

In uitvoering van de voorschriften die hun gezonden zijn door het betrokken bestuur van Financiën, in overleg met mijn Departement, moeten de ontvangers der belastingen, in de groote steden, in Februari-Mei-Augustus en November van elk jaar, bijzondere zittingen houden om de pensioenen te betalen. De oude menschen worden opgeroepen in een bepaalde orde (gewoonlijk alphabetisch) op bijzonder daartoe vastgestelde dagen en uren. Doch op den vastgestelden dag komen om zoo te zeggen al de oude menschen te gelijk, lang vóór het openen van het kantoor : en daar de ontvanger ze niet allen onmiddellijk kan betalen, is het best te begrijpen dat sommigen al eens lang moeten staan wachten vooraleer betaald te worden.

Het aanwenden van postcheeks zou niet tot gevolg hebben te vermijden dat de belanghebbenden een zekeren tijd moeten wachten in het betaalkantoor, vooraleer hun geld te trekken.

Met het thans gevolgde stelsel, krijgen de betrokkenen een pensioenbewijs, waarbij driemaandelijksche kwijtschriften gevoegd zijn. Zij hoeven slechts het kwijtschrift voor het verschenen trimester te onderteekenen, om de hun

verschuldigde som te trekken. Dat is de eenige vereischte formaliteit. Elke ander wijze van betaling zou van die grijsaards meer ingewikkelde formaliteiten vergen, en dat hebben wij willen vermijden.

ART. 107. — *Terugbetaling aan de Schatkist van het saldo betreffende het voorschot door den Dienst der Bevoorrading gedaan aan de Aankoopvereeniging van het Departement.*

VRAAG.

Waarom moet de Staat die tekorten dragen?

ANTWOORD.

Het geldt hier een algemeenen maatregel, van toepassing op de economaten, ingericht in de meeste Ministerieele Departementen.

Kort na den wapenstilstand, werden die economaten ingericht om het personeel te helpen. Op dat oogenblik hebben die economaten tegen hoogen prijs waren moeten opdoen, die ze naderhand met verlies verkocht hebben.

Om die tekorten aan te vullen, had men de economaten langer moeten laten bestaan en waren aankopen.

Ter zitting van 19 Juni, heeft de Ministerraad geacht dat dergelijke handelwijze tot gevolg kon hebben, de voor sommige economaten reeds aanzienlijke tekorten nog te vermeerderen, en heeft derhalve besloten, dat ze onmiddellijk moesten opgeruimd worden.

Ingevolge die beslissing, zijn de Ministerieele Departementen verzocht geworden het mogelijk tekort van hun aankoopvereenigingen op zich te nemen.

* * *

De Commissie heeft de Begrooting goedgekeurd bij eenparigheid der aanwezige leden. Het verslag is op dezelfde wijze goedgekeurd.

Dienvolgens, verzoekt de Commissie de Kamer op haar beurt de Begrooting goed te keuren.

De Verslaggever,

HENDRIK HEYMAN.

De Voorzitter,

MAURICE PIRMEZ.

